

d'Lëtzeburger **Land**

Score

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#23 66. Jahrgang 7. Juni 2019



5 453000 174663



1 9 0 2 3

4,00€

Der Süden ist rot

Einer der größten Immobilienbesitzer
will nicht wissen, wie reich er ist

Was heißt hier Krise?

Mit dem Projekt Score will Arcelor-
Mittal in den Luxemburger Stahl- und
Walzwerken Einsparungen von 50
Millionen Euro jährlich erzielen und
260 Stellen abbauen. Ohne Tripartite-
Abkommen

Sur les ruines de l'ancien monde

Le Quartier Alzette entre Esch et
Schifflange pourrait devenir un éco-
quartier respectueux du patrimoine
industriel et naturel

Photo : Trash Picture Company



Les majestueux halls centraux devraient être réaffectés dans le quartier à venir



D’ici 2035, le futur Quartier Alzette à Esch-Schifflange pourrait accueillir 12 000 habitants et 7 000 emplois dans un éco-quartier respectueux du patrimoine naturel et industriel

Sur les ruines de l’ancien monde

josée hansen

« Ce sera un quartier exemplaire ! », s’exclame, enthousiaste, Claude Turmes (Déi Gréng). « Parce que ce sera le premier éco-quartier *made in Luxembourg* ». En tant que ministre de l’Aménagement du territoire, il assure le *lead*

politique des très nombreuses parties impliquées dans le dossier du réaménagement de la friche industrielle d’Esch-Schifflange, gérée opérativement par la société de développement Agora, constituée à parts égales par l’État et Ar-

celor-Mittal. Pendant plus de 140 ans, de 1871 à 2012, la *Metzschmelz*, intégrée à partir de 1911 dans le groupe Arbed, y exploite une usine sidérurgique, d’abord avec des hauts-fourneaux, puis un laminoir, un train à fil et une aciérie électrique. Or, en 2011/12, Arcelor-Mittal y cesse les activités. En 2016, le gouvernement et Arcelor-Mittal signent, avec les communes concernées Schifflange et Esch-sur-Alzette, un *memorandum of understanding* sur la revitalisation du site. Agora, qui a acquis un savoir-faire en matière de reconversion en vingt ans d’activité à Belval, est chargée de la réalisation (voir *d’Land* du 20 janvier 2017). Une étude de faisabilité finalisée en septembre 2017, basée entre autres sur des centaines de forages et des milliers d’analyses du sol, prouverait que « la qualité du sol est comparable à celle d’autres sites en reconversion » et que n’a été trouvé « aucun élément de blocage vers un développement futur du site en quartier urbain. » Désormais, le nom de code du projet sera : « Quartier Alzette ».

Le site d’Esch-Schifflange, Josy Roll le connaît comme sa poche. L’employé d’Arcelor-Mittal avait quinze ans quand, en 1977, il a commencé son apprentissage comme serrurier à l’Arbed. Aujourd’hui, il est, avec les portiers gardant l’accès au site, un des derniers à y travailler. Il est en charge de la surveillance et de l’organisation des activités qui y ont encore lieu : la revente des équipements qui peuvent encore être utilisés, le démolissage des bâtiments sans valeur, le déblayement de l’ancien crassier (il n’en reste plus qu’un grand trou béant rempli d’eau)... Par les dimensions des infrastructures, notamment les gigantesques halles ayant abrité le train à fil, le laminoir et les stockages, le site est très populaire auprès des producteurs de cinéma : Félix Koch y a tourné une partie de son *Superhjemp retårns*, des éléments de décor ont été abandonnés dans un des hangars. Ailleurs, des murs gardent les traces de slogans ayant servi à la série de docu-fiction historique *Krieg der Träume*, que Jan Peter a réalisé pour *Arte*. Roll se souvient du sympathique Georges Christen, qui vient d’y terminer un tournage, et il se fait un plaisir d’accueillir les visiteurs qui demandent l’accès, comme les artistes graffiti Spike & Stick, qui y ont réalisé des œuvres sur les murs et des éléments gisant au sol, profitant de l’impressionnante coulisse pour photographier leurs travaux graphiques. Et souvent, Josy Roll doit chasser des squatteurs qui entrent illégalement sur le

Pour le ministre écolo Claude Turmes, le Quartier Alzette sera exemplaire d’un nouveau mode de penser et de vivre, le quartier symbolique de la troisième révolution industrielle

site, s’y installent et font du feu. Il a beaucoup de tendresse pour ce lieu, cela se sent en le visitant avec lui. Roll connaît la valeur de ce patrimoine industriel, dont la réaffectation le réjouit.

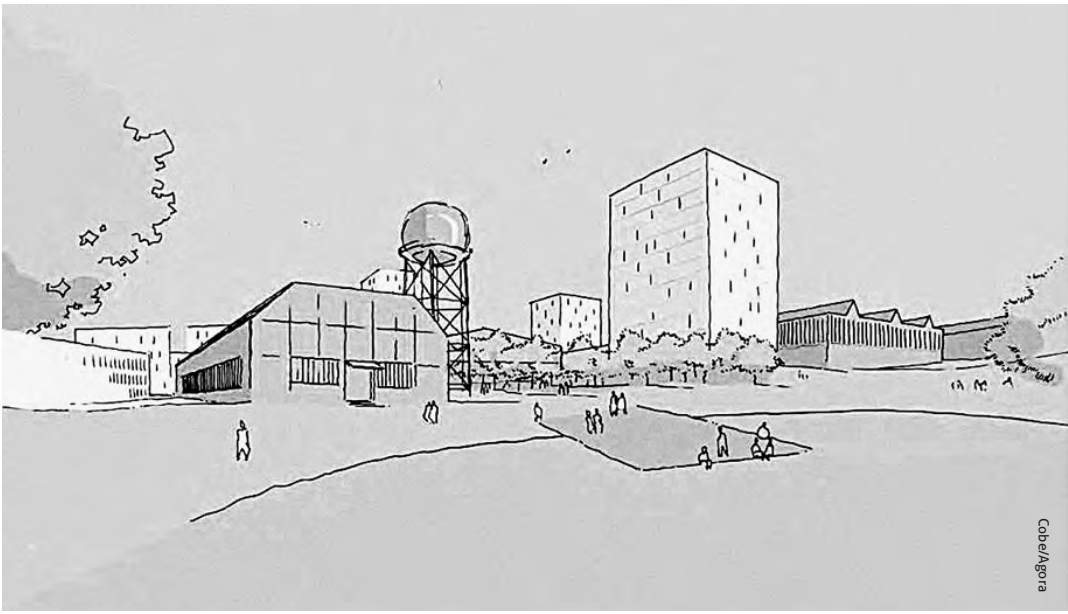
Josy Roll était aux avant-postes fin mars/début avril lorsque s’est tenu un « atelier de conception urbaine » ouvert au grand public sur place, réunissant quatre équipes internationales constituées de bureaux d’architecture et d’ingénieurs-conseils – les Danois autour de Cobe Architects (voir encadré), les Français autour d’Ilex de Lyon, les Italiens de Studio Paola Viganò de Milan et les Britanniques de Hawkins/Brown de Londres – ainsi que des centaines de citoyens intéressés. « On a retenu les leçons de l’aménagement de Belval », dira le directeur administratif d’Agora Yves Biwer avant les ateliers à la *Radio 100,7*. Et que une des choses à améliorer était d’assurer une meilleure implication des citoyens, des riverains et, surtout, des futurs utilisateurs dans la reconversion du site. C’est Cobe qui a gagné la consultation, ayant enthousiasmé le jury comme les responsables politiques (Turmes

ne tarit pas d’éloges à leur rencontre) pour ses idées de connexions du site aux quartiers voisins, « l’intégration maximale dans son environnement », « la préservation des monuments industriels et naturels les plus importants », le rôle social du site et l’axe culturel autour duquel il s’organise, notait le jury fort d’une trentaine de personnes. Le travail avec les architectes, insiste Agora, ne fait que commencer. Ce qui a été réalisé jusqu’ici n’est pas un *masterplan* rigide comme il avait été conçu par Jo Coenen à Belval en 2002, mais un « plan-guide global d’urbanisme » ouvert, flexible et évolutif.

On se souvient de la lourdeur du processus de reconversion de Belval : décidée par le gouvernement Juncker/Poos en 1996, l’urbanisation y avait été précédée par de longues querelles sur les responsabilités pour l’assainissement du site, la mise en place de la structure mixte Agora, la détermination de la valeur des 120 hectares de terrains apportés par Arcelor, puis la viabilisation de ces terres par l’installation des réseaux (eau, électricité, téléphonie) et des routes. Quand la Rockhal a ouvert ses portes en 2005, ce fut dans un chantier chaotique, le quartier ne prenant vie que dix ans plus tard avec l’arrivée de l’Université, désormais flanquée de commerces, de logements, d’instituts de recherche et des hauts-fourneaux rénovés dans le plus grand respect de leur valeur historique et esthétique. Depuis, beaucoup de projets ont été développés sur des friches, un des plus réussis étant la Kreativfabrik 1535°C à Differdange, abritant des artistes et de petites et moyennes entreprises dans le domaine créatif.

C’est irrémédiablement au 1535°C qu’on pense en visitant les bâtiments restés dans leur jus à Esch-Schifflange. Comme cette salle des pompes remontant aux années 1950, située à côté des bassins de refroidissement qui ouvrent sur un panorama jusqu’à la cimenterie voisine, et de l’emblématique tour d’eau verte (1920), le seul bâtiment profitant d’une protection nationale par son inscription à l’inventaire supplémentaire du Service des sites et monuments nationaux (SSMN). Dans la salle des pompes, la tuyauterie colorée contraste avec les murs en briques. Et les instruments de mesure et de réglage des machines, bien que cachés sous une épaisse couche de poussière, ont ce charme suranné d’une époque où cette industrie sidérurgique et ceux qui y travaillaient étaient respectés. Josy Roll fut content lorsque, durant les travaux de préfiguration, fut évoquée

Que représente le bureau danois Cobe Architects ?



Sous le titre *Co-Evolution*, le pavillon danois à la dixième biennale d’architecture à Venise, en 2006, exposa des propositions pour un développement urbain durable en Chine – et remporta le très convoité Lion d’or. Ce pavillon fut coorganisé par des bureaux d’architecture danois et des universités chinoises. Parmi eux : le tout jeune bureau Cobe Architects que venait de fonder Dan Stubbegaard à Copenhague. Depuis, le bureau s’est fait un nom en architecture durable et respectueuse de l’existant, à tel point qu’il emploie désormais une équipe de plus de 130 architectes. Parmi ses achèvements récents, on compte la gare multimodale de Køge Nord – un long couloir argenté suspendu qui n’est pas sans rappeler la gare de Jim Clemes à Belval –, le musée de pop-rock et culture des jeunes Ragnarock à Roskilde (DK), le centre de conférences Adidas à Herzogenaurach en Allemagne, la transformation d’un ancien silo à grains en résidence à Nordhavn/Copenhague ou la très élégante bibliothèque avec centre culturel de Tingbjerg. « Si nous choisissons de détruire l’existant pour reconstruire de nouveaux bâtiments, cela aura un impact énorme sur la planète », affirme Dan Stubbergaard dans un *podcast*. Cette volonté de toujours réattribuer de la valeur aux ressources déjà engagées a valu à Cobe Architects une invitation à participer à l’atelier de conception pour la ré-urbanisation de la friche d’Esch-Schifflange. Le 23 mai, la société de développement Agora a annoncé que, parmi les quatre équipes invitées, le jury avait retenu la proposition de Cobe Architects (esquisse), en association avec ses compatriotes Urban Agency et Urban Creators, ainsi qu’avec le bureau d’ingénieurs-conseils luxembourgeois Luxplan. Ce sont surtout leurs idées pour un développement flexible et évolutif du quartier, le respect du patrimoine industriel existant, la connexion du nouveau quartier aux villes de Schifflange et d’Esch-sur-Alzette, ainsi que la qualité du concept paysager qui ont enthousiasmé le jury et les politiques (qui, eux, ont néanmoins mis presque un mois à avaliser la décision). Une exposition des projets est prévue pour l’automne. jh



Le poste de gardien de ce portail semble avoir été abandonné avant-hier ; les artistes graffiti Spike & Stick se sont approprié le site ; la salle des pompes est en bon état la tour d'eau est protégée ; décor de cinéma



l'idée de reconvertir cette salle des pompes en futur siège du Musée de la sidérurgie. La collection d'anciens équipements et objets permettant de comprendre l'histoire industrielle du site remonte à l'engagement de l'Amicale Schöffenger Kolonien asbl, devenue l'année dernière Amicale Schöffenger Schmelzaarbechter asbl et qui a pu emménager dans deux petits bâtiments près du portail A l'année dernière.

Son collègue Alain Günther fait visiter avec fierté les collections d'outils et de machines ayant servi à la production, mais aussi une cuisine ou un bureau typiques du début du siècle dernier, voire une documentation sur l'histoire des syndicats de la sidérurgie, ainsi qu'une salle en mémoire de ceux des camarades qui furent exécutés par l'occupant nazi lors de la grève du 2 novembre 1942. Ce musée bénévole reste assez confidentiel ; une installation définitive pourrait aider à le professionnaliser. Le ministère de la Culture envisage une meilleure mise en réseau de tous les sites industriels du pays. Au Quartier Alzette, un véritable « axe culturel » pourrait ainsi traverser le site : la Kulturfabrik eschoise est voisine, il suffira de construire un petit pont que les futurs habitants pourront enjamber pour aller à pied au concert ou au théâtre.

« Ce sera génial ! », de cela, Claude Turmes est convaincu. Pour le ministre de l'Aménagement du territoire, le Quartier Alzette sera symbolique d'un nouveau mode de penser et de vivre : « Ce sera un éco-quartier *zero carbon, zero waste* », relié au futur tram vers Esch, aux bus rapides et au rail – qui seront prêts avant l'arrivée des premiers résidents –, sans parkings souterrains et même sans places de stationnement. Il imagine que cette ville nouvelle de la troisième révolution industrielle sera surtout accessible à la mobilité douce – il n'y aura pas non-plus de grand axe routier central (contrairement au Kirchberg) – et que la mixité sociale y régnera grâce aux projets à coût modéré qu'y réalisera l'État via la SNHBM ou aux nouveaux modèles de propriété (bail emphytéotique, colocation...). « D'ailleurs, nous allons visiter beaucoup de projets dans ce sens à l'étranger en ce moment », raconte Claude Turmes, comme récemment à Munich.

Dans le projet retenu lors de la consultation, le ministre apprécie surtout les idées pour la renaturation de l'Alzette et de la Dipbach, qui traversent ou longent le site, mais aussi pour la reconversion du patrimoine industriel, notamment les grandes halles, qui pourraient abriter des projets de construction originaux sous leurs toitures impressionnantes.

« Le ministère de la Culture a été impliqué dès les premières études de faisabilité », souligne aussi le ministre de la Culture Sam Tanson (Déi Gréng). Le SSMN avait établi une liste indicative des infrastructures à garder et d'autres qui *pourraient* l'être. Il s'agit surtout de ces grandes halles et des bâtiments en briques ayant abrité la salle des transformateurs par exemple, les anciens vestiaires, les ateliers des artisans, les différentes directions du site ou les portails d'entrée. On ne veut surtout pas reproduire les erreurs de Belval, où chacun des bâtiments provoqua un bras-de-fer entre aménageurs et défenseurs du patrimoine et où l'énorme travail de préparation en vue d'un Centre national de la culture industrielle à installer dans les hauts-fourneaux a fait les frais de l'austérité post-crise de 2008. Les plus optimistes imaginent même qu'en 2022, l'asbl Esch et région – capitale européenne de la culture pourrait y organiser des événements d'envergure, par exemple dans lesdits halls centraux. C'est vrai que leur majesté rappelle singulièrement celle des principaux sites de la *Ruhrtriennale* en Allemagne. Et qu'une telle occupation transitoire par la culture a pour effet immédiat une valorisation symbolique de sites souvent soupçonnés d'être sales et de les rendre *hype* – c'est ce que l'asbl IUEOA et le promoteur Steve Krack firent à moindre échelle avec des bâtiments abandonnés à Luxembourg-ville et à Esch-sur-Alzette ces dernières années.

Une occupation transitoire par la culture a pour effet une valorisation symbolique de sites souvent soupçonnés d'être sales et de les rendre *hype*

Car au final, quoi qu'il en paraisse, l'urbanisation des friches industrielles est aussi une opération immobilière de grande envergure. Certes, la politique y joue son rôle – « nous intervenons surtout sur le plan normatif », insiste Claude Turmes. Soit dans les normes environnementales, d'assainissement etc. Mais pour Arcelor-Mittal, propriétaire de 90 pour cent du site (les autres parties appartenant à la main publique, notamment le Fonds du rail), la valorisation équivaut à une nouvelle utilisation de terrains dont elle n'avait plus besoin pour son activité industrielle. Selon Yves Biwer d'Agora (toujours sur *100,7*) les coûts d'assainissement et de valorisation équivaldraient à un quart de l'investissement du projet.

Les citoyens s'étant exprimés contre un grand projet-phare type hypermarché (les études préliminaires rappellent aussi l'échec du Belval Plaza), ce sera donc une urbanisation avec des gabarits de taille modeste, à cinquante pour cent de logements. Selon le ministère de l'Aménagement du territoire, les 62 hectares pourraient abriter 12 000 habitants et 7 000 emplois à l'horizon 2030-2035 – sachant qu'à l'heure actuelle, Esch compte quelque 32 000 habitants et Schiffange 10 000 ; les deux communes n'ayant guère de surface sur laquelle s'étendre par ailleurs. Les premiers terrains pourraient être mis en vente en 2023 ou 24.



Leitartikel

Angst vor der Courage

Romain Hilgert

Um das peinliche Malheur des Referendums von 2015 nicht zu wiederholen, sollte gleich nach den Europawahlen die öffentliche Kampagne beginnen, mit der die Wähler von den Vorzügen der geplanten großen Verfassungsrevision überzeugt werden sollen. Denn schon vor Jahren hatten alle Parteien versprochen, dass eine Gesamtrevision der Verfassung erstmals durch eine Volksbefragung legitimiert werden soll. Und auch jene Parteien, die inzwischen Angst vor der eigenen Courage bekommen haben, fanden noch keinen überzeugenden Weg, um an dem Referendum vorbeizukommen, umso mehr, als auch 15 Oppositionsabgeordnete oder 25 000 Wahlberechtigte ein Referendum erzwingen können. Die Europawahlen sind nun zwei Wochen her, aber der Start der Kampagne soll um ein weiteres halbes Jahr aufgeschoben werden.

Tatsächlich scheint es nicht mehr auf einige Monate anzukommen. Denn an der Revision wird seit 35 Jahren geplant, sie wird seit 15 Jahren redigiert und liegt seit zehn Jahren als Entwurf vor, an dem sich der zuständige parlamentarische Ausschuss, der Staatsrat, die Regierung, der großherzogliche Hof, die Justiz, die Berufskammern, der Gemeindeverband und andere Vereinigungen abarbeiten. Der

Text ist ein Kompromiss zwischen den größten im Parlament vertretenen Parteien, die sich prinzipiell einig über ein Bedürfnis nach einer „modernen Verfassung“ sind, einem präzisen, liberalen und international wettbewerbsfähigen Regelwerk statt einem nach politischem Gutdünken exegierbaren Grundgesetz aus dem Obrigkeitsstaat des 19. Jahrhunderts.

Als parteipolitischer Kompromiss hängt das Schicksal der Revision von parteipolitischen Unwägbarkeiten ab. Die CSV, die die Konstitution stets als Hausordnung des CSV-Staats ansah, verhinderte während der vorigen Legislaturperiode das Verfassungsreferendum in der Hoffnung, nach der Rückkehr an die Macht den politischen Profit eines erfolgreichen Referendums einstreichen zu können. Doch nach den Wahlen vom Oktober vergangenen Jahres blieb sie wider Erwarten für eine weitere Legislaturperiode in der Opposition, konnte aber mit einem dritten Restsitz im Nordbezirk ihre Sperrminorität bei der Verabschiedung der Revision in erster Lesung im Parlament behalten. Die Wahl ihres neuen Vorsitzenden und nun das Debakel bei den Europawahlen zeigt jedoch, dass die Krise der CSV wie bei der CDU in Deutschland und den Républicains in Frankreich ein Dauerzustand zu

werden droht. So dass sich auch jene in der Partei durchsetzen könnten, die eine aggressive Oppositionspolitik verlangen und DP, LSAP und Grünen kein erfolgreiches Verfassungsreferendum gönnen wollen.

Derzeit bereitet der parlamentarische Ausschuss der Institutionen und der Verfassungsrevision neue Änderungsanträge auf der Grundlage des Gutachtens der Venedig-Kommission für Demokratie durch Recht des Europarats vor, einer Kommission, die nach dem Ende des Kalten Kriegs vor allem den mittel- und osteuropäischen Staaten gutes Benehmen nach den Regeln von Gewaltentrennung und Marktwirtschaft beibringen sollte. Wenn dann der Staatsrat diese Anträge mit einem vierten Zusatzgutachten kommentiert hat, kommt das Parlament kaum noch daran vorbei, den Text in erster Lesung zu verabschieden, während die alten und die in der vorigen Legislaturperiode neu geschaffenen Appareils idéologiques de l’État, anders als 2015, aus allen Rohren feuern sollen, um mit Faltblättern, Internetwerbung und Podiumsdiskussionen auch die verbissenen Tier- und Sprachschützer vom Nutzen des neuen Verfassungsentwurfs zu überzeugen. Das Referendum müsste dann vor dem „Superwahljahr“ 2023 stattfinden.

Zwanzig Jahre nachdem die Nato ohne UN-Mandat Serbien bombardiert hatte, um Jugoslawien endgültig zu zerschlagen, besuchte Premierminister Xavier Bettel (DP) – auf dem Foto mit Premierministerin Ana Brnabić – Ende vergangener Woche die Republik Serbien. Er betonte, dass Luxemburg einer der wichtigsten ausländischen Direktinvestoren in Serbien sei und dort ICT-Startups fördere. Er begrüßte, dass Serbien Mitglied der Europäischen Union werden möchte, riet aber Präsident Aleksandar Vučić, sich in den Bereichen Rechtsstaatlichkeit, Justiz, Korruptionsbekämpfung und Pressefreiheit noch etwas anzustrengen. rh.



blog

- Personalien
- Personalien
- Politik
- Universität
- Transport
- Medien

Jean Asselborn,

Außenminister (LSAP), musste am Mittwoch nach einem Sturz in ein Krankenhaus eingeliefert und auf der Intensivstation behandelt werden. *RTL* meldete, er habe sich beim Sturz einen großen Bluterguss am Rücken zugezogen. Seine Termine im In- und Ausland wurden bis zum 16. Juni abgesagt. pf

Jacques Vandivinit,

Ökonom und *directeur consultant* bei PWC, wurde vom Verwaltungsrat des Fonds du Logement zum neuen Direktor des Fonds ernannt. Er tritt den Posten am 15. September an. Damit wird zum siebten Mal seit der Entlassung von Daniel Miltgen im März 2015 ein Spitzenposten neu besetzt. Der vorige Direktor Eric Rosin hatte im Januar nach nur neun Monaten im gegenseitigen Einvernehmen mit dem Verwaltungsrat seinen Hut genommen. Grundlage für die vor vier Jahren begonnene Neuausrichtung des Fonds bildet ein Audit von PWC. pf

Nora Back,

OGBL-Generalsekretärin, neue Vorsitzende der Saliariatskammer und voraussichtlich nächste OGBL-Präsidentin, wird in der Juni-Ausgabe des Wirtschafts magazins *Paperjam* die „mächtigste Frau des Landes“ genannt. Im Interview erklärt sie, trotz der vielen Funktionen, die sie demnächst innehaben könnte, „keinen einzigen Anruf“ eines Unternehmers erhalten zu haben. Die Netzwerke, in denen der Sozialdialog hierzulande auch informell stattfindet, sind offenbar nicht mehr das, was sie mal waren. pf

Michel Pauly,

Geschichtsprofessor an der Uni Luxemburg, wirft dem nationalen Forschungsfonds FNR vor, die akademische Freiheit einzuschränken. In Empfehlungen an die Regierung, welche Forschungsbereiche künftig prioritär unterstützt werden sollen, rate der FNR, Zeitgeschichte und „Memory studies“ zu fördern, sage dann aber, „the focus should be on contemporary history around the recently created Luxembourg centre for contemporary history (C2DH)“, so Pauly gestern im *Radio 100,7*. Das heiße, Forschungsgelder einem einzigen Institut zu geben und nicht nur andere Bereiche der Geschichtsforschung zu vernachlässigen, sondern auch Sprachforschung, Literatur und Philosophie. pf

Blanche Weber,

Vorsitzende des Mouvement écologique, fände es angesichts der Trinkwasser-Versorgungslage „fahrlässig“, wenn der Bissener Gemeinderat die an Google zum Bau eines Datenzentrums verkaufte Fläche unwidmet, ehe feststeht, welchen Kühlwasserbedarf die Serverfarm hätte. Dagegen verweisen der Bissener Bürgermeister und das Umweltministerium auf die geltenden Prozeduren: Das könne erst diskutiert werden, wenn ein konkretes Projekt vorliegt und über einen Teilbebauungsplan (PAP) entschieden werden muss. Damit haben sie Recht. Wer darauf verweist, dass im Unterschied zu einer PAG-Änderung Bürgereinwände zu einem PAP nicht berücksichtigt werden müssen, trifft dagegen politisch einen wunden Punkt zwischen Mitbestimmung und Verwaltungsvereinfachung. pf

Europawahlen-Nachlese

„Enttäuschend“ nennt déi Lénk ihren Rückgang bei den Europawahlen, weil sie „die Mitverantwortung von CSV, DP, Déi Gréng und LSAP an der bisherigen Europapolitik der sozialen Ungleichheiten, der fiskalen Ungerechtigkeiten, der ökologischen Gefahren“ nicht ermitteln konnte. Das Wahlergebnis habe den Trend „weg von der klassischen ‚großen Koalition‘ zwischen CSV und LSAP, hin zum ‚liberalen Block‘ aus LSAP, DP und Grünen“ bestätigt. Dies entspreche „einem gesellschaftlichen Erneuerungsbedürfnis, aber auch neuen, verstärkt marktorientierten Formen der Ausbeutung von Mensch und Natur“. Dies habe auch einer „souveränistischen, wirtschaftsliberalen ADR“ Auftrieb verschafft, während sich die Piratenpartei „zu einer eher rechtspopulistisch eingestellten Formation entwickelt“ habe. rh.

Wählen mit 16

Die im Referendum 2015 zurückgewiesene Idee, das aktive Wahlalter auf 16 Jahre zu senken, könnte erneut debattiert werden. Eine Petition, die sich dafür ausspricht, wurde am Dienstag vom Petitionsausschuss der Abgeordnetenkammer akzeptiert und wird demnächst online zur Unterschrift ausgelegt, wie das *Luxemburger Wort* am Mittwoch schrieb. 2015 waren nur 19,1 Prozent der Wahlberechtigten für die Senkung des Wahlalters. Was es aber durchaus denkbar erscheinen lässt, dass die Petition die 4 500 Unterschriften erhält, auf die hin das Anliegen im Parlament diskutiert werden müsste. pf

Gar nicht schlecht



Die Uni Luxemburg steht nicht schlecht da in der Erfüllung ihrer „Key Performance Indicators“. Alle vier Jahre handelt sie das Rektorat mit dem Hochschulministerium aus. Ihre Erfüllung hat gewisse Bedeutung für die Pauschale aus der Staatskasse, die an die Uni fließt. In der Bilanz 2018 sticht vor allem die wissenschaftliche Qualität hervor, die in Publikationen ausgedrückt wird: Das Jahresziel von 1,6 Publikationen, die einer *peer review* unterlagen, wurde mit 2,2 pro Forscher übererfüllt. Das Vierjahresziel bis 2021 an Publikationen, die in den „Top zehn Prozent“ von Wissenschafts-Journals erschienen, wurde schon 2018 fast zur Hälfte erreicht. Vielversprechend war auch die Zahl der Veröffentlichungen mit anderen hiesigen Forschungszentren; die Zahl der beim EU-Forschungsrat erfolgreich beantragten *Grants*, und die 20 Patentanmeldungen aus der Uni entsprachen 2018 bereits 70 Prozent des Vierjahresziels. Beim Einwerben von Forschungs-Drittmitteln scheint die Uni ebenfalls auf einem guten Weg. Nachholbedarf gibt es bei den angestrebten Steigerungen des Frauenanteils auf Professorenposten und der durch Akkreditierungs-Agenturen anerkannten Studiengänge (Foto: Archiv Martin Linster). pf

Auf zum Gratistransport

Wie sich bei der Bahn Funktionen und Berufsbilder ändern sollen, wenn in zehn Monaten im Binnenverkehr das Gratisprinzip gilt, wird von einer Arbeitsgruppe bei den CFL noch diskutiert. Zugbegleiter sollen neue Missionen erhalten, Schalterpersonal ein neues Berufsbild. Die Transportgewerkschaften bestehen darauf, dass die Gratis-Wende nicht zu flächendeckenden Schalterschließungen führen dürfe. „Ginge es nach der CFL-Direktion, blieben womöglich nur in Luxemburg-Stadt und Belval Fahrkartenschalter“, sagt die Präsidentin der Gewerkschaft Syprolux, Mylène Bianchi. Das sei konzeptlos: Zwar bleiben demnächst nur internationale Fahrkarten und Erste-Klasse-Tickets zu verkaufen, und die Online-Verkäufe nehmen zu. Doch es sei unsinnig, Schalter abzuschaffen, wenn der Eitelbrücker Bahnhof massiv ausgebaut wird, der in Esch ausgebaut wurde und Umsteigepole mit großen Park-and-Ride-Plätzen geplant sind, so Bianchi. Der Syprolux würde lieber das Berufsbild der betreffenden Mitarbeiter in Richtung „Empfang“ erweitern. Was dafür sorgen könne, dass auch an kleineren Bahnhöfen weiterhin jemand von der Bahn präsent ist, wenngleich nicht an klassischen Schaltern. Dass es auch nach dem 1. März 2020 Zugbegleiter geben soll, stellt niemand in Frage. Der Syprolux aber, der schon in der Vergangenheit die Wiedereinführung einer Bahnpolizei verlangt hatte, kommt nun darauf zurück, denn er glaubt, der Gratistransport leiste Vandalismus-Vorschub. Wie sich vermeiden lässt, dass Zugbegleiter sich in der Rolle von „Hilfsheriffs“ wiederfinden, will die Gewerkschaft nächste Woche mit François Bausch (Grüne) in seiner Funktion als Polizeiminister besprechen. pf

Donnerstag war Schluss

Am Donnerstag dieser Woche erschien die letzte Ausgabe der Wochenzeitung *Le Jeudi*. Der Escher Editpress-Verlag begründete die Einstellung der Wochenzeitung mit Verlusten durch rückläufige Werbeeinnahmen. *Le Jeudi* war 1997 gegründet worden, um französischsprachige Angestellte und Europabeamte als Leser zu gewinnen. Mit einer ähnlichen Überlegung hatte der Verlag zwei Jahre später die portugiesischsprachige Wochenzeitung *Correio* gegründet, die er bereits 2013 einstellte. Seit Jahren hatte *Le Jeudi* ein Vielfaches seiner verkauften Auflage verschenkt, um die Anzeigentarife zu erhöhen. In den vergangenen Monaten hatte er seine Seitenzahl reduziert, die Abonnentenzahl war zum Schluss auf 1 200 gefallen. Editpress-Generaldirektor Jean-Lou Siweck kündigte gegenüber *Radio 100,7* an, dass ein Teil der Redaktion entlassen und die Redaktionsräume verkauft oder vermietet würden. Mit *Le Jeudi* wird – nach *La Voix du Luxembourg* des Sankt-Paulus-Verlags – eine zweite Zeitung eingestellt, die staatliche Pressehilfe erhielt. rh.



Die Großbaustelle

Peter Feist

François Bausch (Grüne) war gerade mal ein reichliches halbes Jahr Transport- und Bautenminister der ersten DP-LSAP-Grüne-Regierung, da musste er am 30. Juni 2014 dem parlamentarischen Haushaltskontrollausschuss berichten, dass für ein wichtiges Schienenverkehrsprojekt das Geld nicht reicht. 180,7 Millionen Euro zum damaligen Bau-Indexstand hatte die Abgeordnetenkammer im April 2004 per Gesetz bewilligt, um die Gleise der CFL-Nordstrecke von denen der Oststrecke zu trennen. Nach der Ausschusssitzung meldete *rtl.lu*, das reiche hinten und vorne nicht und werde „im Ganzen 344 Millionen“ kosten.

Bauschs Schuld, weil er die laufenden Baustellen der Bahn und die dem staatlichen Schienenbau-fonds entstehenden Kosten nicht genug im Auge behalten hätte, war das nicht. Schon 2006 hatte sich gezeigt, dass die Trennung der Gleise nach Norden und Osten teuer werden würde, obwohl der Bau damals noch nicht einmal begonnen hatte. Eröffnet wurde die Baustelle erst 2009. Da erwies sich zum zweiten Mal und endgültig, dass die 2004 genehmigte *enveloppe* nicht reichen würde und ein neues Finanzierungsgesetz her müsse. Weshalb auch schon CSV-Bautenminister Claude Wiseler sich mit dem Haushaltskontroll-ausschuss über die Kostenzunahme unterhalten hatte. Delikat für François Bausch war der Termin im Juni 2014 trotzdem: Die blau-rot-grüne Regierung wollte sparen, den Einnahmefall aus der Mehrwertsteuer auf den grenzüberschreitenden elektronischen Handel wegstecken, und DP-Finanzminister Pierre Gramegna hatte einen „Staatshaushalt der neuen Generation“ angekündigt. Als grüner Minister, der den Bau der Tram beginnen und noch weitere Schienenbauprojekte voranbringen wollte, stellte Bausch sich vor die nationale Eisenbahngesellschaft: Es sei nicht so, dass jeder Neu- oder Ausbau den Budgetrahmen sprengte. Andere Vorhaben seien sogar mit weniger Geld ausgekommen. Der zweigleisige Ausbau der Bahnstrecke Luxemburg-Petingen zum Beispiel, die Renovierung von Bahnhöfen und den Bau von Unterführungen inklusive, werde um die 50 Millionen Euro weniger kosten als geplant.

Kommenden Dienstagnachmittag werden Minister und CFL-Spitze mit der Presse einen Sonderzug besteigen, von Luxemburg-Stadt nach Sandweiler fahren und einen feierlichen Schlusspunkt unter den bislang teuersten Schieneninfrastrukturbau setzen. Trennung der Oststrecke

Das bislang teuerste Schienenprojekt legt auch Zeugnis davon ab, wie die CFL sich von einem Betrieb, der vor zwei Jahrzehnten Mühe hatte, seinen Laden zusammenzuhalten, zu einem entwickelten, der heute mehrere Baustellen gleichzeitig managt

von der Nordstrecke klingt unspektakulär. Und tatsächlich bestand die Aufgabe eigentlich nur darin, unmittelbar hinter der Biisserbréck, wie das Eisenbahnviadukt Pulvermühle noch genannt wird, von den beiden Gleisen Richtung Norden nicht länger ein Gleis Richtung Sandweiler abzweigen zu lassen. Sondern stattdessen den Schienenstrang nach Osten für sich aus der *Stater* Gare herauszuführen, und nicht nur auf einem Gleis, sondern auf zweien. Doch dafür musste die Biisserbréck verbreitert, ein zweites Viadukt an das erste, über 150 Jahre alte, angedockt werden. Der Nordausgang des Hauptbahnhofs musste ebenfalls erweitert und unterhalb des Boulevard d'Avranches ein zusätzlicher Tunnel neben dem bestehenden angelegt werden. Und weil es nicht viel Sinn macht, mit zwei autonomen Gleisen Richtung Osten aus dem Hauptbahnhof und über ein neues Viadukt zu fahren, wenn die zwei Gleise wenig später wieder zu einem verschmelzen, wurde die Oststrecke bis Sandweiler zweigleisig ausgebaut. Weshalb am Dienstag nicht nur ein, sondern zwei Projekte abgeschlossen werden: Viadukt und Tunnel zum einen, Streckenausbau nach Sandweiler zum anderen. Kostenpunkt für Ersteres: 334 Millionen Euro laut einem Ende 2014 nachgeschobenen neuen Finanzierungsgesetz, zehn Millionen weniger als vor fünf Jahren

mit François Bausch im parlamentarischen Haushaltskontrollausschuss geschätzt. Kostenpunkt für das andere: 215 Millionen.

Das ist eine Menge Geld, wenn, zum Vergleich, für die Neubaustrecke Luxemburg-Bettemburg 292 Millionen Euro vorgesehen sind. Doch die beiden Baustellen waren schwierig, vor allem der Neubau des Viadukts. Dass für dieses und den Tunnel unter dem Boulevard d'Avranches am Ende 85 Prozent mehr Geld bereitgestellt werden mussten, wie die Handelskammer vor fünf Jahren vorwurfsvoll anmerkte, zeigt aber auch, wo Planung und Bau von Schienenwegen hierzulande herkommen und was für enorme Fortschritte in den letzten zwei Jahrzehnten gemacht wurden.

Denn es stimmt ja, dass die Eisenbahn fast drei Jahrzehnte lang vernachlässigt wurde und die Zukunft der Straße galt. Das *Programme directeur* zur Landesplanung von 1978 zum Beispiel, das der damalige Finanz- und Landesplanungsminister Jacques F. Poos (LSAP) verantwortet hatte und das die „Restrukturierung“ des Landes bis 1990 beschreiben wollte, widmete der Eisenbahn dreieinhalb Seiten, Straßenverkehr und Straßenbau neun. Und obwohl es feststellte, dass Bahnverkehr umweltfreundlich und energiesparend sei und einen „service fondamental“ erbringe, wurde über seine Perspektiven kaum mehr ausgesagt, als die Zahl der Bahnhöfe und Haltepunkte zumindest nicht zu reduzieren. Die Straße dagegen wurde „l'élément le plus dynamique du réseau des voies de communication“ genannt und ein Programm zur *grande voirie* skizziert, zum Beispiel eine Autobahn Luxemburg-Ettelbrück-Feulen bis zum Jahr 2000 enthielt und eine zwei mal drei Spuren breite „Expressstraße“ zwischen Kirchberg und Josy-Barthel-Stadion via *Stäreplaz*.

So gesehen, war es kühn, dass die CFL Ende der Neunzigerjahre ein Bahn-Infrastrukturprogramm „für das 21. Jahrhundert“ entwarfen. Die meisten der bisher realisierten, im Bau, in Planung oder im Brainstorming befindlichen Projekte stehen darin: die zweigleisige Strecke Luxemburg-Petingen etwa, der Neubau Luxemburg-Bettemburg, ein Neubau Luxemburg-Esch, der bis 2035 vielleicht als „seieren Tram“ Wirklichkeit werden könnte, aber auch die Trennung der Gleise der Oststrecke nach Sandweiler von denen der Nordstrecke mithilfe eines neuen Viadukts Pulvermühle. Als der damalige DP-Transportminister Henri Grethen das Infrastrukturprogramm 1999

in Empfang nahm, trug er den CFL auf, letzterem Vorhaben „höchste Priorität“ einzuräumen. Denn die sich kreuzenden Ost- und Nordgleise bildeten nicht nur eine Staugefahr, denn hatte ein Zug aus Ettelbrück Verspätung, musste einer aus Wasserbillig vor der Biisserbréck warten, beziehungsweise umgekehrt. Ein Sicherheitsrisiko war die Gleiskreuzung auch. Der damalige Bahn-Generaldirektor René Streff erklärte im April 2000 dem *Land*, „weil Sicherheit vorgeht, werden wir das Problem am Nordausgang vorrangig lösen“ (*d'Land*, 6.4.2000).

Ob man sagen kann, dass die Beseitigung nicht nur eines Flaschenhalses, sondern auch eines Sicherheitsrisikos am Nordausgang des *Stater* Hauptbahnhofs von der Niederschrift des Infrastrukturprogramms bis zur Inbetriebnahme am 23. April dieses Jahres – seitdem fahren Züge nach Norden und Osten schon getrennt über das Viadukt – fast zwanzig Jahre gedauert hat, wollten die CFL vor der Einweihungszeremonie nächsten Dienstag nicht kommentieren. Auf jeden Fall war das Projekt anspruchsvoll, die Planungen dauerten lange, und die Bahn musste sich überhaupt erst daran gewöhnen, sich so intensiv mit ihrer Infrastruktur zu befassen.

2002 wurde ein Architektenwettbewerb für das neue Viadukt ausgelobt, den Ende 2002 TREN-gineering aus Luxemburg-Stadt gewann. Im Oktober 2003 lagen eine Machbarkeitsstudie und ein Kostenvoranschlag zum Projekt vor, so dass Henri Grethen einen Monat später den Gesetzentwurf für die knapp 181 Millionen Euro zur Finanzierung einreichen konnte, den die Abgeordnetenkammer im April 2004, kurz vor den nächsten Wahlen annahm. Dass zehn Jahre später viel Geld nachgeschossen werden musste, lag auch daran, dass es vor 15 Jahren zulässig war, einen Finanzierungs-Gesetzentwurf lediglich aufgrund einer Machbarkeitsstudie und eines Kostenvoranschlags aufzustellen. Seit 2009 ist dazu ein APD, ein *Avant-projet détaillé*, vorgeschrieben. Für Viadukt und Tunnel begannen die Studien zum APD erst 2006, drei Jahre später begann der Bau.

Der war ingenieurtechnisch eine ähnlich große Leistung wie der Bau der Bisserbréck vor rund 150 Jahren: Aus militärischen Gründen konnte die Eisenbahn damals nicht in die Festungsstadt gebaut werden. Für das Viadukt wurde deshalb ein 130 Meter hoher Hang aufgeschüttet. Dieser

Hang schien 2003, zur Zeit der ersten Vorstudien zum Projekt, stabil, zumal die Biisserbréck saniert worden war. Doch diese Einschätzung hatte nicht auf zuverlässigen geotechnischen Studien beruht. Als eine solche Untersuchung Jahre später schließlich angefertigt wurde, ergab sie, dass der Hang zu über 50 Prozent aus Hohlräumen bestand. Es hätte Einsturzgefahr gedroht, wäre am Kamm des Hangs gearbeitet worden und hätte man auf die neuen Brückenpfeiler, die schon standen, den Überbau des neuen Viadukts gesetzt und ihn an die alte Biisserbréck angedockt. Die CFL-Ingenieure waren gezwungen, den Neuaufbau des Hangs zu entwerfen: mit Riesennengen Beton, die in seinen Fuß gepumpt wurden, und mit Stahlplatten zur Befestigung von außen. Und über all dem sollte der Zugverkehr möglichst nicht oder höchstens an Wochenenden oder in Schulferien unterbrochen werden.

Als im Oktober 2014 der Gesetzentwurf zur Finanzierungsausweitung im Parlament deponiert wurde, enthielt sein Motivenbericht eine ausführliche Dokumentation der CFL über alle Probleme und Unwägbarkeiten, denen sie bis dahin begegnet war. Neben dem fragilen Hang waren das beispielsweise komplizierte geologische Verhältnisse beim Tunnelbau unter dem Boulevard d'Avranches, gestiegene Preise für Metalle, aber auch Aufwand, der betrieben wurde, um ein Spanisches Türmchen an der Festungsmauer nicht verlegen zu müssen. So gesehen, ist die Fertigstellung von Viadukt und Tunnel, gemeinsam mit den nun zwei Gleisen nach Sandweiler, auch ein Zeugnis von der Entwicklung der CFL – von einem Betrieb, der noch vor zwei Jahrzehnten Mühe hatte, seinen Laden zusammenzuhalten, zu einem, der heute mehrere große Baustellen gleichzeitig managt.

Und genau genommen sind auch nach der Zeremonie am kommenden Dienstag die Arbeiten, die für mehr Kapazität am Nordausgang der *Stater* Gare und Richtung Osten sorgen sollen, noch nicht beendet. Davon wird man erst reden können, wenn der erste der zwei zusätzlichen Bahnsteige fertiggestellt sein wird, um die der Hauptbahnhof erweitert werden soll. Bis zum Fahrplanwechsel im Dezember muss das geschafft sein. Dann soll die neue „Weststrecke“ bei Trier in Betrieb in Betrieb gehen, die Zahl der Züge aus Richtung Osten wachsen und die Züge kreuzungsfrei bis zum Bahnsteig in die Gare centrale einfahren können.



Zwei Generationen Viadukt: links der neue Anbau der Biisserbréck auf seiner Stahlkonstruktion, rechts das 150 Jahre alte, aber gründlich verstärkte Viadukt auf dem 130 Meter hohen Hang

Einer der größten Immobilienbesitzer will nicht wissen, wie reich er ist

Der Süden ist rot



Generalvikar Leo Wagener, der Präsident und der Geschäftsführer des Kirchenfonds, Norbert Hauptert und Philip Mauel



Generalökonom Marc Wagener

Romain Hilgert

Barsch wies Generalökonom Marc Wagener am Dienstag die „Erwartung“ zurück, „dass wir Ihnen den Wert des Immobilienportefeuilles heute mitteilen“. Das Bistum wollte diese Woche Aufschluss über den Stand des vor einem Jahr geschaffenen Kirchenfonds geben. Es hütete sich aber, dabei von einer „Bilanz“ zu sprechen.

Der Kirchenfonds ist einer der größten und reichsten Immobilienbesitzer des Landes. Ihm gehören derzeit laut eigenen Angaben 135 Kirchen und Kapellen, 160 Büro-, Versammlungs- und Wohngebäude, 1 500 Hektar Ackerland, Weiden, Gärten und Grundstücke sowie 408 Hektar Wald.

Was dieser Besitz in einem Land des ständigen Immobilienbooms wert ist, sei „eine Information, die für uns absolut keine Relevanz hat“, meinte der Generalökonom, den sich das Bistum 2015 bei Heintz van Landewyck geholt hatte. Marc Wagener hat den Auftrag, die Kirchengelder rentabel zu verwalten, seit die liberale Regierungskoalition das Bistum privatisierte, aus den verbeamteten Pfarrern Privatangestellte machte und die Gemeinden nicht mehr zum Unterhalt der Kirchen verpflichtete.

Diese Trennung von Kirche und Staat ist die symbolträchtigste Reform, mit der DP, LSAP und Grüne in die Geschichte eingehen werden. Denn sie sägte an der einst so soliden klerikalen Stütze des CSV-Staats, der für die Steuerzahler kostspieligen Symbiose von Staat, Bistum, CSV, Religionsunterricht, kirchlichen Vereinen und *Luxemburger Wort*. Das Ergebnis der Landeswahlen im Oktober zeigte, dass eine Mehrheit der Wähler diese Reformen unterstützt. Weil die Regierung mit der Drohung eines Referendums den kirchenintern viel kritisierten Erzbischof Jean-Claude Hollerich und seinen damaligen Generalvikar Erny Gillen dazu gebracht hatte, mitszuspielen, bleibt der CSV wenig Spielraum für Kulturkampf. Während einige Ultras ehemaliger Kirchenfabriken noch immer gegen ihren Erzbischof prozessieren, ist der ehemalige CSV-Abgeordnete Norbert Hauptert Präsident des Kirchenfonds.

Anfang vergangenen Jahres hatte das Parlament den Höhepunkt dieser Reformen verabschiedet, das „Gesetz über die Verwaltung religiöser Bauten und andere Güter des katholischen Kultus sowie über das Verbot der Finanzierung der Kulte durch die Gemeinden“. Trotz einiger Zugeständnisse im letzten Augenblick hat das Bistum der Regierung nicht verziehen.

Der Kirchenfonds veröffentlichte im Internet eine Landkarte der öffentlichen Kirchen und Kapellen. Darauf sind die Kirchen in Gemeindebesitz grün eingetragen und die zum Nießbrauch überlassenen *Biens de la cure* blau. Die Kirchen im Besitz des Fonds sind dagegen nicht ganz unschuldig rot gekennzeichnet. So kann Generalvikar Leo Wagener gleich auffallen, „dass der Süden des Landes ziemlich rot eingefärbt ist. Das heißt, dass viele Kirchen im Besitz des Kirchenfonds sind“. Eine Reihe Südgemeinden habe wohl „nicht mordi-

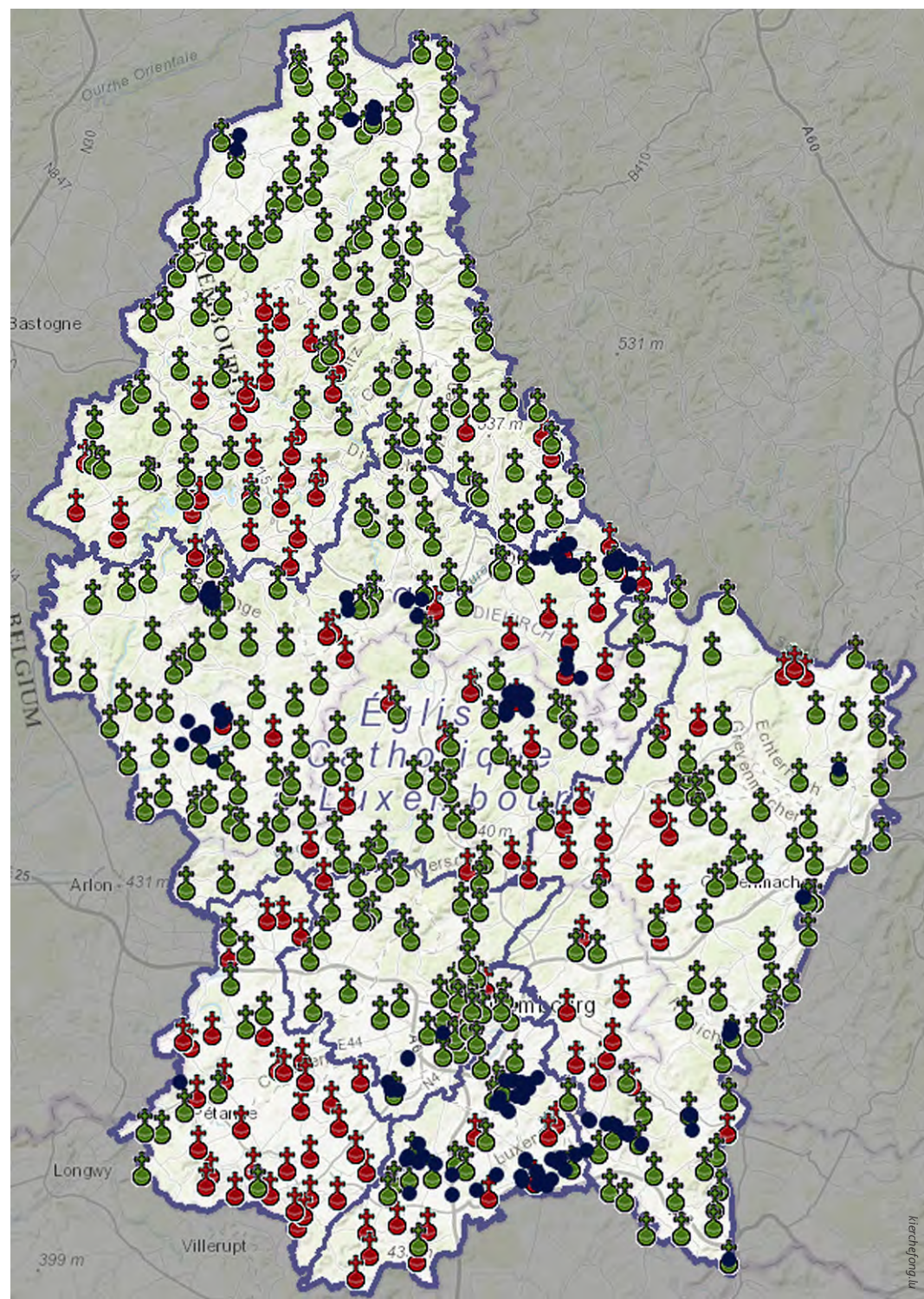
cus darauf gehalten, eine Kirche in ihrem Besitz zu halten“, anders als viele konservative ländliche Gemeinden. „In wie fern man hier auch von einer politischen Karte reden kann, sei dahingestellt“, stichelte der Generalvikar.

Für Generalökonom Marc Wagener scheint es an Christenverfolgung zu grenzen, dass einer der größten Immobilienbesitzer des Landes einen externen Buchprüfer verpflichten muss. Denn Vereine und Stiftungen hätten „absolut keine Verpflichtung, einen Buchprüfer zu haben“, das Bistum erfahre „auch hier, wie so oft, eine Transparenz- und externe Kontrollsituation des Kirchenfonds, die absolut nicht üblich ist in Luxemburg“.

Auch dass der Fonds 1 000 bis 2 500 Euro Jahresmiete für zum Messdiest verwendete Kirchen-

gebäude in Gemeindebesitz zahlen soll, ist für Generalvikar Leo Wagener eine „europaweit einzigartige“ Nutzungsgebühr, die „vor allem auf den Wunsch von Minister Kersch zurückgeht“, des damaligen Innenministers vom linken LSAP-Flügel. Bisher seien 18 solcher Konventionen, mit denen Gemeinden 22 Kirchen überlassen, vom Bistum gutgeheißen, neun weitere begutachtet, aber noch nicht abgeschlossen. Gespräche mit der Stadt Luxemburg über 21 Kirchen würden gerade geführt. Für den Generalvikar belegen diese Zahlen, „dass es bisher keinen Rush auf Konventionen gibt“ zur Miete von „Kirchen, die der Gemeinde zwar gehören, aber für die Generationen von Gläubigen gespendet und sie zum Teil mit unterhalten haben“.

Bei einem Anlaufverlust von 2,5 Millionen Euro fasst Präsident Norbert Hauptert einen Zweck des



Kirchliche Gebäude in Gemeindebesitz (grün) und im Besitz des Kirchenfonds (rot und blau)

Die Trennung von Kirche und Staat ist die symbolträchtigste Reform, mit der DP, LSAP und Grüne in die Geschichte eingehen werden

Fonds zusammen: „Wir sind bemüht, zu schauen, unserer Güter, die wir besitzen, so zu verwerten, dass wir in Zukunft mehr Einnahmen zählen können und wir im Grunde mit diesen Einnahmen, auch nachdem wir die Schuld oder die Zinsen der Schulden beglichen haben, funktionieren können.“ Deshalb besitzt der Kirchenfonds 35 Wohnungen zu ermäßigten Preisen, 85 weitere sind im Bau und über 250 in Planung, wovon 147 bereits einen Zuschuss vom Wohnungsbauministerium zugesichert bekamen. Denn wenn der Kirchenfonds Wohnungen baut, trägt der Staat 75 Prozent der Kosten. Die 35 bestehenden Wohnungen kosteten den Fonds beispielsweise drei Millionen Euro, 5,5 Millionen schoss die öffentliche Hand zu. Allerdings entsprechen die Mieten dieser bezuschussten Wohnungen nicht immer dem für Sozialmieten vorgeschriebenen Satz (*d'Land*, 11.1.2019). Vorwürfen, das Bistum würde sich auf Kosten von Sozialmietern sanieren, versuchte der Geschäftsführer des Fonds, Philip Mauel, indirekt zu entkräften: „Die durchschnittliche jährliche Mieteinnahme zugunsten des Kirchenfonds im Rahmen dieser Entwicklung der *projets à coût modéré* erreicht schwerlich ein Prozent.“

Die Vermögensverhältnisse der katholischen Kirche verlieren sich im Dunkel der Zeit, und weder Staat noch Kirche bemüht sich, hineinzuleuchten. Über die wenigsten Kirchen bestehen notarielle Akte oder andere Besitzurkunden. Im Kataster steht oft „Le Presbytère“, weil sie zum Pfarrhaus gehörten, nicht weil sie ihm gehörten. Manche Kirchenfabriken stellten sich als Eigentümer dar, obwohl sie nur Verwalter waren. Die Gesetzesreform vom vergangenen Jahr kam dem Bistum insofern entgegen, als dass sie „pragmatisch“ sein sollte, statt Klarheit zu schaffen. Wenn keine Besitzurkunden vorlagen, forderte sie die Gemeinden und ihre Kirchenfabriken auf, in einer Konvention festzuschreiben, wer Eigentümer ist. Was zu der skurrilen Situation führte, dass eine Partei, die keine Besitzansprüche anmelden konnte, der anderen Partei, die keine Besitzansprüche anmelden konnte, eine Immobilie schenkte, die ihr nicht gehörte. Doch selbst in den Fällen, da eine rechtmäßige

Eigentümerin feststand, brauchte keine richtige Schenkung stattzufinden, um nicht eine Schenkungsurkunde mit der Angabe des Werts der Immobilie ausstellen zu müssen. So dass ein Teil der Immobilien erst durch das Gesetz Besitzer fand, die gleichzeitig enteignet wurden. Um die Enteignung der Nichtbesitzer zu ermöglichen, mussten Regierung und Staatsrat plötzlich feststellen, dass die gerade abgeschafften Kirchenfabriken Einrichtungen öffentlichen Rechts waren wie nun der Nachfolger Kirchenfonds. Das Ergebnis all dieser juristischen Fiktionen ist, dass der Wert der Immobilien bis heute nicht bestimmt werden musste.

Es sei eine „im Kirchenrecht vorgesehene Herangehensweise, Güter so lange wie möglich zu halten, Jahrzehnte oder länger“, betonte Generalökonom Marc Wagener. Deshalb will der Fonds nur ganz ausnahmsweise Güter verkaufen. Dadurch dürfte das Fondsvermögen in Zukunft noch zunehmen, wenn weiterhin fromme Privatleute dem Fonds Schenkungen machen, Gemeinden dem Fonds Kirchen überlassen und weiter in den Bau bezuschusster Wohnungen investiert wird. Gleichzeitig dürfte der Fonds auch von dem hohen Wirtschafts- und Bevölkerungswachstum und den niedrigen Zinsen profitieren, die die Immobilienpreise weiter in die Höhe treiben und so auch den Wert seines Immobilienbesitzes vergrößern wird.

Der Fonds, der durch Gesetz eine öffentliche Einrichtung ist, muss laut Artikel fünf eine gewerbliche Buchführung haben, die von einem zugelassenen Buchprüfer kontrolliert wird. Allerdings gilt dies erst ab dem Geschäftsjahr 2021. Bis dahin genügt es, wenn er seine Eingaben und Ausgaben auflistet. Allerdings stellt sich übernächstes Jahr die Frage, wie der Fonds eine ordentliche Bilanz vorlegen soll, wenn er sein Immobilienvermögen nicht unter den Aktiva aufführen will. Generalökonom Marc Wagener kündigte am Dienstag zum Thema Bewertung des Immobilienbesitzes trotzig an: „Wir werden auch in Zukunft, weil wir ganz begrenzte Ressourcen haben, keine Budgets vorsehen, seien es Zeit- oder Geldbudgets, um diese Informationen zu produzieren. Aus einem ganz einfachen Grund, weil diese Informationen keinen Nutzen haben.“

Eine Bewertung des Immobilienfonds drohte nicht nur Wasser auf die Mühlen der unbelehrbaren Kirchenfeinde zu treiben, die dem vom *Luxemburger Wort* und den Immobilienfirmen Lafayette und Maria Rheinsheim finanzierten Bistum nicht abnehmen wollen, dass es arm wie eine Kirchenmaus ist. Das Bistum, das angesichts rückläufiger staatlicher Subventionen vermehrt auf fromme Spenden zurückgreifen will, befürchtet, dass viele Spender entmutigt würden, wenn sie erführen, wieviel der Kirchenfonds wert ist. Und Anhänger des heiligen Franziskus könnten sogar die schwer abzuweisende Forderung erheben, wenigstens die nicht sakral genutzten Gebäude, Grundstücke, Wiesen und Wälder zu verkaufen, um den Armen zu helfen.

Türkei

Eine Scheinreform



Proteste gegen die Verhaftung von Gürsel und anderen Journalisten 2016

Cem Sey, Berlin

Dass man in der Türkei Anfang der 90er Jahre abseits der Propaganda des türkischen Staates einerseits und der PKK andererseits endlich etwas über die Männer und Frauen erfuhr, die in den kurdischen Bergen kämpften, dafür sorgte Kadri Gürsel. Gürsel, der als Korrespondent der französischen Nachrichtenagentur *AFP* aus den kurdischen Gebieten berichtete, war von Kämpfern der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) entführt worden. Aus seiner zweimonatigen Odyssee durch die kurdischen Berge entstand ein Buch. Zum ersten Mal konnten türkische Leser eine objektive Reportage über die Vorgänge dort lesen.

Gürsel, der bald ein angesehener Analyst internationaler Politik wurde, avancierte schließlich zum Vorstand des Internationalen Presseinstituts (IPI) in Wien.

Seit vergangener Woche steht Gürsel im Mittelpunkt des jüngsten Justizskandals des längst durch Justizskandale charakterisierbaren autoritären Regimes in der Türkei. Gürsel war auf einem Foto zu sehen, das die gleichgeschalteten türkische Medien wie auf Knopfdruck verbreiteten: Gekleidet in einem weißen Sakko, streckt er seine Arme nach vorne, während zwei junge türkische Polizisten, einer mit Sonnenbrille, ihm Handschellen anlegen.

Was war geschehen?

Gürsel war bereits 2016 zusammen mit weiteren Journalisten verhaftet worden. Nach elf Monaten wurde schließlich der Haftbefehl aufgehoben. Wiederum einen Monat später verurteilte ihn ein Gericht wegen seiner journalistischen Arbeit zu zweieinhalb Jahren Gefängnisstrafe – angeblich, weil er Terrorpropaganda verbreitet hatte, eine der mittlerweile landesweit abgedroschensten Anklagen seitens des türkischen Regimes. Da Gürsel bereits elf Monate in Untersuchungshaft verbracht hatte, musste er laut Gesetz freigelassen werden. Stattdessen wurden ihm vor Pressefotografen Handschellen angelegt und er wurde ins Gefängnis eskortiert. Dort wurde ihm offiziell vorgelesen, er sei frei und könne wieder nach Hause gehen. Offensichtlich dient diese dann auch noch medial intensiv verbreitete Behandlung durch das Regime der öffentlichen Demütigung. Und natürlich der Abschreckung anderer, aufmüpfiger und allzu kritischer Journalisten.

Einen Tag nach Gürsels kafkaesker Freilassung, verkündet der türkische Staatspräsident Recep Tayyip Erdogan in einer live übertragenen Fernsehrede, dass er und seine Regierung beabsichtigen, die Justiz zu reformieren. Seine Reform habe zwei grundsätzliche Ziele, erklärt Erdogan: Die Ausweitung der Meinungsfrei-

In der verwirrenden Rede erkennen Beobachter vor allem ein weiteres Element der bewährten Erdogan-Taktik: Mehrere Ziele verfolgen, aber nicht die, die in der Botschaft angekündigt werden

heit – wohlgemerkt benutzt er nicht das Wort „Wiederherstellung“ – und natürlich die Verbesserung des Justizsystems.

Künftig würden Haftbefehle „mit Umsicht“ erlassen, das Demonstrationsrecht werde garantiert, Gerichtsprozesse würden gerechter gestaltet. Richter sollen keine Angst mehr davor haben müssen, in düstere Ecken Anatoliens verbannt zu werden, wenn sie ein missliebiges Urteil fällen. Prozesse würden beschleunigt und das Vertrauen der Bürger in das Justizsystem gestärkt. Das alles innerhalb der nächsten fünf Jahre.

Erdogan weiter: „Mit dieser Reform drücken wir unser Festhalten am Beitritt und der Vollmitgliedschaft in der EU aus, obwohl diese ihre Versprechen uns gegenüber nicht einhält.“

In Erdogans verwirrender Rede, die er vor dem Hintergrund eines Ausscherens weg von der westlichen Staatengemeinschaft hält, sowie in den Reformplänen selbst als auch der Art und Weise, wie er sie ankündigte, erkennen

Beobachter vor allem ein weiteres Element der bewährten Erdogan-Taktik: Mehrere Ziele verfolgen, aber nicht die, die in der Botschaft angekündigt werden.

Einerseits versucht Erdogan die eigene Bevölkerung zu beruhigen, die angesichts der zahllosen Justizskandale zunehmend das Vertrauen in das System verliert. Andererseits verspricht er ein Reformpaket, das signalisieren soll, dass sich die Türkei weiterhin auf dem Weg in die EU befindet. Denn trotz aller Anti-EU-Kampagnen regimetreuer Medien will eine Mehrheit der Menschen ihr Land in der EU sehen.

Nicht ausgeschlossen, dass Erdogan sich zudem tatsächlich das Tor zur EU ein Stückchen offen zu halten versucht und sich strategisch wieder in eine günstigere Position bringen will. Gerade so, dass er weiter mit Brüssel verhandeln kann. Denn auch er hat ganz konkrete Ziele: Visafreiheit für seine Bürger und womöglich politische Unterstützung für seine militärischen Pläne in Syrien.

Ankara und Brüssel sind seit Jahren in einem Kuhhandel verstrickt. Den Europäern geht es um die Sicherung der EU-Ostgrenzen und das Fernhalten der Flüchtlinge von der EU. Die Türkei zockt um Visafreiheit. Die EU nannte dafür eine Reihe von Bedingungen die darauf ausgerichtet sind, die katastrophale Demontage der türkischen Justiz zu stoppen.

Aber kann das Regime in Ankara mit dieser Justizreform seine Ziele tatsächlich erreichen? Zweifel sind angebracht.

Kaum jemand glaubt, dass Erdogan nach jahrelanger autoritärer Politik plötzlich eine Kehrtwende vollzieht, zurück auf den Kurs Richtung liberale Demokratie. Dafür müsste er seine totale Kontrolle der Justiz aufgeben. Davon war jedoch in Erdogans Reformplänen keine Rede. Ohne die Wiederherstellung der Gewaltentrennung ist jedoch keine Demokratisierung möglich.

Das verbietet der EU, sich auf einen Deal mit Ankara einzulassen. Und das, obwohl die Aussicht auf neue Flüchtlingsströme Europas Politiker den Angstschweiß auf die Stirn treibt. Der politische Rechtsruck auf dem europäischen Kontinent erlaubt zur Zeit ohnehin keine Öffnung gegenüber der Türkei. Das legt auch der jüngste Türkei-Fortschrittsbericht der EU-Kommission nahe, der einen Tag vor Erdogans Medienshow veröffentlicht wurde. Die Türkei, konstatiert die Kommission, habe sich weiter von der EU wegbewegt und weise bei der Einhaltung der Menschenrechte „schwerwiegende Rückschritte“ auf.

Deutschland

Chaostage

Martin Theobald, Berlin

Auf einmal ging alles ganz schnell. Nach der verpatzten Europawahl am vorvergangenen Wochenende wurde Andrea Nahles, scheidende Sozialdemokratin, am Nasenring durch die politische Manege geführt. Nicht vom politischen Gegner, sondern von der eigenen Mannschaft. Sie allein wurde für das Wahldebakel verantwortlich gemacht, ihr politisches Versagen angehaftet, Schuld in die Schuhe geschoben. Sonst niemand. Weder Johannes Kahrs, Sprecher des Seeheimer Kreises, dem Zusammenschluss konservativer Genossinnen und Genossen, der im Europa-Wahlkampf keine Gelegenheit ausgelassen hatte, Nahles als Parteivorsitzende zu kritisieren und demontieren. Noch Kevin Kühnert, Chef der Jusos, der Jugendorganisation der SPD, der immer wieder unaufgefordert mit politischen Maximalforderungen die Kampagne störte. Kühnert verstieg sich sogar dazu, sich öffentlich für Nahles zu schämen. Am vergangenen Samstag war dann das Maximum an Demütigungen erreicht. Gleichzeitig musste die Chefin erkennen, dass sie den Machtkampf um Vorsitz von Partei und Fraktion verloren hatte. Nahles warf hin. Ihre gesamte politische Karriere.

Auf der Habenseite steht, dass Andreas Nahles eine exzellente Fachpolitikerin ist, die stets – und das bescheinigte auch der politische Gegner – bestens vorbereitet war, sachkundig und Themen bewegen konnte, indem sie Mehrheiten für Kompromisse zusammenbekam. Einer dieser Kompromisse war die Beförderung des Ex-Verfassungsschutzpräsidenten Hans-Georg Maaßen, der nach politisch motivierten Aussagen seinen Posten räumen musste und weggelobt wurde. Minus: Ihr fehlt es an jedweden Charisma. Ungelenke Auftritte und fehlendes Gesangstalent kommen hinzu. Und ja, es gehört zu der Debatte um Andrea Nahles auch dazu, wie unterschiedlich Politikerinnen und Politiker gewertet werden. Als Gerhard Schröder einst im Wahlkampf sagte „Hol' mir mal ‚ne Flasche Bier!“, galt dies als joviales Kumpeldasein eines Genossen mit Kultcharakter, in dem sich Nahles nie sonnen konnte. Je volkstümlicher sie sich gab, desto lauter und verheerender die Kritik.

In der Folge ist die deutsche Sozialdemokratie in ihrer vielleicht existenziellsten Krise seit ihrer Parteiwerdung vor 156 Jahren gerutscht. Ratschläge von den Parteimitgliedern sind derzeit wohlfeil, jeder will den eigentlichen Grund der Misere kennen und verweist auf die „Agenda 2010“-Gesetze der rotgrünen Regierung unter Gerhard Schröder. Konsens besteht darüber, dass diese Reformen die Basis der wirtschaftlichen Prosperität des Landes sind. Unbestritten ist, dass es eine Reform dieser Agenda bedarf, die eine Fortschreibung und Anpassung der Sozialgesetze an die gesellschaftlichen wie ökonomischen Gegebenheiten bedingt.

Nur selten wird erwähnt, dass die SPD nun bereits zum vierten Mal den Juniorpartner in einer Großen Koalition gibt, dabei zum dritten Mal unter Kanzlerin Angela Merkel. Was zum Ende der 1960-Jahre als Ausnahme galt, ist in den beiden ersten Dekaden des 21. Jahrhunderts zur Regel geworden. Die deutsche Politik basiert seit 15 Jahren auf dem kleinsten gemeinsamen Nenner der unterschiedlichen politischen Strömungen in zwei Volksparteien, die sich einst als Antipoden gegenüberstanden und so den politischen Diskurs bestimmten. Die aus der Koalition resultierende Macht im Parlament wurde jedoch nicht genutzt, um politische wie gesellschaftliche Projekte voranzubringen, sondern lediglich den Status-quo zu verwalten.

Nach der Bundestagswahl 2013 gab es die Möglichkeit zu einer rot-rot-grünen Regierung von SPD, Linke und Grünen. Die Sozialdemokraten wagten es damals nicht einmal, Sondierungsgespräche mit den beiden kleinen Parteien zu führen. Serge Embacher, im Jahr 2013 Vorsitzender der SPD im Berliner Stadtteil Friedenau, erklärte damals gegenüber dem Radiosender „100,7“, dass sich die Sozialdemokratie nie von dieser Sehnsucht und dem Verlangen nach Macht erholen würde. Er sollte Recht behalten.

Nun geht es ans Kaffeesatzlesen: Malu Dreyer und Manuela Schwesig, Ministerpräsidentin von Rheinland-Pfalz die eine und Mecklenburg-Vorpommern die andere, werden nun die Partei gemeinsam mit Thorsten Schäfer-Gümbel, gescheiterter Herausforderer in Hessen, bis zum nächsten Parteitag leiten, der auf September hervorgezogen werden soll. Mögliche Kandidatinnen und Kandidaten für den Parteivorsitz haben sich bislang noch nicht positioniert. Kahrs und Kühnert verbitten sich derweil jedwede Personaldiskussion, vor allen Dingen um die eigene Person aus der Kritiklinie zu bringen. Mit Kühnert wird von der deutschen Presse derweil der nächste Messias der Sozialdemokratie hochgeschrieben, was ein wenig an die Karriere von Martin Schulz erinnert, als Kanzlerkandidat zunächst hochgefeiert, dann tief gestürzt.

Doch vielleicht geht nun auch alles viel schneller als gedacht: Die SPD einigt sich frühzeitig auf einen mögliche Nahles-Nachfolge, lässt die Große Koalition platzen, nutzt die Verunsicherung der Christdemokraten über deren Chefin Annegret Kramp-Karrenbauer und zettelt Neuwahlen im Spätherbst an. Das Ergebnis ist offen: vielleicht müssen sich die Grünen dann auch auf eine Spitzenkandidatin festlegen, um ihren wahrscheinlichen Wahlsieg dann auch personell bedienen zu können. Die FDP wird an der Fünf-Prozent-Hürde scheitern. Die AfD wird weitere Sitze hinzugewinnen. Die Linke auch. Die Konservativen werden sich irgendwie über den Durst retten, die SPD geht abgeschlagen als dritte ins Ziel, doch es wird am Ende reichen, für eine weitere Neuauflage der einst Großen Koalition, des manifestierten Stillstands.

Die deutsche Sozialdemokratie ist in ihre vielleicht existenziellste Krise seit ihrer Parteiwerdung vor 156 Jahren gerutscht

535

ticker

emplois directs, dont 495 dans le secteur de la finance, ont d'ores et déjà été créés au Luxembourg par l'effet d'anticipation du Brexit. C'est ce qu'on lit dans la dernière note de conjoncture du Satec. Qui estime que sur les 65 annonces de relocalisation du Royaume-Uni vers le Luxembourg, 37 sociétés auraient étoffé leur substance grande-ducale depuis juin 2016. bt

Wiedersehen vor Gericht?



Der Streit zwischen Kulturministerin Sam Tanson (Grüne) und den Eigentümern der Häuser in der Limpertsberger Rue Jean l'Aveugle droht, kein gutes Ende zu nehmen (*d'Land*, 31.5.2019). Nachdem sich der Anwalt der Eigentümer der Hausnummern 13 bis 17 schon vorletzten Woche zu Wort gemeldet hatte, ließen auch die Besitzer der Hausnummern 37 bis 41 ihren Anwalt auf das Vorgehen und die Pressemitteilung der Ministerin vom 23. Mai reagieren und der Presse ihre eigene Darstellung der Geschehnisse schildern. Dabei stellt sich heraus, dass sich Bauträger und Denkmalschutzbehörde womöglich nicht viel nehmen, wenn es um denkwürdige Methoden geht. Wenn auch die Bauträger den schönen Fenstersteinen schnell mit dem Vorschlaghammer zuleibe rückten, könnte man aus diesen Schilderungen schlussfolgern, dass die Dienste der Ministerin möglicherweise glaubten, den Abriss der beiden Zeilen von je drei Häusern stoppen zu können und die Bauprojekte auf den Parzellen zu verhindern, indem sie jeweils das Haus in der Mitte (also die Nummern 15 und 39) unter Denkmalschutz stellten. Denn wie der Eigentümer der Nummern 37 bis 41 mitteilte, wurde ihm der Vorschlag, die Nummer 39 unter Denkmalschutz zu stellen, am 23. Mai zugestellt, woraufhin die Arbeiten auf dieser Nummer eingestellt, an den anderen beiden Häusern, für die kein Bescheid vorlag, aber fortgesetzt wurden. Daraufhin sei am gleichen Nachmittag die Polizei

erschieden, um auch diese Arbeiten zu stoppen. Die Benachrichtigung, dass diese Objekte ebenfalls unter Denkmalschutz gestellt werden könnten, sei hingegen erst am folgenden Morgen um zehn Uhr vom Gerichtsvollzieher ausgehändigt worden. Daraufhin man auch die Abrissarbeiten an diesen Häusern eingestellt habe, die seit November 2018 ohne Einspruch genehmigt waren und die laut Anwaltsschreiben bereits am 23. April, also einen Monat vor dem dramatischen Einschreiten der Denkmalschutzbehörde, begonnen hatten. Die Genehmigung zum Bau von 45 neuen Wohnungen auf den Nummern 37 bis 41 Rue Jean l'Aveugle ist bei der Stadt Luxemburg beantragt, allerdings anders als die für den Bau der neuen Wohnungen auf den Nummern 13 bis 17 noch nicht ausgestellt. „Le propriétaire est également concerné par le fait qu'une plainte pénale aurait été déposée contre lui alors qu'il a agi en toute légalité et sur base d'autorisations émises par la Ville de Luxembourg“, heißt es in dem Schreiben. „Le propriétaire précité n'accepte en aucun cas d'être présenté au grand public en tant que destructeur de biens protégés et se réserve tous droits et actions à ce sujet.“ Da sich die Ministerin, die persönlich auf den Abriss der Häuser reagierte und die Eigentümer in ihrer Pressemitteilung bezichtigte, „patrimoine national“ beschädigt zu haben, ihnen außerdem Gesetzesbruch vorwarf, und besagte Eigentümer sich nun selbst rechtliche Schritte vorbehalten, ist ein Zusammentreffen vor Gericht nicht ganz unwahrscheinlich. Derweil hat der Regierungsrat, der laut Gesetz bestimmt, was unter Denkmalschutz gestellt wird, noch keine Entscheidung in Sachen Rue Jean l'Aveugle mitgeteilt. Zwar stehen die Häuser noch nicht unter Denkmalschutz, dafür stehen aber die Baustellen. Daher und weil der Anwalt der Eigentümer der niedrigen Hausnummer, die manche der geplanten neuen Wohnungen bereits mit Vorverträgen verkauft haben, mit Schadenersatzforderungen in Millionenhöhe droht, wäre es gut, wenn man sich im Kulturministerium bald dazu durchringen könnte, entweder volle Kraft voraus alles daran zu setzen, die Häuser zu schützen oder aber Schadensbegrenzung in einem geordneten Rückzug zu betreiben. ms

L(H)OST

Das Luxembourg House of Start-Ups (HoST) – *powered by the Luxembourg Chamber of Commerce* feierte diese Woche erstes Jubiläum. Im HoST an der Ecke Rue Bender/Rue du Laboratoire sind das Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT), der Firmeninkubator der Stadt Luxemburg Luxembourg-City Inubator (LCI), der International Climate Finance Accelerator (ICFA) und der HUB@Luxembourg untergebracht. Der Fintech-Inkubator LHoFT war bereits bei der Eröffnung ausgebucht und der LCI hat den Angaben von Carlo Thelen, Handelskammerdirektor, und Karin Schintgen, HoST-Direktorin, zufolge im vergangenen Jahr 36 Firmen beherbergt. ICFA soll bei der Aufstellung von zehn Klimafonds geholfen und der HUB, eine Initiative des Crédit Agricole, seine dritte Start-Up aufgenommen haben. Wie das alles zu bewerten ist, ist nicht ganz durchsichtig, denn für 300 Euro monatlich, kann man sich im LCI einen Schreibtisch mieten und wer noch 75 Euro drauflegt, kann an einem solchen Schreibtisch sogar seinen Geschäftssitz anmelden. *Powered* ist das ganze von der Handelskammer, weil sie Hauptmieter der Räumlichkeiten ist, welche die unterschiedlichen Inkubatoren bei ihr untermieten (und die sie dann an die Start-Ups vermieten) und sie über ihre Beteiligung an der Aktiengesellschaft HoST sieben Mann und Frau Personal bezahlt. Um die Verluste der Gesellschaft zu decken – nicht alle Büros sind ständig besetzt –, hat die Handelskammer ein Budget von 500 000 Euro jährlich vorgesehen, wie Thelen erklärte. So begrüßenswert es ist, wenn die Handelskammer Geld zurück in die Firmen investiert, die Beiträge an sie zahlen, bei der Jubiläumsfeier stellten sich vor allem zwei Dinge heraus: Dass die Verantwortlichen eine schier unerschöpfliche Phantasie haben, wenn es ums Erfinden immer neuer, sinnfreier Namen und Akronyme geht. Und die sogenannten innovativen Unternehmen genauso konservativ sind, wie alle anderen auch. Innerhalb nur eines Jahres entstand so nicht nur eine Funding Boutique (eine Beratungsstelle zur Firmenfinanzierung). Sondern im Dunkeld des HoST auch LOIC, der Luxembourg Open Innovation Club, der innova-

tionswilligen Firmen offensteht und Brücken zwischen Start-Ups und traditionellen Unternehmen bauen soll, und außerdem noch INCLU, der Incubator's Club, in dem sich die verschiedenen Inkubatoren zusammenschließen. Innerhalb von zwei Monaten habe sich INCLU bereits zweimal getroffen und zwei Arbeitsgruppen gebildet: Eine, die das Thema Verwaltungsabbau (simplification administrative) bearbeitet und eine, die sich mit dem Thema „Talents“, also dem Fachkräftemangel beschäftigt. Was nicht ganz ohne Ironie ist, denn so multiplizieren die innovativen Firmen die Strukturen und den Verwaltungsaufwand der traditionellen auf Arbeitgeberseite. Hätten sie vorher mal die Kollegen von der UEL oder der Fedil gefragt, die hätten ihnen gleich gesagt, dass gutes Personal schwer zu finden, der Verwaltungsaufwand dafür umso höher ist. Vielleicht sind die Neuen aber auch einfach noch ein bisschen L(H)OST zwischen all den Strukturen mit den seltsamen Namen? ms

Stabile Preise

Die Inflationsrate auf Jahresbasis blieb im Mai stabil bei 2,1 Prozent, wie das Statoc am Mittwoch mitteilte. Innerhalb des Warenkorb gibt es allerdings durchaus unterschiedliche Preisentwicklungen, die die Verbraucher treffen. So sind die Preise für Rohölprodukte wie Treibstoff im Vergleich zum Mai 2018 beispielsweise um 4,1 Prozent gestiegen. ms

Kongressstaat

Mittelstandsminister Lex Delles (DP), Hauptstadtbürgermeisterin Lydie Polfer (DP) und ihr Schöffe Serge Wilmes (CSV) stellten diese Woche das Luxembourg Convention Bureau (LCB) vor, neues Groupement d'intérêt économique in der Landschaft der Förderstrukturen für den Tourismus. Das LCB soll spezifisch helfen, den Bereich Kongresstourismus auszubauen, da Kongressteilnehmer direkt und indirekt für höhere Einnahmen am Reiseziel sorgen als andere Touristen, wie Delles erklärte. Ziel des Ministers in seinem Entwicklungsplan für die Tourismusbranche ist es, die Zahl der Geschäftsereignisse, Kongresse und anderen Events um 20 Prozent zu steigern und zudem die Reichweite

auszudehnen, um die Kongresse über Land zu verteilen, statt dass sie vor allem in der Hauptstadt abgehalten werden. Neuigkeiten über einen möglichen neuen Standort für die Luxexpo, die unter der Vorgängerregierung schon fast in Kalchesbrück gelandet war, und die innerhalb der Strategie für den Kongresstourismus keine kleine Rolle spielen dürfte, hatte der Minister allerdings nicht. Man berate sich noch. Wo die vielen Kongressgäste unterkommen sollen, ist auch noch nicht so klar, da es an Hotelinfrastrukturen fehlt. Dass die Hotelkapazitäten ziemlich ausgelastet sind, räumte der Minister ein und fügte hinzu, man sei mit einigen Investoren im Gespräch, ohne konkrete Details zu nennen. Eines der Projekte, das bereits unter seiner Amtsvorgängerin Francine Closener (LSAP) vorgestellt wurde, war der geplante Hotelkomplex und Freizeitpark in Weiswampach. Der sollte ebenfalls über Konferenzräume für 300 Personen mit Seeblick verfügen. Der Widerstand gegen den Suneo-Park hat nun zu einem Referendum geführt. Er finde das Projekt gut, so Delles am Dienstag. Er verstehe aber, dass sich die Einwohner Fragen stellen, und deswegen finde er auch das Referendum „gut“. Nun müsse man das Ergebnis abwarten. ms

-0,3

Dans sa note de conjoncture, présentée ce jeudi, le Statoc a baissé sa prévision de la croissance du PIB pour 2019 de 3 à 2,7 pour cent. bt

Swiss Made

L'homme d'affaires Flavio Becca a confirmé cette semaine la nouvelle de RTL selon laquelle il était renvoyé devant le tribunal correctionnel pour abus de biens sociaux et blanchiment-détention. En septembre 2011, lors d'une perquisition dans ses bureaux et à son domicile, les enquêteurs étaient tombés sur un coffre contenant des montres de luxe, toujours dans leur emballage original, et les avaient saisies. Selon Becca, qui s'exprime via son avocat, André Lutgen, « ces faits représentaient des investissements réalisés dans l'intérêt du groupe. » Promobe Finance SPF aurait donc choisi, comme stratégie d'investissement, des montres de collection. Qui

sont également la grande passion de son PDG, Flavio Becca, qui a entre-temps racheté deux manufactures de montres en Suisse.

Or, écrivent Lutgen et Becca, cette histoire des montres n'aurait « absolument rien à faire » avec l'affaire Livange-Wickrange. Ils rappellent la conclusion du procureur général, Robert Biever, qui, en juillet 2012, écrivait que l'enquête préliminaire n'avait fait surgir aucun indice concret de corruption. Puis de brandir la menace d'un procès : « Il n'est pas exclu que les auteurs d'informations mensongères pourront être poursuivis pour diffamation. »

L'affaire d'abus de biens sociaux est embarrassante pour Becca, puisque la définition que donne la jurisprudence à « l'acte d'usage contraire à l'intérêt social » est très large. Comme l'avait rappelé, dans une autre affaire, la Cour d'appel en janvier 2018, « la loi réprime non seulement l'appropriation des biens sociaux par les dirigeants, mais aussi leur simple usage abusif, tel le paiement par la société de dépenses personnelles du dirigeant ». Mais le fait que les montres de Promobe Finance étaient restées sous emballage, semble au moins indiquer que son PDG ne les a jamais portés... bt





Sven Becker

Mitarbeiter im Stahlwerk Differdingen Anfang 2017. Vom Projekt Score genannten „Transformationsplan“ sind neben Differdingen auch Belval und Rodingen betroffen

Was heißt hier Krise?

Michèle Sinner

Vergangene Woche kündigte Arcelor-Mittal zum zweiten Mal innerhalb weniger Wochen an, die Stahlproduktion in den europäischen Werken zu reduzieren. Eine harte Entscheidung, wie Geert van Poelvoorde, CEO der europäischen Stahlsparte, in der Mitteilung sagte, die den schwachen Marktbedingungen geschuldet sei und die wieder rückgängig gemacht würde, wenn sich die Bedingungen verbesserten. Daraufhin rutsche nicht nur der Aktienkurs von Arcelor-Mittal ab – das Papier war an der europäischen Börse Euronext am Donnerstag nur noch dreizehn Euro wert –, sondern auch die anderer Stahlhersteller. „Unruhe im Stahlsektor nach Produktionsenkung von Arcelor“ titelte die *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Eine Woche zuvor hatte British Steel Insolvenz angemeldet.

Befindet sich die europäische und damit auch die Luxemburger Stahlbranche demnach also in einer Krise oder nicht? Das ist eine berechtigte Frage, denn Ende des Monats läuft das letzte für die Luxemburger Stahlbranche gültige Tripartite-Abkommen aus. Schon dieses Abkommen war der Konzern nur widerwillig eingegangen. Bei der Unterzeichnung im Herbst 2017 hatten seine Vertreter erklärt, die Stahlkrise sei überwunden, die dadurch notwendigen Restrukturierungen abgeschlossen, Arcelor-Mittal sei nun ein ganz normales Unternehmen wie alle anderen auch. Die Tripartite sei schließlich ein Kriseninstrument. Für alle weiteren Anpassungen komme der Konzern mit den im normalen Rechtsrahmen vorgesehenen Instrumenten aus, die auch anderen Firmen zur Verfügung stehen.

Nach 40 Jahren öffentlicher Unterstützung wollte Arcelor-Mittal den Handel, in dem der Staat die Kosten für die Vorruhestandsregelungen, also den Personalabbau, trägt, der Konzern als Gegenleistung in seine Produktionsanlagen investiert und die Gewerkschaften im Gegenzug den sozialen Frieden gewährleisten, nicht mehr eingehen. Er wollte wieder selbst entscheiden können, wann wo wieviel investiert wird, beziehungsweise, wie die Gewerkschaften befürchten, wann nicht. Denn seit einem Jahr arbeitet Arcelor-Mittal Luxemburg nun schon an einem Plan, den man Transformationsprojekt statt Restrukturierung nennt, damit bloß niemand auf falsche Ideen kommt. Wenn Luxemburg-Chef Roland Bastian die Hintergründe von Projekt Score erklärt, entsteht der dringende Verdacht, dass es sich bei der „Transformation“ um eine Semantikübung handelt, hinter der sich die Schwierigkeiten

„Wir haben vergangenes Jahr zehn Millionen Euro an Steuern bezahlt, die wir vorher nicht zahlen mussten“, so Roland Bastian. Donald Trump und seinen Strafzöllen sei Dank.

der Stahlbranche und der sich anbahnende Personalabbau nur schlecht verstecken lassen.

Auslöser, erklärt Bastian dem *Land*, gibt es gleich mehrere. Da sind die unbestritten großen Überkapazitäten auf dem Weltmarkt auf dem jährlich 1,6 Milliarden Tonnen Stahl verbraucht, aber 2,2 Milliarden produziert werden können. Rund 800 Milliarden Tonnen davon stammen aus China, so Bastian, wo die Überkapazitäten 300 Milliarden Tonnen erreichten. Das Reich der Mitte produzierte mehr überschüssigen Stahl, als in ganz Europa hergestellt werde, und den es zu Niedrigpreisen exportiere, auch in die EU – ohne dabei Umweltauflagen wie dem CO₂-Handel zu unterliegen, wie die europäischen Konkurrenten. Das veranlasste Arcelor-Mittal dazu, in seinem vergangene Woche veröffentlichten, ersten Klimabericht eine CO₂-Steuer bei der Einfuhr von Stahl nach Europa zu fordern. Und das hatte bereits vergangenes Jahr den US-amerikanischen Präsidenten Donald Trump dazu gebracht, Strafzölle auf Stahl- und Aluminiumimporte zu erheben. In der Folge werde Stahl von den USA nach Europa umgeleitet, was zu weiteren Überkapazitäten und Preissenkungen auf dem alten Kontinent führe. Seit 2017, erklärte auch Arcelor-Mittal-Chef Aditya Mittal vergangene Woche dem *Le Monde*, seien die Importe in die EU um 14 Prozent angestiegen. Aber der Verbrauch, so Bastian, habe im gleichen Zeitraum lediglich um ein bis zwei Prozent zugenommen.

Auch für diejenigen, die weiterhin in die USA exportieren, sind die Bedingungen schwieriger geworden. Den Werken in Belval, Differdingen und Rodingen,

die das Projekt Score betrifft, haben Trumps Zölle erhebliche Mehrkosten beim Export von Spundwänden und Trägern in die USA beschert. „Wir haben vergangenes Jahr zehn Millionen Euro an Steuern bezahlt, die wir vorher nicht zahlen mussten“, so Bastian. Offensichtlich sind die amerikanischen Kunden nicht bereit, den Aufpreis zu begleichen. Das Ausfuhrvolumen in die USA konnten die Luxemburger Einheiten zwar aufrecht erhalten, so Bastian, doch das Geschäft ist weniger rentabel. Darüber hinaus, beschwert sich Bastian, habe vor zwei, drei Jahren, ein chinesischer Hersteller das Vorzeigeprodukt aus Belval, die Spundwände der Walzstraße zwei, „tel quel“ kopiert und exportiere diese nun zu Dumpingpreisen. Dadurch seien die Margen darauf um 80 Prozent geschrumpft. Noch ist die Bilanz für Arcelor-Mittal Belval und Differdingen, wozu auch Rodingen gehört, für 2018 nicht beim Firmenregister hinterlegt. Aber obwohl das Ergebnis vor Zinsen, Steuern, Abschreibungen und Amortisierungen (Ebitda) positiv sei, stehe unter dem Strich „ein einstelliger Millionenverlust“, so Bastian. *Land*-Informationen zufolge beträgt er zwischen acht und neun Millionen Euro. Das Geschäftsjahr 2016 hatte die Firmeneinheit noch mit einem Gewinn von 48 Millionen Euro abgeschlossen. „Da sind wir nicht mehr“, bemerkt Bastian trocken, „es ist alles schnelllebig geworden und wir müssen uns ständig anpassen.“

Die Anpassung soll innerhalb von drei bis fünf Jahren durch das Projekt Score erfolgen. Und obwohl die Details noch vage sind, soll es, gegen Ende der Umsetzungszeit, 50 Millionen Euro jährlich an Einsparungen einbringen, wie Bastian sagt. Der Plan soll gleich auf mehreren Ebenen wirken. Der Konzern will in Zukunft verstärkt darauf setzen, den Kunden Lösungen, statt einfach nur Stahlprodukte anzubieten. Beispielsweise der Baubranche nicht nur Träger verkaufen, sondern größere Projekte ab der Planung begleiten und bei der Konzeptentwicklung mitarbeiten. Die gesamte Lieferkette soll digitalisiert werden. Ab dem Augenblick, in dem der Kunde ein Produkt bestellt, bis zur Lieferung, sollen alle Etappen und Prozesse durchdigitalisiert werden. Überhaupt soll die Materialbeschaffung gestrafft werden, um Kosten zu reduzieren, nur das bestellt werden, was wirklich gebraucht wird. Der zweite Aspekt der Kostenreduzierung, erklärt Bastian, sei die Automatisierung. Dadurch würden natürlich Arbeitsplätze eingespart, räumt er ein. Und ab diesem Punkt gehen die Meinungen zwischen Konzernleitung und Gewerkschaften darüber, ob

das Projekt Score in ein Tripartite-Abkommen eingebettet gehört oder nicht, definitiv auseinander.

Manager Bastian sieht das so: „Wir reden hier nicht von einer Werksschließung.“ Daher könne er nicht eindeutig wie beispielsweise 2011 bei der Schließung von Schiffingen sagen, wie viele Leute betroffen seien. Der Personalüberschuss, der durch die Automatisierung in verschiedenen Bereichen entstehe, und die natürlichen Abgänge in den Ruhestand und Vorruhestand nach 40 Jahren Schichtarbeit in den kommenden drei bis fünf Jahren, hielten sich „plus minus die Waage“. Wie viele Jobs riskieren Opfer der Automatisierung werden, könne er auch deshalb nicht genauer sagen, weil die Planung noch nicht ganz abgeschlossen sei. Und ob sich das mit den Abgängen deckt, ebenso wenig, weil, anders als früher, die Mitarbeiter nicht mehr ihre gesamten Karrieren im Betrieb absolvierten, so dass die Personalabteilung nicht mehr auf den ersten Blick sehe, wer genügend Ansprüche gesammelt habe, um sich in die „prétraite posté“ verabschieden zu können. Doch am Donnerstagmorgen informierte Arbeitsminister Dan Kersch (LSAP) den zuständigen Parlamentsausschuss über die Gespräche zwischen Tripartite-Partnern und erzählte ihnen, es gehe um 260 Arbeitsplätze, vielleicht mehr, vielleicht weniger. Auch ohne Werksschließung entspricht das dem Mitarbeiterstab eines mittelgroßen Unternehmens.

Deswegen sehen die Gewerkschafter Jean-Claude Bernardini, OGBL, und Robert Fornieri, LCGB, das Projekt Score nicht ganz so entspannt und waren nach dem letzten Treffen mit Managern und Ministern in Alarmbereitschaft. Sie reden von „Salami-Taktik“ und schätzen den sich anbahnenden Personalüberschuss auf zwischen 280 und 300 Mitarbeiter. Auch Fornieri glaubt, dass die Personalabteilung die Karrieren der Mitarbeiter nicht mehr so kennt wie früher. Weswegen die Gewerkschaftsvertreter bezweifeln, dass es „plus minus“ aufgehen wird. Und falls nicht? Wie dann die Mitarbeiter auffangen? Nicht nur deshalb fordern sie eine Fortsetzung der Tripartite-Abkommen. Sie haben auch Zweifel an der Investitionsbereitschaft des Unternehmens. Zwar bestätigten beim letzten Treffen des Comité de suivi vergangenen Monat alle Beteiligten Arcelor-Mittal, die Vereinbarungen aus dem noch geltenden Abkommen eingehalten zu haben, die Millioneninvestitionen in Belval und Differdingen vorsahen. Und Arcelor-Mittal verspricht über den Score-Horizont in der gleichen Größenordnung zu investieren wie

bisher: 200 Millionen Euro, sagt Bastian. Das klingt nach sehr viel Geld, doch über fünf Jahre gestreckt wären das 40 Millionen Euro über mindestens drei Werke verteilt. In einer kapitalintensiven Branche wie der Stahlindustrie sind die schnell in der Werkswartung verarbeitet. „Ohne Benzin fährt das Auto nicht“, resümiert Robert Fornieri, weshalb in den Augen der Gewerkschaften auch 200 Millionen Euro kein langfristiges Standortbekenntnis sind.

Dann wären da noch die anderen Probleme, die der Ausstieg aus der Tripartite nach sich zieht. Sie hatte die Schaffung der betriebsinternen Beschäftigungsmaßnahme, die staatlich finanzierte Cellule de Reclassement (CDR), ermöglicht. Im Gegenzug wurde keine Kurzarbeit beantragt. Sie ist im „normalen“ gesetzlichen Rahmen, mit dem Arcelor-Mittal künftig auskommen will, nicht vorgesehen. Daher hat der Betrieb seit der Unterzeichnung des letzten Tripartite-Abkommens keine weiteren Mitarbeiter in die CDR geschickt. Damals waren 250 Mitarbeiter in der CDR beschäftigt, sagt Bastian. Heute sind es immer noch 140. Auch das entspricht in Luxemburg einem größeren KMU. Was mit ihnen passiert, wenn der CDR ab Monatsende die Rechtsgrundlage fehlt? „Arcelor-Mittal wird sich weiter um sie kümmern, wie bisher“, so der Manager. Doch mit der Tripartite fallen auch die Sondervorruhestandsregelungen für die Stahlbranche weg, die es erlauben würden, die Personaldecke in der CDR schneller zu senken. Das weiß auch Roland Bastian, weshalb er hinzufügt: „Vielleicht muss man ein Mini-Abkommen schließen, das nicht mehr alles abdeckt wie bisher.“ Ob er damit bei den Gewerkschaften durchkommt, ist allerdings fraglich. Denn für Jean-Claude Bernardini ist es ganz ausdrücklich nicht vorstellbar, dass die Mitglieder der CDR von Vorruhestandsregelungen profitieren könnten, die den anderen Mitarbeitern im normalen Betrieb nicht zur Verfügung stünden.

Was wohl der Dritte im Tripartite-Bunde meint, ob angesichts dieser Lage ein weiteres Abkommen notwendig ist? Kersch sagte am Donnerstag, momentan gebe es keine Krise, man profitiere von Handelsstreit zwischen den USA und China, und er habe von Arcelor-Mittal Garantien für den Standort erhalten. Auf die Frage, ob er als sozialistischer Minister Bedarf für ein Abkommen sehe und worin ohne ein solches die Garantien bestünden, verlor er die Fassung, stampfte wutentbrannt davon und überließ es Vertretern von CSV, Piraten, Lénk und sogar der LSAP, Verständnis für die Gewerkschaftsforderung auszudrücken.

Mit dem Projekt Score will Arcelor-Mittal in den Luxemburger Stahl- und Walzwerken Einsparungen von 50 Millionen Euro jährlich erzielen und 260 Stellen abbauen. Ohne Tripartite-Abkommen

Le Conseil de la concurrence tente de casser les ententes illicites dans la grande distribution. Après le ratage de l’affaire Luxlait, voici l’affaire Bahlsen

Lait et biscuits



Keks-Kartell – Biscuit Leibniz, produit par Bahlsen

Bernard Thomas

C’est presque par hasard, en analysant une étude sur les prix commanditée par le ministère de l’Économie, qu’un enquêteur du Conseil de la concurrence tombe sur l’anomalie : À travers les différentes chaînes de supermarchés du pays, les produits de la marque Bahlsen (connue pour les Leibniz Kekse) se vendent au même prix, et ceci quasiment au centime près. Flairant une fixation du prix, le Conseil de la concurrence fait une perquisition au siège de Bahlsen Luxembourg en juillet 2015. À peine deux semaines plus tard, le fabricant de biscuits se met à table et avoue son implication dans une entente verticale avec les supermarchés.

Ce grand déballeage traduit moins une réaction de panique qu’un calcul rationnel, une résolution du « dilemme du prisonnier ». Bahlsen s’est mis sous la protection du programme de clémence. Le premier qui parle est protégé ; les autres trinqueraient. Inspiré des « maxi-procès » contre la mafia italienne, la clémence accorde l’immunité partielle ou complète, en contrepartie d’une collaboration avec les autorités

de la concurrence. Le repentir qui brise l’omertà et trahit l’entente illicite peut espérer s’en sortir plus ou moins indemne.

Quatre ans et quelques perquisitions dans les grandes surfaces plus tard, le Conseil de la concurrence vient de communiquer ses griefs aux parties visées. (Cactus, le leader luxembourgeois sur le marché des grandes surfaces, n’a pas souhaité commenter « une affaire en cours ».) Face au *Land*, Pierre Barthelmé, le nouveau président du Conseil de la concurrence, distille les premiers éléments de l’affaire Bahlsen. Alors que, par le passé, l’autorité luxembourgeoise gardait le silence tant qu’une affaire n’avait pas débouché sur une décision, il a décidé d’imiter l’autorité de concurrence européenne et de parler à la presse dès la communication des griefs.

Barthelmé est visiblement fier de ce qu’il désigne comme « le plus grand et le plus volumineux dossier dans l’histoire du Conseil de la concurrence ». Et de louer « une transparence totale et une collaboration

jusqu’à la fin » de la part de la direction allemande de Bahlsen. Les managers fautifs locaux auraient été licenciés, la maison-mère ayant été « choquée » par les agissements dans leur filiale. Or, le repentir semble bien tardif. Deux ans et demi avant que les enquêteurs luxembourgeois ne finissent par buter sur la piste, Bahlsen GmbH avait été condamné par le Bundeskartellamt allemand pour avoir échangé des informations commerciales avec des concurrents.

Dans le petit monde du droit de la concurrence, on s’attend à un choc, à des sanctions sévères contre les supermarchés. Pour le Conseil, le dossier Bahlsen sera l’occasion de rattraper le coup, de démontrer l’existence d’une fixation des prix dans la grande distribution après avoir raté son dossier Luxlait. Cette affaire, qui remonte à 2010, avait été soulevée par un nouvel entrant, le hard-discount belge Colruyt qui avait porté plainte. (La décision du Conseil de la concurrence occulte le nom du plaignant qui, pourtant, circule largement dans le milieu de l’agroalimentaire et des grandes enseignes luxembourgeoises.)

En confessant avoir fait partie d’une entente illicite, Bahlsen met les supermarchés luxembourgeois dans une situation délicate

En 2008, Colruyt affichait l’ambition de bousculer les équilibres et arrangements sur le marché luxembourgeois. Or, la chaîne, qui se cherche un ancrage local, a besoin des producteurs autochtones. Ses managers tentent d’établir des relations commerciales mais sans dévier de la politique, disruptive, du groupe ; passant outre les règles implicites et les arrangements du marché luxembourgeois. « Un article moins cher ailleurs ? Nous baissons son prix aussitôt » : S’il s’agit de contrer l’action de promotion d’un concurrent, Colruyt est prêt à vendre en-dessous du prix d’achat. Les établis de la grande distribution sont affolés. Certains accusent les firmes locales de l’agroalimentaire, dont ils sont les clients de longue date, d’avoir conclu un deal avantageux avec le nouveau-venu. D’autres font pression pour que les livraisons à Colruyt cessent.

En 2010, face à l’échec d’établir des relations commerciales, Colruyt dépose une plainte devant le Conseil de la concurrence contre Maxim Pasta, Têivum Séi, Moulins de Kleinbettingen et Moutarderie de Luxembourg. Le discount belge accuse ces entreprises d’avoir fixé, de concert avec les supermarchés établis, les prix de revente.

Depuis, la pression est retombée. Colruyt n’a pas réussi sa percée : d’après un sondage commandité par le Stater, la chaîne belge occupe la neuvième position avec seize pour cent de taux de fréquentation, derrière la chaîne bio Naturata. Colruyt a fini par trouver un modus vivendi avec les producteurs. Ce qui a livré un prétexte au Conseil pour clôturer des dossiers qui, en sept ans, n’avaient pas avancé d’un iota.

À une exception près : la coopérative Luxlait persiste dans son refus d’entrer en relation commerciale avec le hard-discount. En 2015 face au *Land*, Claude Steinmetz, alors directeur de la coopérative, décrivait le débarquement de Colruyt : « Nous n’avons même pas réussi à leur soumettre une offre. En gros ils nous

disaient : ‘Toi, petit, tu nous livreras à partir de demain. À nos conditions.’ Par après, ils ont même fait pression via des politiciens belges... »

Publiée en juin 2018, la décision du Conseil de la concurrence sur l’affaire Luxlait ouvre une fenêtre sur un marché violent. Elle relate la guerre commerciale que se livraient Luxlait et Colruyt. Dans un premier temps, le hard-discount tentera de court-circuiter la laiterie, en s’approvisionnant de glaces Eskimo Pie via des distributeurs intermédiaires. Mais la Provençale cessera les livraisons, en constatant, dans un fax, que Colruyt ne respectait pas les prix conseillés par Luxlait. Le moment le plus absurde intervient en mai 2009, lorsque la laiterie dépêche un de ses employés au magasin Colruyt de Mersch. Il y videra l’entière du stock Luxlait, les payant à la caisse, avant de les ranger dans son véhicule et de repartir avec les marchandises « confisquées ».

Après une longue période d’hibernation, le Conseil accélère son enquête contre Luxlait à partir de 2016. (Mais refusera de l’étendre aux supermarchés, sans lesquels une telle entente verticale aurait été impossible.) L’enquêteur va jusqu’à perquisitionner les locaux administratifs de la coopérative pour saisir les mails internes. Mais il n’y trouvera pas de « preuve matérielle directe » d’une fixation du prix. Pas de *smoking gun* donc, mais seulement « un faisceau d’indices ».

Or, pour basculer d’un « prix conseillé » (légal) à un « prix fixé » (illégal), il faut un élément de contrainte, une forme de « police des prix ». Si l’enquête a pu aisément établir que les produits Luxlait se vendent partout au même prix, elle n’a pas réussi à prouver l’élément de la contrainte. Du moins tel était l’avis du comité juridictionnel du Conseil (qui fonctionne selon une « séparation fonctionnelle » qui rappelle celle entre procureurs et juges). Au bout de sept ans d’enquête, l’affaire est classée sans suites.

Malgré les casseroles qu’il traîne, Pierre Barthelmé a été catapulté à la tête du Conseil de la concurrence

École de la deuxième chance

Bernard Thomas

Pierre Barthelmé, le nouveau président du Conseil de la concurrence, est un miraculé de la fonction publique. En amont des élections de 2013, alors qu’il était haut fonctionnaire au ministère des Classes moyennes et du Tourisme, il avait ordonné à deux de ses subordonnés de rechercher, dans le registre étatique des personnes physiques, les adresses postales de 176 de ses amis Facebook, auxquels le candidat CSV voulait faire parvenir des lettres électorales personnalisées. (Peine perdue, Barthelmé finira 21^e sur la liste CSV.) Une année plus tard, le Conseil de discipline de la fonction publique juge que Barthelmé avait eu un « comportement indigne et déloyal » et le bannit en exil au Conseil de la concurrence. (À cette sanction administrative viendra s’ajouter une condamnation au pénal pour infraction à la loi sur la protection des données personnelles.)

En 2015, Daniel Miltgen, un autre fonctionnaire CSV déchu, est muté de force au Conseil de la concurrence ; épuisant ses jours de congé avant de se reconvertir en professeur de génie civil au Lycée Josy Barthel à Mamer, il n’y mettra jamais les pieds. Ces mises au placard témoignent de l’estime que porte le gouvernement à l’autorité de concurrence. Comme l’avait remarqué le juriste Patrick Kinsch lors d’une conférence de 2017, la rigueur de l’ordolibéralisme, incarnée par le droit de la concurrence, « entrera toujours en conflit avec l’attitude opportuniste qui accompagne, sectoriellement, le pragmatisme des Luxembourgeois. » Pour ne rien arranger, c’est sous la bannière du droit de la concurrence que la Commission européenne mène sa campagne contre les *tax rulings* signés Marius Kohl.

Pierre Barthelmé aura fait preuve d’une impressionnante résilience professionnelle. Lui qui n’est pas juriste mais économiste, explique sêtre découvert une passion pour le droit de la concurrence : abus de position dominante, ententes verticales et horizontales, élasticité des prix, substituabilité des produits... En septembre 2018, quatre ans après l’avoir disgracié, le ministre de l’Économie, Etienne Schneider (LSAP), catapulte le premier conseiller de gouvernement, qui reste sous le coup d’une sanction administrative jusqu’en 2020, au sommet

de l’autorité de contrôle. Barthelmé prend la succession de Pierre Rauchs, officiellement démissionnaire pour « raisons personnelles ». En février 2019, après un appel à candidatures, Barthelmé est nommé président pour une durée de sept ans. « Je dis merci pour la deuxième chance et pour la confiance que je ne veux pas décevoir », dit-il.

Barthelmé semble avoir contracté une dette énorme auprès du ministre. Une manière de se garantir sa loyauté, voire sa docilité ? Pierre Barthelmé évoque « une collaboration très *fair* à tous les niveaux ». Il cite les nouveaux postes créés et la rapidité avec laquelle la directive européenne sur les autorités de concurrence est actuellement transposée. Le projet de loi devrait être déposé d’ici fin juin et transformera le Conseil de la concurrence en établissement public, cimentant son indépendance institutionnelle.

Ses atouts, Barthelmé les définit « plus dans le sens du management ». Il explique vouloir fixer des critères et des priorités, « ne pas ouvrir des affaires pour les ouvrir », mais en mesurer d’abord l’impact et l’enjeu. Il parle beaucoup de l’importance de la communication, évoquant la présence du Conseil sur Twitter (52 abonnés) et sur LinkedIn (45 abonnés) ainsi que les campagnes d’information destinées aux entreprises. Barthelmé veut soumettre certains marchés à des « analyses sectorielles », un outil qui, comme le note le rapport annuel 2018, « sera déployé encore plus systématiquement ». Il évoque les marchés publics, l’industrie pharmaceutique et les brasseries. Publiée en mars, une première analyse – assez sommaire et superficielle – avait conclu que les clauses d’exclusivité, auxquelles sont assortis les contrats de distribution qui lient les cafetiers aux brasseurs, constitueraient « une possible entrave aux règles de la concurrence ».

En sous-effectif chronique, le Conseil n’a jusqu’ici pas eu les moyens de ses ambitions. L’autorité est réputée timide, accommodante et donc très peu dissuasive, ce qui la rapproche d’autres tigres de papier, créés sur ordre de Bruxelles, comme l’Alia ou la CNPD. Au début des années 2010, les amendes pour ententes illicites seront ridicules : 15 000 à 25 000 euros pour les carreleurs, 212 à 235 000 euros pour les assureurs. En 2014, le Conseil ose, et prononce une amende de 2,5 millions d’euros contre la Poste pour abus de position dominante. Elle sera annulée, deux ans plus tard, par le Tribunal administratif au bout d’un coûteux procès. Le Conseil en sortait humilié, son ardeur était calmée.

Du coup, il opéra pour une politique des arrangements. Qui semblait satisfaire tout le monde, le Conseil évacuait rapidement les dossiers, les entreprises évitaient les sanctions. En juin 2014, le député socialiste Franz Fayot y voyait « une procédure qui sied particulièrement bien au Luxembourg, pays où l’on aime résoudre les conflits de manière consen-



Le miraculé – Pierre Barthelmé, nouveau président du Conseil de la concurrence

suelle ». Or, une politique des arrangements laisse les consommateurs lésés sur le carreau. Elle rend de facto inopérants les recours collectifs en cas « d’abus de position dominante et de concurrence déloyale », dont l’accord de coalition propose d’« examiner » l’introduction. (Paulette Lenert, la ministre socialiste de la Protection des consommateurs, dit qu’une telle extension du *scope* des recours collectifs serait « actuellement en phase d’étude ».) Car avant que les tribunaux puissent juger, il faut que le Conseil ait, à l’issue d’une enquête de marché assez chronophage, constaté et sanctionné l’infraction.

Ce bilan, qui est moins celui de Barthelmé que de ses prédécesseurs, se reflète dans le rapport de 2018 : Sur douze affaires, dix ont été classées sans suite et une a débouché sur une exemption. Dans une seule affaire, une infraction a été constatée, mais celle-ci aurait été « peu sensible et marginale », donc pas d’amende. Cette impuissance aura été source de frustrations et de conflits en interne. Le rapport annuel semble y faire allusion lorsqu’il note que « les décisions de classement [...] ont fait l’objet de débats intéressants ». En à peine une année, quatre fonctionnaires (sur un total de dix) ont claqué la porte.

Die Umwelt- und Menschenrechtsorganisation Urgewald will ungunten Geschäften den Geldhahn zudrehen

Attacke auf den Nerv der Dinge



Simbabwe-Dollar-Geldscheine während der Hyperinflation 2008-2009

Martin Ebner

„Was kann ich nur tun, damit diese Frauen nicht mehr wiederkommen?“, soll der Vorsitzende einer großen deutschen Bank gestöhnt haben. Die Aktivistinnen von Urgewald nehmen das als Kompliment. Sie wollen weiter stören: Fragen bei Hauptversammlungen, Studien zu Umweltzerstörung, Kampagnen gegen Finanziers der Rüstungsindustrie. Sie beknien Politiker, briefen Journalisten und helfen Sparkassen-Kunden beim Wechsel zu alternativen Geldanlagen.

Bevor Heffa Schücking anfing, hauptberuflich der Finanzbranche auf die Nerven zu gehen, war sie Biologin. Schon während des Studiums hatte sie geärgert, dass „bei uns die gesetzlichen Auflagen für den Umweltschutz immer rigoroser wurden, sich aber kein Mensch darum kümmerte, ob deutsche Konzerne umweltschädigende Projekte im Ausland bauen oder deutsche Banken sie finanzieren“. Schücking gehörte zu den Verfassern eines „Regenwald-Memorandums“, das Städte dazu bewegte, auf Tropenholz zu verzichten.

Die Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) wolle Chinas Politikmodell exportieren und „mit besonders geringen Schutzstandards Kunden gewinnen“

Sie erkannte, dass Finanzierung „die Achillesferse vieler Vorhaben“ ist: „Ohne Investoren wird kein AKW, kein Staudamm und keine Pipeline gebaut“. Um „die Entscheidungsträger direkt an-

zugehen“, gründete Schücking 1992 den Verein Urgewald, dessen Geschäfte sie bis heute leitet. Die Mission: „Hinter jeder Streubombenfabrik und jeder Kohlemine steht eine Bank, die sie finanziert. Sie finden Streubomben und Kohleminen nicht gut? Dann sorgen Sie dafür, dass es nicht Ihre Bank ist!“

Für die streitbare Truppe mit Leoparden-Logo arbeiten mittlerweile 17 Frauen und vier Männer. In Berlin hat Urgewald ein kleines Büro. Hauptquartier ist das alte Landgut der Familie Schücking in Sassenberg bei Münster. Beiträge von 1 700 Fördermitgliedern und Spenden gehen auf ein Konto bei der grünen GLS-Bank.

Die Gegner residieren in furchteinflößenden Wolkenkratzen. Trotzdem kann Urgewald eine Reihe von Erfolgen vorweisen: Bulgarien zum Beispiel gab nach dem Rückzug deutscher Investoren das erdbebengefährdete AKW Belene auf, zumindest vorläufig. Die Deutsche Bank beendete die Streubomben-Finanzierung. Der norwegische Pensionsfonds und Versicherungen fingen an, sich aus der Kohle-Industrie zurückzuziehen. Nach eigenen Berechnungen hat Urgewald bisher Divestments von 13 Milliarden US-Dollar angestoßen. Kein Vergleich zu den über 5 000 Milliarden Dollar Börsenwert, die Öl, Gas und Kohle immer noch haben – aber bestimmt ein Beitrag, fossile Brennstoffe zu ächten.

Besonders auf dem Kieker hat Urgewald die multilateralen „Entwicklungsbanken“. In einem Paralleluniversum voller obskurer Abkürzungen hantieren Insider mit Milliarden staatlicher Gelder, ohne dass Politiker groß aufpassen würden, geschweige denn die Steuerzahler. Dabei geht es vor allem um gigantische Infrastruktur-Projekte, etwa Autobahnen, Häfen und Kraftwerke. Der Nutzen ist oft zweifelhaft, das Risiko von Korruption hoch. Kleinbauern, die einem Staudamm im Weg sind, müssen in manchen Ländern froh sein, wenn sie nur vertrieben werden.

Die Europäische Investitionsbank (EIB) vergibt von Luxemburg aus pro Jahr an die 80 Milliarden Euro, vier Mal mehr als die Weltbank in Washington. Zur Reform der EIB hat Urgewald mit Gleichgesinnten die Initiative „Counter Balance“ gegründet. Derzeit wird um die neue „Energy Lending Policy“ gerungen: Im Herbst 2019 sollen Kriterien für künftige Energie-Kredite beschlossen werden. Seit 2013 gab die EIB kein Geld mehr direkt an Kohle-Projekte – aber 3,9 Milliarden Euro an Kohle-Firmen wie PGE, CEZ oder Endesa. Für erneuerbare Energie gab die EIB 18,4 Milliarden Euro aus, vor allem für *Off-Shore*-Windparks. Von 11,8 Milliarden Euro für fossile Brennstoffe ging das Meiste an Gas-Projekte, be-

sonders die Pipelines TAP und TANAP vom Kaspischen Meer nach Südeuropa. Umweltaktivisten hätten lieber kleine, dezentrale Solardächer und Windräder in Bürgerhand.

Im Juli will der Urgewald-Campaigner Knud Vöcking nach Luxemburg kommen, allerdings nicht zur EIB, sondern zur Jahresversammlung der AIIB. Die Asian Infrastructure Investment Bank wurde 2015 von China gegründet als Konkurrenz zu Weltbank und Asian Development Bank, die von den USA und Japan dominiert werden. Nun zählt die AIIB bereits 97 Mitgliedsstaaten. Luxemburg ist mit fast 70 Millionen US-Dollar dabei und will sich bei dem Event als „green and smart nation“ präsentieren.

Die AIIB hat schon 8 Milliarden US-Dollar für 39 Projekte vergeben. Von der PR-Agentur Saatchi & Saatchi lässt sie viel über „nachhaltige Infrastruktur“ schreiben; für Kontakte zur westlichen Zivilgesellschaft wurde ein ehemaliger Greenpeace-Angestellter engagiert. Davon unbeeindruckt mäkelte eine neue Studie von Urgewald: Die AIIB wolle Chinas Politikmodell exportieren und „mit besonders geringen Schutzstandards Kunden gewinnen“. Überhaupt sei weltweit eine Erosion von Umweltschutz und Menschenrechten zu beklagen. Trotzdem hat Vöcking einen Traum: „Ich möchte noch erreichen, dass die völlige Immunität der multilateralen Entwicklungsbanken endlich breit infrage gestellt wird.“ Banker vor Gericht? Das würde manchen bestimmt nerven.

Chronique Internet

Tech mal logée

Jean Lasar

La « Bay Area », la région située autour de San Francisco où les géants du Net ont leurs sièges, traverse une crise immobilière aiguë. Dans cette conurbation dont la partie sud correspond à la Silicon Valley (Palo Alto, Cupertino, Mountain View ...), les employés tant des jeunes pousses que des grands groupes sont nombreux à galérer pour se loger. Faute de solution, ils se réfugient dans les « trailer parks » qui fleurissent aux périphéries des villes voire dorment dans leur voiture.

Dans un éditorial publié à la mi-mai, le quotidien local *Mercury News*, s'appuyant sur une enquête approfondie de deux de ses reporters, qualifie la situation d'« insoutenable », soulignant que la région « ne peut pas continuer de prospérer si seul l'échelon supérieur peut se permettre de vivre ici ». Dans une région qui connaît une croissance forte et un taux de chômage très bas, une proportion croissante de jeunes du cru retournent vivre chez leurs parents. Parmi les employés des entreprises de technologie, nombreux sont ceux qui, malgré un salaire annuel supérieur à 100 000 dollars, renoncent à faire l'acquisition d'un logement. Le journal indique qu'une famille gagnant l'équivalent de 100 000 dollars aujourd'hui pouvait se payer un loyer dans 70 pour cent des quartiers de la « Bay Area » en 2012, une proportion qui est tombée à 28 pour cent en 2018. Pour celles cherchant à prendre une hypothèque pour acheter un logement, la proportion est tombée de 41 pour cent à 18 pour cent sur la même période.

La valeur moyenne d'une maison dans la région de San Francisco est de 1,34 million de dollars, l'acompte moyen de 250 000 dollars. Selon *Apartment List*, le loyer moyen d'un appartement d'une pièce y est de 2 470 dollars. La situation a même été qualifiée de « violation des droits de l'homme » par un représentant de l'ONU.

Brendan Neill, un étudiant en informatique qui, après avoir fini ses études et échoué à trouver un emploi dans son secteur, travaille chez Target et est de retour chez ses parents. Il raconte au *Mercury News* qu'il préfère habiter dans leur cave et faire du babysitting « que traîner quelque part sur un canapé avec huit colocataires », alors que certains de ses amis « vivent à Oakland dans un endroit moisi et sont quand même fauchés ».

C'est l'envers de la médaille de cette région jalonnée de « campus » des Gafa. La crise immobilière signifie que les gens s'entassent dans des logements exigus ou acceptent des trajets de plus en plus longs pour se rendre à leur travail, ce qui aggrave considérablement les conditions de circulation. La capitale mondiale de la technologie accueille ainsi en société de plus en plus inégale. Et les experts s'attendent qu'avec les introductions en bourse comme celles d'Airbnb ou Lyft, le phénomène s'accroisse, les millionnaires de ces IPO (ceux qui bénéficient de ces levées de fonds grâce à leurs actions dans les entreprises mises en bourse) s'apprêtant, selon les termes du *New York Times*, à « manger San Francisco tout cru ».

Pour autant, le *Mercury News* prône, pour sortir de la crise, des recettes peu convaincantes. Il plaide pour que l'on mette les emplois et les logements au même endroit – une incantation qui a peu de chance d'aboutir si elle n'est pas assortie de politiques beaucoup plus contraignantes que celles qui ont cours en Californie. Le journal reconnaît qu'il ne sert à rien de construire de nouvelles routes. Mais pour donner un coup de fouet à la construction de logements, il plaide pour une déréglementation, notamment dans le domaine environnemental, et se prononce contre un encadrement des loyers. Face à ces recettes classiques, sans doute vouées à l'échec, d'autres plaident pour une densification raisonnée (c'est-à-dire ne profitant pas en premier lieu à la construction de logements de luxe) et pour une approche s'appuyant sur le YIMBI (« yes in my backyard »), l'attitude solidaire qui, face à la gravité de la crise, prend de plus en plus d'ampleur.

Zu Gast

Mehr Lebensqualität durch Klimawende

Gilles Roth

„Die Visionäre sind die wahren Realisten der Geschichte.“ Diese richtige Erkenntnis stammt nicht von einem grünen Ideologen. Sie hat einen europapolitischen Hintergrund und wurde gleich mehrfach von Helmut Kohl verwendet. In Anlehnung übrigens an ein Fellini-Zitat. Doch die Kohl’sche Erkenntnis passt nicht nur auf die Geschichte Europas, sondern auch auf die Geschichte von Umwelt- und Klimaschutz. Denn auch hier brauchen wir drei Dinge, um den gegenwärtigen Klimawandel mit einer politischen Klimawende positiv zu gestalten: einen evidenzbasierten Realismus, eine positive Vision und eine menschengerechte Politik.

Stichwort evidenzbasierter Realismus: Wie bei jedem Problem, wie bei jeder Krise, müssen wir auch der Klimakrise ungeschönt, aber auch unideologisch ins Auge blicken. Die Faktenlage, wie sie auch beim Klimagipfel in Katowice dargelegt wurde, ist klar: Der Klimawandel ist laut 97 Prozent der Experten von Menschenhand gemacht. Doch auch die Klimapolitik ist von Menschenhand gemacht. In Luxemburg vor allem von grüner Hand. Deshalb habe ich im Parlament Déi Gréng mit ihren eigenen klimapolitischen Ansprüchen und der klimatologischen Wirklichkeit konfrontiert. Wenn man sich schon als Klimaretter aufspielt, dann muss man auch Klimarettung liefern. Hier jedoch sprechen alle Fakten dagegen.

Stichwort positive Vision: Angst ist immer ein schlechter Ratgeber. Auch in Sachen Klimawandel. Wir müssen deshalb die Klimawende positiv und sozial gerecht gestalten. Gleichzeitig müssen wir Verbote vermeiden und nach nachhaltigen Alternativen für Alltag, Nahrungsproduktion, Energieproduktion, Mobilität, Landesplanung und Wirtschaft suchen. Und wir wollen, dass mehr Klimaschutz am Ende des Tages auch mehr Wohlbefinden und mehr Lebensqualität für alle Menschen in Luxemburg bedeutet. Nicht zuletzt deshalb haben wir uns bei der Haushaltsdebatte im Parlament für qualitatives Wachstum jenseits des Hamsterrads ausgesprochen.

Stichwort menschengerechte Politik: Hier wollen wir als CSV politisch ansetzen und die Klimawende als Chance ansehen. Als eine Chance für die Menschen und ihren Alltag. Als eine Chance auch für eine innovative Klima-Ökonomie, bei der Luxemburg eine Führungsrolle übernehmen soll. Übrigens auch in der Klimaforschung. Wir wollen ferner informieren, statt irritieren. Wir wollen überzeugen, statt befehlen. Wir wollen Lösungen anbieten, statt Verbotsschilder aufstellen.

Denn die Klimawende ist nur dann zu schaffen, wenn möglichst alle Menschen aus allen Schichten mit im Klimaboot sitzen. Wir wollen ein klassenfreies Klimaboot! Wir brauchen mithin eine alltags- und praxistaugliche Klimapolitik von unten, statt elitärer Besserwisseri von oben.

Im Gegensatz zu Blau-Rot-Grün wollen wir nicht die Flucht nach vorne mit immer neuen unerreichbaren Zielen ergreifen. Wir stehen für erreichbare und motivierende Klimaziele. Und zwar nicht irgendwann, sondern hier und jetzt! Im Idealfall auch überparteilich statt ideologisch. Die langfristige Klimafrage ist zu wichtig, um mit ihr kurzfristige Parteipolitik zu betreiben. Kurzum: Eine erfolgreiche Klimawende ist nur möglich, wenn sie von einer breiten Mehrheit der Bevölkerung getragen wird. Sie muss deshalb gerecht und bezahlbar bleiben. Sie muss den Menschen einen erkennbaren Gewinn an Lebensqualität bringen. Und *last but not least* darf Klimapolitik nicht nur rational sein. Sie muss auch emotional mitreißen. Mit Feelgood- und Fun-Faktor. Politisch haben wir hier noch Nachholbedarf. In allen Parteien.



Die kleine Zeitzeugin

Michèle Thoma

Dieses Jahr ist auf meinem Balkon kaum was los. Wegen Bio. Wegen *Facebook*. Weil die Blumen, also die käuflichen, Killerinnen sind. Sie sind schuld – am großen Sterben der ganz Kleinen. Derer mit Beißzangen und Saugrüsseln, die plötzlich so populär geworden sind. Jede will ja jetzt nicht nur eine Robbe retten, sondern mindestens eine graue Laus oder ein sonstiges Mini- Mitgeschöpf, das plötzlich die Welt bedeutet. Und wenn es stirbt! Wenn es ausstirbt gar! Nicht auszudenken, ohne dieses unansehnliche Wesen, das gerade damit beschäftigt ist, mir mein Blut auszusaugen und den letzten Nerv zu rauben, geht anscheinend nichts mehr, alles bricht zusammen beziehungsweise auseinander.

Weil eben alles zusammenhängt, und in dem Ganzen hängen wir und davon ab auch noch. Puh! (Nur, das muss ich, kleines Grübelintermezzo, der Fairness, der biologischen Fairness wegen anmerken, der Masernvirus ist vom Aussterbeverbot ausgenommen, Virenrechte sind eben noch immer keine Tierrechte und schon gar keine Menschenrechte.)

Zurück zu den Blümchen, die doch eher eine Lobby haben. Wenn also alles in die Binsen geht, den Bach runter, wenn keine Bäche mehr fließen und die Meere uns über den Kopf steigen, das wäre dann wegen der Blumen. Auch wegen der Blumen. Wie bitte, wegen der Unschuld vom Lande? Wegen dem zuverlässigen Baumarkt-Gewächs? Kübelweise wird es ins Auto gepackt, um den Todeszonen der Cités doch noch ein Häuchlein von Leben zu verleihen! Wegen der Holden inmitten von Hässlichkeit, der Fee der Verkehrsinsel, die dem Himmel aus Beton ihre Schmetterlingsflügel öffnet? Die so betörend ist, all die Glockenblumenglöck-

chen, dass Poetinnen riskieren, im blumigsten Kitsch unterzugehen.

Und dann wird so was über sie geschrieben. Ich lese es auf *Facebook*. Eine FB-Freundin, die es wissen muss, lebt bio, echt bio, konsequent bio mit allem, was dazu gehört, also ohne das meiste, sie schreibt es. Dass die Blümchen, die wir ruckizucki am Schopf packen, um sie schnell mal wo einzubuddeln – bitte blüh jetzt schön, sei jetzt schön schön, ab und zu gibt es ein Schlückchen Wasser und deine Droge kriegst du auch, psst, wir nennen sie Dünger – ganz schlecht sind für alles was da summt und brummt. Vor allem natürlich für die beliebten, anspruchslosen Arbeitskräfte, unsere Bienlein. Tödlich gar. Nicht dass die Bienen gleich mausetot umfallen, das nicht, aber langfristig dann doch. Wegen der Neonikotinoide, wie es seriös heißt, es ist also keine übertriebene grüne Panikattacke oder eine Verstörungstheorie.

Du tüchtige Geranie, du betuliche Nelke, du filzigen Teppich-Hornkraut, du Lungenkraut und Leberblümchen, du Tränendes Herz, du Kriechender Günsel, du Riesenrunzel, du Zwerg-Geißblatt, du rosenrote Rose, ihr alle, die ihr euch einst auf meinem Balkon herumgetrieben habt und allerhand getrieben habt, ihr sollt Legionen von winzigen Wesen ins Jenseits befördert haben! Und ich dann, ähm schluck, auch, dabei wollte ich doch nur die Welt verbessern. Oder die Umwelt, wie man das heute nennt. Was jetzt also?

Ja, jetzt ist mein Balkon ziemlich ohne. Denn könnte ich es jetzt noch übers Herz bringen, Bienlein zu observieren, wie es in tödlicher Wollust in einem

Könnte ich es jetzt noch übers Herz bringen, Bienlein zu observieren, wie es in tödlicher Wollust in einem Kelch versinkt?

Kelch versinkt? Oder dem Ameisentrupp, der zwischen Wurzelwerk stumpfsinnig motiviert antike Generationenverträge einhält? Und ungedopte Blumen gibt es ja kaum, stelle ich erstaunt fest, befragte Gärtner_innen benehmen sich wie Ärzt_innen, denen man die Frage von Leben und Tod stellt, sie umgehen sie. Sie zeigen auf ein Päckchen mit Samen.

Okay, dann säe ich mal. Und warte. Auf das Leben. Auf Bio.

Und während ich warte, bedanke ich mich bei den Getreuen, die den Winter überlebt haben und es einfach noch mal tun. Bei denen, die einfach so da sind, Brennesseln, Löwenzähne. Migrant_innen, die einzogen oder einflogen, manche sind vom Himmel gefallen, wie das wundersam entsprossene Fliederbäumchen.

Und unter der Schafgarbe träumen Engerlinge, Maikäferembryos. Sie träumen sechs Jahre, dann fressen sie, so geht die Legende, Wälder ratzekahl. Auch sehr bio.

Chroniques de l’urgence

Inquiétants aérosols

Jean Lasar

La combustion du pétrole et du charbon crée des aérosols, des microparticules auxquelles revient, dans l'enjeu climatique, un rôle très particulier. Là où l'écrasante majorité de ces particules sont émises, à la surface du globe, elles ont un impact catastrophique sur la santé humaine parce qu'elles pénètrent au plus profond de nos poumons. En revanche, dans les couches hautes de l'atmosphère, et bien qu'ayant une durée de vie limitée à quelques heures ou quelques jours, elles inhibent l'effet de serre parce qu'elles reflètent la lumière du soleil vers l'espace. Elles ont donc là, contrairement au gaz carbonique et au méthane, un effet refroidissant. Cela vaut pour tous les aérosols sauf un, la suie, qui elle contribue au réchauffement.

À noter que les particules issues des éruptions volcaniques sont aussi des aérosols, dont on sait depuis longtemps qu'ils rafraîchissent la terre. On a pu le vérifier en 1991 quand le mont Pinatubo a craché dix kilomètres cubes de magma et vingt millions de tonnes d'oxyde de soufre. Il en a

Il revient donc à la plupart des aérosols le rôle paradoxal de nous contraindre à prévoir de réduire notre empreinte bien plus vite que si leur effet refroidissant n’existait pas

résulté sur les deux années suivantes une chute de 0,5 degrés Celsius des températures mondiales. D'autre part, dans le cycle naturel, hors activités humaines, et à faibles doses, les aérosols font partie intégrante de l'atmosphère, contribuant par exemple, à travers les subtiles interactions entre les différents gaz présents, à rendre possible la production de pluie à l'intérieur des nuages.

Dans la perspective d'une décarbonisation massive de l'économie, il revient à la plupart des aérosols le rôle paradoxal de nous contraindre à prévoir de réduire notre empreinte bien plus vite que si leur effet refroidissant n'existait pas. Selon la Nasa, depuis le début de l'ère industrielle, l'effet masquant est de l'ordre de cinquante pour cent. Autrement dit, sans ce facteur, au lieu de 1,1 degrés Celsius de réchauffement, nous en serions déjà à environ deux degrés.

92 pour cent de l'humanité vit exposée aux aérosols émis du fait de notre addiction aux éner-

gies fossiles. La pollution due à ces particules fait, selon les estimations, entre 5,5 et neuf millions de morts chaque année. Arrêter de toute urgence la combustion des hydrocarbures est donc hautement indiqué au plan sanitaire, cela tombe sous le sens.

Le système climatique est complexe. Nous vivons sous la menace des fameux « points de bascule » (*tipping points*), ou feed-backs positifs (perte d'albedo, méthane libéré par le permafrost fondu ...), qui menacent de provoquer des emballements du réchauffement que même une décarbonisation poussée pourrait ne pas parvenir à arrêter. Les aérosols viennent ajouter à cette équation périlleuse un feed-back doublement négatif qui nous contraint à mettre les bouchées doubles. Avec à la clé, il est vrai, un bénéfice collatéral de taille : celui de pouvoir respirer un air plus pur.

Gedicht fir d’Eichenprozessionsspinner

Si picken a si bäissen
An doen d’Jogger schäissen
An d’Biker, déi do rennen
A sech am Bësch verbrënnen

Si maache Schued an Eechen
A kee ka si erweechen
Versicht ee se ze fänken
Léisst een e Fanger hänken

Si fléien iwwert d’Weeër
A maache Juegd op d’Jeeër
Dat freet dann alt de Wollef
D’Wëllt Schwäin an d’Waasserschmollef

Si hunn déi géfteg Hoer
Déi Béische si ganz schroer
Mee wa si sech bis schécken
Da sinn et Päiperleken

Jacques Drescher

Zoom op d’Sprooch

Ech wollt froen, wat fir eng Negatioun richtig ass

François Schanen

Am InfoDesk vum Site vum Institut fir Lëtzebuergesch Sprooch- a Literaturwëssenschaft ass d’Fro vun der Negatioun vun den Nationalitéiten onbeäntwert bliwwen. An enger Übung si véier Reie Beispiller zitéiert, wou all Kéier d’Negatiounsform *net* oder de Negatiounsartikel *kee(n)* oder déi *zwee* ugekräizt kéinte ginn. Déi éischt Rei enthält Nimm vun Nationalitéiten, déi zweet Bezeechnunge vu Beruffer, déi drëtt an déi véiert Substantiver vu Sportsaktivitéiten. 1) Hien ass *net/keen* Italiener, Fransous, Däitschen ... 2) Hien ass *net/keen* Informatiker, Dokter, Pilot ... 3) Hie spillt *net/keen* Tennis, Fussball, Handball ... 4) Hie fiert *net/kee* Schi.

Op den éischte Bléck schéngt den Exercice ganz einfach, well déi meescht Lëtzeburgophone bei all Beispill vu Nominalgrupp nämlech de Negativartikel *keen* asetze kéinten: 1) Hien ass *keen* Italiener, Fransous, Däitschen; 2) Hien ass *keen* Informatiker, Dokter, Pilot; 3) Hie spillt *keen* Tennis, Fussball, Handball; 4) Hie fiert *kee* Schi. – Mee dobäi muss gläichzäiteg och ervirgehuewe ginn, datt *keen* an all dëse Fäll net déiselwecht Bedeitung huet. An de Fäll 1 an 2 ass *keen* fir d’éischt mol de Negativartikel vun all Zuel a besonnesch vun der Zuel *eent* als Zeeche vun der Zielbarkeet oder vun der Individualiséierung¹: 1) Et ass *een/en* Italiener, Fransous, Däitschen, et ass *keen* Italiener, Fransous, Däitschen; 2) Et ass *een/en* Informatiker, Dokter, Pilot; et ass *keen* Informatiker, Dokter, Pilot.

An de Reien 3 a 4 ass *keen* sengersäits den Negativartikel vum Nullartikel *Ø* (= Ech hu *Ø/kee* Courage! Hien huet *Ø/keng* Gedold!) Et geet hei ëm eng Quantitéit, déi zum Beispill duerch *vill* oder *wéineg* ersat ka ginn: 3) Hie spillt (*Ø; vill* ...) Tennis (*een*/en** Tennis ass net méiglech). Hie spillt *Ø (vill, wéineg* ...) Fussball (net *ee*/e** Fussball). Hie spillt *Ø (vill, wéineg* ...) Handball (kann net duerch *een/en* Handball ersat ginn. 4) Hie fiert (*Ø, vill, wéineg* ...) Schi (de Quantifikator ka ganz bestëmmt net duerch *ee*/e** Schi ersat ginn). An de Reien 3 a 4 ass *keen* net de Negativartikel vum Artikel *een/en* vun der Zielbarkeet, mee vun *Ø* (+ Nominaldel vun de Prädikaten „Tennis, Fussball, Handball spillen“). De funktionnellen Ënnerscheed ass wichteg.



Neen, hie spillt *kee* Fussball, hie spillt Tennis

Komme mer dann nees op déi eenzel Froen zrëck mat hire voll ausgeschriwwenen Äntwerten, wéi se zum Beispill am Exercicebuch *Lëtzebuergesch fir all Dag: Lektiounen 1-8* (2000, Sait 33, 4.10 a 4.11) verlaangt ginn. 1) Ass hien (*een/en*) Italiener, (*een/e*) Fransous, (*een/en*) Däitschen? Neen, hien ass *keen* Italiener, *kee* Fransous, *keen* Däitschen. 2) Ass hien (*een/en*) Informatiker, (*een/en*) Dokter, (*een/e*) Pilot? Neen, hien ass *keen* Informatiker, *keen* Dokter, *kee* Pilot. 3) Spillt hien (*Ø*) Tennis/(*Ø*) Fussball/(*Ø*) Handball? Neen, hie spillt *keen* Tennis/*kee* Fussball/ *keen* Handball. 4) Fiert hie (*Ø*) Schi? Neen, hie fiert *kee* Schi.

Bedenkt een dann nach, datt d’Fro an de Beispillreien och jeweils ouni den Artikel *een/ee* funktionéiert², an deemno an der Äntwert d’Negatiounsform net agesat gëtt³ an net de Negativartikel *keen*, da misst ee bal mengen, datt d’Übung am InfoDesk net geléist gouf, well se am Fong net ze maache war. D’Problematik vun der Negatioun ass guer net einfach an de Gebrauch vun de sougenannten Negatiounswierder (vrun allem *net* vs. *keen*) ass streng un d’Struktur vum Sazthema a Sazrhema gebonnen, soudatt en detailléierten Exposé vun der ganzer Theorie (*Négation globale, partielle, rhétorique*) an enger kuerzer Rubrik kaum méiglech ass⁴.

Dobäi kënnt dann zweetens och de Risiko – besonnesch an enger kontrastiver Hisiicht – datt zwou verschidden Ausdröckswise semantesch oder kontextuell⁵ kënnen iwwerschat ginn. Esou fënnt een an den däitsche Grammatiken zum Beispill d’Generaliséierung vun der Reegel vum „artikellosen Gleichsetzungsnominativ“, wann et ëm Nationalitéiten, Beruffer, Titelen oder Weltanschauunge geet⁶, oder an der franséischer Schoulgrammaire vum „nom sans article en fonction d’attribut du sujet“ (= verbes attributifs + nom de nationalité, profession, religion, titre⁶).

Ass hien Ø Europäer? Ass et en Europäer? Ass hie keen Europäer? Europäer ass e bestëmmt net!

Dës Generalisatioune vum indefinit Artikel (am Däitschen) oder Nullartikel (am Franséischen) ginn dacks iwwerdríwwen, an d’Lëtzebuergesch funktionéiert warscheinlech hei wéi dat Franséischt: *Et/hien ass en Italiener* (an enger „structure présentative, existentielle“), mee: *Hien ass Italiener* (an enger „structure attributive qualitative“). Op d’Fro: *Bass de (een/en) Italiener?* mat der globaler Äntwert: *Neen, ech si keen Italiener* oder *Ech sinn net Italiener, Italiener sinn ech net*, kann een an enger kombinierter Deelnegatioun och äntweren: *Mee (ech sinn Ø) Hollänner* oder, fir an der Aktualitéit vun den Europawalen ze bleiwen, *Europäer*.

¹ Dacks ass an dësem Fall rieds vum indefinit Artikel. Beispill: *Hien ass *Mann* ass ouni den Artikel *een* vun der Zielbarkeet net méiglech.

² Ass hien Italiener/Fransous/Däitschen/Informatiker/Dokter/Pilot? (cf. weider ënnen)

³ Neen, hien ass net Italiener/Fransous (mee keen Däitschen?)/net Informatiker/net Dokter/net Pilot.

⁴ Cf. d’Thees vum Jean-Marie Zemb: *Vergleichende Grammatiken: Französisch-Deutsch*, déi hiren Afloss op d’*Grammaire* vum F. Schanen a J. Zimmer huet (Schortgen 2012): le „négateur“ *net* (§§ 354-357). Cf. och Literatur iwwer d’Negatioun am Duden 4 § 1220.

⁵ Sou e Beispill gëtt de Peter Eisenberg am Duden 4 mat folgendem Commentaire: „Eindeutig negiert hier *nicht*: die Negation durch *kein* lässt demgegenüber offen, was für eine Qualität negiert wird. Sie ist nicht Krankenschwester (= Das ist nicht ihr Beruf). Sie ist keine Krankenschwester (= Sie verfügt nicht über die Fähigkeiten bzw. Eigenschaften einer Krankenschwester).

⁶ Cf. Duden 4: *Die Grammatik*. 5. neu bearbeitete Auflage § 1233

Grande Bretagne

Judith Kerr et l’actualité des voleurs de lapins roses

Laurent Mignon

Le 22 mai, l’écrivaine britannique d’origine allemande Judith Kerr est décédée à l’âge de 95 ans. Au Luxembourg aussi Kerr était loin d’être une inconnue, puisque des générations d’écoliers et lycéens ont lu le roman *When Hitler Stole Pink Rabbit* (1971) dans sa traduction allemande *Als Hitler das rosa Kaninchen stahl*, le premier volume de sa trilogie autobiographique. En Allemagne, cette traduction obtint le Deutscher Jugendliteraturpreis en 1974, à une époque où en République fédérale commençait une difficile confrontation avec le passé nazi et la *shoah*.

Le roman est basé sur la fuite de la famille de Kerr d’Allemagne où les nazis s’apprêtent à prendre le pouvoir. Le père de la petite Anna, l’*alter ego* de Judith, est sur une liste noire puisqu’il est un critique notoire des nationaux-socialistes, juif de surcroît. Au moment du départ pour l’exil en Suisse, la petite fille se doit de choisir entre deux peluches, son lapin rose de toujours et un petit chien reçu récemment. Elle choisira le nouveau jouet et le lapin rose sera confisqué avec tous les biens de la famille après la prise de pouvoir par les nazis.

Toutefois les medias en Grande Bretagne ont surtout évoqué les livres pour enfants que Judith Kerr écrivit et illustra, à commencer par *Le tigre qui s’invite pour le thé* (*The Tiger Who Came to Tea*), publié en 1968 et devenu depuis un classique de la littérature enfantine en Grande Bretagne. Certains critiques ont interprété ce livre comme une allégorie représentant le danger qui menaçait la famille de Judith en Allemagne nazie, même si le tigre qui rend visite à Sophie et à sa mère à l’heure du thé est plutôt sympathique. La série de *Mog the cat*, moins connu en dehors du monde anglophone, voit aussi l’apparition occasionnelle de sinistres créatures tels que des oiseaux dentés dans *Mog in the Dark* (1983, non traduit en français),

Il serait bon qu’en Grande Bretagne aussi l’on relise *Quand Hitler s’empara du lapin rose*, comme un ouvrage évoquant les dangers qui nous menacent

peut-être un rappel que les enfants ne sont jamais vraiment à l’abri des dangers du monde des adultes.

Pourtant l’auteure a toujours rejeté ces interprétations, refusant sans doute de réduire son œuvre aux traumatismes de son enfance : « J’essaie de comprendre si je suis traumatisée. (...) Non, je suis surtout très reconnaissante pour ce que j’ai eu. (...) Voyez-vous, que pourrais-je vouloir de plus ? J’ai un travail que j’aime, un mariage heureux, des enfants, dans un pays en paix depuis 70 ans », expliquait-elle au quotidien *The Independent* à la sortie de son livre *The Crocodile Under the Bed* (non-traduit en français) en 2014.

Toutefois le Royaume-Uni est aujourd’hui plus déchiré que jamais et l’on ne peut s’empêcher de penser que les tigres souriants, les oiseaux dentés et autres crocodiles cachés qui désormais dictent l’ordre du jour en Grande Bretagne sont en train de préparer le terrain pour les voleurs de lapins roses. La xénophobie qui a marqué la campagne des Nigel Farage, Boris Johnson et consorts pour le Brexit en 2016 ainsi que les politiques de Theresa May en tant que ministre de l’Intérieur et de Premier ministre ont créé une atmosphère délétère où la haine de l’autre – du juif, du musulman, de l’étranger et du réfugié – est articulée ouvertement, dans une violence constante faite à la bienséance et au pragmatisme qui pourtant étaient longtemps caractéristiques du monde politique britannique.

Ce n’est pas le fait du hasard que la Commission pour l’égalité et les droits humains (Equality and Human Rights Commission) vient d’ouvrir une enquête contre le Parti travailliste pour déterminer si les nombreux cas d’antisémitisme avérés au sein du parti signifient que les membres juifs du parti sont discriminés et harcelés. Il s’agit là d’un développement bien plus grave que la performance désastreuse du parti aux élections européennes. Le dernier parti à avoir subi une telle enquête avait été le parti d’extrême droite British National Party en 2010, parce que sa constitution interdisait aux personnes noires et issues d’autres minorités ethniques et religieuses de devenir membres du parti.

La situation n’est guère meilleure au sein du Parti conservateur. Le Muslim Council of Britain, l’une des principales organisations musulmanes de Grande Bretagne qui, d’après son site internet, chapeauterait plus de 500 mosquées, écoles, institutions et

associations, vient de déposer une plainte auprès du EHRC pour qu’il ouvre une enquête sur l’islamophobie au sein du parti Tory.

Certes « islamophobie » est un terme malheureux. La critique de l’islam, comme celle de toute autre religion et idéologie, est légitime et nécessaire. C’est la discrimination et le harcèlement envers des personnes d’origine musulmane, parce qu’elles sont musulmanes, qui doivent être combattus. Toutefois la critique de l’islam, dénoncé comme étranger, irrationnel et fanatique, n’est pas rappeler celle du judaïsme au XIX^e siècle. Il serait fort naïf de ne pas voir que cette critique continue pave le terrain pour la discrimination des personnes professant cette foi ou partageant cet héritage. Nombreux sont les membres d’origine musulmane du Parti conservateur, à l’image de Sayeeda Warsi, qui occupa plusieurs postes ministériels dans les gouvernements de David Cameron, qui expriment leur inquiétude. Dans un commentaire publié dans le *Guardian* en juillet 2018, elle écrivait que : « Il devrait y avoir une enquête détaillée, étendue et transparente sur l’islamophobie au sein du parti. Les résultats devraient être publiés, les coupables devraient être dénoncés publiquement et exclus du parti. Le processus devrait être cathartique et permettre aux victimes de témoigner et de raconter leur histoire. »

Bien entendu, l’antisémitisme de gauche et l’islamophobie de droite ne sont pas de nouveaux phénomènes en Grande Bretagne, ni ailleurs en Europe. Et même s’il ne faut pas sous-estimer la responsabilité du leadership de ces partis concernant ces problèmes, la « détabouisation » des propos xénophobes, racistes et antisémites depuis le référendum sur la sortie de l’Union européenne est frappante. En fait, cela n’est pas étonnant. Les avocats du Brexit sont fondamentalement opposés à des idées fondatrices de l’Europe – celle de l’interdépendance des États et de l’internationalisme. Or les minorités religieuses, tout comme les réfugiés, représentent justement un pluralisme culturel qui menace les conceptions simplistes de l’État nation. Que le Parti travailliste de Jeremy Corbin soit ici au côté des Conservateurs et de Nigel Farage est une tragédie, dont de plus de plus de militants socialistes sont aujourd’hui conscients.

Nul doute qu’il serait bon qu’en Grande Bretagne aussi l’on relise *Quand Hitler s’empara du lapin rose*, mais non pas comme un livre traitant d’événements passés dans un pays lointain – l’Allemagne des années 1930 –, mais comme un ouvrage évoquant les dangers qui nous menacent. Judith Kerr a encore beaucoup de choses à nous enseigner.



tablo

Gilles Neiens, à gauche sur la photo, lors de l'installation de la nouvelle exposition *I dreamed I was a house* au Casino Luxembourg. Le Luxembourgeois Neiens, que d'aucuns connaissent comme responsable de la publicité du magazine spécialisé en art contemporain *Monopol*, fut aussi cofondateur du collectif Insitu à Berlin, qui y organise des expositions d'art contemporain pointues. Le Casino a invité Insitu à proposer une exposition de groupe au Luxembourg et les quatre comparses ont à leur tour laissé les clés de la maison à six artistes – Ulla von Brandenburg, Julie Favreau, Anna Hulacová, Aurora Sander, Markus Selg et Alvaro Urbano – en leur proposant d'y créer leur propre environnement domestique. C'est haut en couleurs et à mille lieues du *white cube* stérile auquel nous a habitués la programmation de Kevin Muhlen (le vernissage a eu lieu hier, jeudi, jusqu'au 8 septembre ; casino-luxembourg.lu). jh

Stef Beckler

Événement

Les *Portfolio Days & Night* du Centre national de l'audiovisuel sont ce grand événement festif se tenant à rythme triennal lors duquel toute la scène photographique nationale et un grand nombre de professionnels internationaux reconnus se retrouvent à Dudelange. D'abord à huis clos durant deux journées, aujourd'hui, vendredi 7, et demain, samedi 8 juin, pour des passages en revue du travail des 23 photographes sélectionnés par des professionnels comme Emma Bowkett, curatrice et directrice de la photographie au *Financial Times*, ou Caroline von Courten, éditrice du magazine spécialisé *Foam*. Puis, et c'est là que cela devient intéressant pour le grand public, la manifestation s'ouvrira aux spectateurs à partir de 19 heures dans la grande salle du Opderschmelz. Les portfolios des images de tous les photographes y seront projetés sur grand écran, accompagnés par une performance *live* de Pit Dahm, Harmen Fraanje, Michel Pilz & Paul Wiltgen (photo : Justine Blau ; cna.lu). jh



Événement

La météo s'annonce clémentine ce samedi, 8 juin – soleil plus nuages, 19°C – donc idéale pour une journée en terrasse, par exemple celle des Rotondes à Bonnevoie, entièrement refaite, avec un premier étage sur le nouveau bar (photo : TPC). Cela est d'autant plus idéal que ce samedi aura lieu le festival *Open End*, organisé par le collectif d'artistes graphiques The End avec le centre culturel Rotondes. De 15 heures jusqu'à tard dans la nuit, on pourra y voir une exposition montrant le travail d'une trentaine d'illustrateurs et de graphistes, acheter des œuvres au *creators market* et écouter les conférenciers parler de leur travail – comme par exemple Skill Lab, actifs dans le *motion design*, ou Mich Welfringer, typographe et graphiste, qui travaille notamment pour la *Quinzaine de réalisateurs* à Cannes. La soirée se terminera forcément par de la musique pour danser, avec Kuston Beater, qui d'autre ? (rotondes.lu). jh



Photographie

Paradis sinistré

Martine Pinnel est une jeune photographe travaillant au Luxembourg et en France, Melanie Planchard est costumière et scénographe et a notamment travaillé pour les chorégraphes Elisabeth Schilling ou Anne-Mareike Hess. Ensemble, les deux femmes ont entrepris un projet documentaire aussi impressionnant que peu connu : pour avoir visité durant huit ans le Salton Sea, un lac intérieur créé en 1891 en Californie par une crue du Colorado, elles constatèrent que ce paysage apprécié dans les années 1960 comme le cliché de carte postale de l'Amérique idyllique, est en fait de plus en plus sinistré. Par l'évaporation des eaux et son utilisation excessive par l'agriculture pour rendre cultivables des champs en terre aride, le lac se dessèche et est désormais plus salé que l'océan Pacifique. Les habitants de la région souffrent de problèmes de santé dus entre autres aux pesticides qui retournent dans le lac, et la région est économiquement dévastée.

Au printemps 2018, Pinnel et Planchard décident d'habiter pendant une durée plus longue au Salton Sea. Elles y resteront six semaines, le temps de réaliser leur documentation photographique et vidéo *Sea Dream Avenue*, qui, après une première étape à la Kulturfabrik, fait actuellement halte au Kulturhaus Niedervan. On y voit l'*American dream* en miettes, des hommes et des femmes dans des décors mélancoliques dignes d'un tableau d'Edward Hopper. Les enfants jouent souvent seuls, comme le sont les personnes âgées, cloisonnées dans des décors passésistes. Il y a des murs roses qui devaient constituer des villégiatures jamais achevées et des panneaux publicitaires désuets qui ne font plus rêver personne. Le bleu y est encore la couleur dominante, mais c'est souvent un bleu triste, celui de la nuit qui tombe sur un paysage jadis prospère. À voir (jusqu'au 12 juillet ; seadreamavenue.com et khn.lu). jh



Art contemporain



Peindre pour la couleur

Elle avait un air entre espièglerie et étonnement, Etel Adnan, sur cet écran d'ordinateur installé ce mercredi dans le bar du Mudam, intervenant via *Skype* dans la conférence de presse (photo : sb) de l'exposition monographique que lui consacre le musée dans ses deux galeries du premier étage jusqu'en septembre. C'est que, à 94 ans, l'artiste née à Beyrouth et installée à Paris, ne voyage plus guère. D'abord reconnue comme romancière et poète, Etel Adnan a été découverte par le monde de l'art sur le tard, à la Documenta 13 de 2012. Pourtant, et cette exposition *Etel Adnan et les modernes* le prouve, c'est une très grande dame : intellectuelle engagée qui a vécu sa vie durant entre l'Orient et l'Occident, elle a commenté les guerres et les évolutions de la société, admiré et côtoyé les artistes importants de son époque. Cette admirable exposition réunit des œuvres de Klee, Kandinsky ou de Staël avec lesquels elle partage l'amour pour les formes et les couleurs (mudam.lu). jh

Justice

#FreeTurnupTun, round 2

L'affaire *FCK LXB* entre dans son deuxième *round*, avec l'interjection d'appel des trois parties civiles Fred Keup, Joe Thein et Dan Schmitz – le dernier des trois s'étant manifesté cette semaine. L'administration judiciaire souligne vis-à-vis du *Land* que le Parquet ne s'acharne pas contre le rappeur, mais s'y adjoint pour des raisons purement procédurales, afin de pouvoir consulter tous les volets de l'affaire, aussi bien pénaux que civils. Les trois hommes, dont le jugement en première instance a établi le statut de personnalités publiques, soit par leur activité politique (ADR/Wee2050 et Déi Konservativ), soit par leurs nombreux commentaires sur les réseaux sociaux, se sentaient injuriés par les injonctions précédées d'un gros « Féck » à leur encore. L'artiste Tun Tonnar aka Turnup Tun (photo extraite d'un de ses clips), qui fustige le racisme et l'intolérance de l'extrême-droite dans sa chanson, plaide la liberté d'expression, principe que le Tribunal d'arrondissement avait également défendu en première instance. jh



Fundamental Monodrama Festival

Vous allez certainement faire tout à fait autre chose

josée hansen

Les didascalies d’Elfriede Jelinek sont assez précises : Jackie portera un costume Chanel (comme sur ces images devenues mythiques de son tailleur fuchsia taché du sang de son mari, John F Kennedy, le jour de son assassinat, en 1963), un trenchcoat, un foulard Hermès autour de la tête et, bien sûr, de grandes lunettes de soleil. Son monologue *Jackie*, d’après l’ancienne première dame des États-Unis, écrit en 2002 et joué sur des nombreuses scènes depuis lors, fait parler la plus célèbre veuve de la fin du XX^e siècle des nombreuses morts qui ont pavé son existence. « L’actrice doit crouler sous le poids de ces multiples cadavres », écrit Jelinek, qu’elle doit tirer derrière soi « comme un batelier tire un bateau sur la Volga » – de telle sorte que l’actrice sera à bout de souffle à la fin du monologue. « Aber Sie werden ja sicher was ganz anderes machen » (« mais vous allez certainement faire tout à fait autre chose ») s’amuse l’auteure autrichenne nobélisée à la fin de ses instructions.

Valérie Bodson, qu’on connaît actrice, s’est approprié ce texte puissant sur le deuil et la résilience d’une femme pour le mettre en scène, avec Caty Baccega en Jackie. Cette Jackie-là, Jelinek l’a classée dans sa série des *Princess Plays*. Parce qu’elle l’a vécue jadis comme ça : elle avait 17 ans quand Kennedy a été assassiné, a dévoré l’histoire tragique de Jackie à travers la presse *people*, qui raffolait de ses nombreux drames personnels qu’elle affronta toujours avec élégance. Ce soir, vendredi 7 juin (à 20 heures) aura lieu la création de cette pièce très



Ablassé et Oumarou Aboubacari Bétodji présenteront une suite de *Dans le silence des ondes* (ici : en 2018)

Pour son dixième anniversaire, le festival du seul-en-scène s’offre une brassée de créations

attendue ; la coproduction des asbl Ici&Maintenant et Fundamental fera l’ouverture de la dixième édition du Fundamental Monodrama Festival.

« Il y a des metteurs en scène qui vous portent, ceux qui vous foutent la paix et ceux qui vous font chier », s’exclama Bodson dans un éclat de rire lors de la conférence de presse de présentation. Et qu’elle avait essayé d’être parmi ceux de la première catégorie. « Parce qu’avec un monologue, on est habité pendant plusieurs mois par un texte », sait celle qui avait interprété la prostituée Nour prise dans les troubles du Printemps arabe, dans la pièce *Dans les yeux du ciel* de Rachid Benzine il y a trois ans au même endroit.

Le festival du seul-en-scène dirigé par l’acteur et président de Fundamental Steve Karier, un des seuls festivals de théâtre au Luxembourg (avec le *TalentLab* des Théâtres de la Ville, qui se déroule en parallèle), dont on apprécie l’ambiance décontractée, se rajoutait cette année, avec l’arrivée de Sarah Rock et de Daliah Kentges comme conseillères. Elles ont surtout participé à la programmation de la soirée *Monolabo*, réservée aux talents émergents (samedi 15).

Lors de la soirée *Monolabo* de l’année dernière, *Dans le silence des ondes* d’Oumarou Aboubacari Bétodji (dit Bétó), avec le musicien Ablassé, fut un des moments les plus forts, les deux hommes racontant le parcours migratoire d’Afrique noire vers l’Europe d’un point de vue africain. Donc sans cette consternation avec laquelle beaucoup d’intellectuels et d’artistes européens embellissent la traversée du désert et de la Méditerranée, mais avec toute la violence crue qui est celle des passeurs véreux et celle de la peur existentielle sur l’arrière d’un *pickup* traversant le désert. « Nous avons le choix entre crever ici ou là-bas... » Bétó vient du Niger, pays qui sera à l’honneur du festival 2019, avec la



Sous le titre *Scènes intérieures*, Eric Chenal expose ses recherches photographiques autour de l’intériorité humaine dans l’espace scénique dans le cadre du festival

suite de *Dans le silence des ondes* et *J’appartiens au vent qui souffle* de Jean-Marie Piemme. Ce deuxième monologue est celui de l’actrice nigérienne Aminata Abdoulaye Hama, qui raconte son difficile parcours jusqu’à une formation professionnelle à l’Insas à Bruxelles, surtout pour avoir les papiers nécessaires. Et comment, par la suite, on a voulu lui interdire de jouer Penthésilée parce qu’une reine des Amazones ne peut pas être noire (*Marvellous things happening in... Niger* : samedi 8 juin à partir de 19 heures).

Ce dimanche sera l’occasion d’assister à une des performances spectaculaires de l’artiste plasticienne Sophie Jung, *Paramount VS Tantomount*, créé l’année dernière au Centre culturel suisse à Paris. Sophie Jung, toujours accompagnée par son partenaire Peter Burleigh, y incarne cinq personnages différents, qui se répondent et fusionnent. La fille de l’acteur André Jung est une performeuse complètement déroutante, qui écrit ses propres textes et crée aussi les décors –

qui, dans les musées, font aussi fonction d’expositions (dimanche 9 juin à 20 heures).

Dernière recommandation de ce début de festival : l’aussi fidèle qu’excentrique Martin Engler, une des chevilles ouvrières du festival, présentera *Si je ne m’abuse*, un spectacle autour de Norbert Jacques et son célèbre *Docteur Mabuse* (lundi 10 juin à 20 heures). Engler étant toujours au four et au moulin pour garantir une ambiance festive, il jouera cette année avec une grande formation musicale – comprenant entre autres Ralph Hufenus, Matthias Trippner et Emma Lily Karier, plus des invités – des concerts en *live* après les spectacles. Histoire de célébrer la première décennie du petit festival en beauté.

La dixième édition du Fundamental Monodrama Festival dure du 7 au 16 juin à la Banannefabrik à Bonnevoie, entrée : 20 euros par soirée, tarif réduit : 8 euros ; programme complet : www.fundamental.lu/fr/festival-2019.

Cinémasteak

Buddy Boy

Fabrice Montebello

Un petit employé d’une compagnie d’assurance prête son appartement à ses supérieurs hiérarchiques pour leurs aventures extra-conjugales en espérant une promotion professionnelle en retour.

Cinq ans après le célèbre *Seven Year Itch*, qui traitait déjà du thème de l’adultère, mais de manière plus voilée, et un an après le triomphe public et critique de *Some Like it Hot*, Billy Wilder reprend le thème du premier film et un des acteurs centraux du second, Jack Lemmon, à qui il confie le rôle du modeste employé, écartelé entre son désir d’ascension professionnelle et l’amour sincère qu’il porte à une de ses collègues (Shirley MacLaine).

The Apartment de Billy Wilder joue des ressorts dramatiques associés à la fois à la comédie sentimentale et au drame social



Les décors d’Alexandre Trauner accentuent la critique de la bureaucratie américaine

Le film démarre sur les chapeaux de roue comme une critique féroce de la bureaucratie américaine. Il joue ensuite des ressorts dramatiques associés à la fois à la comédie sentimentale et au drame social. À la première, il emprunte l’humour des sous-entendus, l’art des répliques, du gag et du quiproquo, particulièrement développé à Hollywood du fait de l’intransigeance du code Hays. L’adultère ou « le sexe illicite » ne pouvant être « traité explicitement, justifié ou présenté de manière attractive ». Du second, il utilise la critique du pouvoir et des rapports de force au fondement de la domination sociale et symbolique. L’amour volage des chefs de bureau pour leurs jeunes secrétaires est le produit d’un chantage affectif et d’un abus de pouvoir. Celui-ci s’exerce également à l’encontre de Jack Lemmon. *The Apartment* est à sa manière une anticipation de la dénonciation moderne du harcèlement moral et sexuel.

Récompensé par cinq Oscars et bien que critiqué par les tenants de la morale conservatrice qui y a vu un « conte de fées sale », *The Apartment* n’a cessé de se bonifier avec le temps au point de devenir un véritable chef-d’œuvre. Jack Lemmon interprète de manière remarquable la prise de conscience progressive d’un homme bon et généreux acculé aux pires compromissions. Shirley MacLaine est parfaite dans le rôle de l’ingénue romantique. On reconnaît dans les seconds rôles les héros des séries télévisées des années 1960 – Fred MacMurray, le père veuf de *My Three Sons* et l’enquêteur de *Double Indemnity*, autre réalisation célèbre de Billy Wilder, David White, le patron de Darrin Stephens dans *Bewitched* et Jack Kruschen, le médecin sympathique, voisin de palier de Jack Lemmon. Grâce à son scénariste attitré (I.A.L. Diamond) et à ses propres compétences de narrateur, Billy Wilder déroule la première heure du film comme une mécanique d’horloge. Les décors d’Alexandre Trauner restituent en un clin d’œil la vanité des arrivistes et celle d’un système qui flatte conjointement le plaisir cynique des égoïstes et la performance individuelle.

Le film est la dernière réalisation en noir et blanc à avoir été primé aux Oscars. Par la suite, la couleur s’imposera définitivement comme norme standard.

The Apartment (*La garçonnière*) de Billy Wilder (États-Unis, 1960, vostf, 125’) sera projeté à la Cinémathèque, place du Théâtre, mardi 11 juin à 18h30 et mercredi 19 juin 2019 à 21 heures.

Musique contemporaine

Matérialiser le son

josée hansen

Le carré noir sur fond noir qui constitue la scénographie de départ dans la Rotonde 1 lors de l’ouverture de *Drawing on Steve Reich* rappelle forcément le tableau éponyme de Kasimir Malevitch. Derrière ce tableau-ci, dessiné avec du gravier noir par terre, une impressionnante batterie d’instruments a été montée : quatre pianos, trois marimbas, deux xylophones, un vibraphone, un violon, un violoncelle, des clarinettes, plus des micros pour quatre voix féminines amplifiées. *Music for 18 musicians* du compositeur minimaliste américain Steve Reich, composée au milieu des années 1970, est certes considérée comme une œuvre-charnière dans son travail, parce qu’avec elle débuta sa reconnaissance internationale. Mais elle est rarement jouée, vue la complexité des moyens demandés. En plus, pen-

dant longtemps, seul le propre ensemble de Reich savait l’interpréter, parce qu’il n’avait pas écrit de partition (elle ne sera retranscrite qu’en 1997). Que le metteur en scène et musicologue belgo-luxembourgeois Stéphane Ghislain Roussel et l’ensemble United Instruments of Lucilin aient obtenu les droits de jouer le morceau est probablement dû au fait que Roussel a développé un concept original : ce chercheur passionné d’interdisciplinarité entre la musique et les arts visuels fait non seulement interpréter la musique par des instruments, mais aussi les sentiments qu’elle génère à l’écoute par des enfants, qui dansent et dessinent en *live*.

Lorsqu’ils entrent – ils sont huit en tout, sept filles et un garçon, discrètement encadrés et gui-

dés par la danseuse et chorégraphe Annick Pütz – ils commencent par libérer un cercle dans le carré noir avec un balai. Une surface blanche se découvre ainsi, que les enfants vont décorer avec des pigments de couleurs, de pétales de fleurs ou de l’argile. Alors que la musique sérielle, répétitive provoque une sorte de transe spirituelle, les enfants deviennent tour à tour des abeilles ou des elfes, roulent par terre comme des coléoptères ou se courent après comme dans une cour d’école. Paradoxalement, cette expérience synesthésique est loin de diriger l’imaginaire du public. Au contraire, les associations mentales se multiplient : l’installation des outils fait penser à Robert Filiou, l’argile au travail d’Antony Gormley pour la chorégraphie *Icon* de Sidi Larbi

Cherkaoui – et pour d’autres spectateurs, ayant un autre vécu, ce seront d’autres références. Ainsi *Music for 18 musicians* devient un moment de grâce, comme une parenthèse épurée dans le bruit chaotique du monde.

Drawing on Steve Reich est un projet développé par Stéphane Ghislain Roussel avec son asbl Projeten, en coproduction avec e.a. les Rotondes et le Mudam ; musique : Steve Reich, chorégraphie : Annick Pütz, encadrement pédagogique et artistique des enfants : Ela Baumann et Lucie Majerus ; avec l’ensemble United Instruments of Lucilin et les lauréats de la Bourse Michelle du Focuna ; première mercredi 5 juin ; pas d’autre représentation prévue au Luxembourg, mais une tournée est en préparation ; <http://projeten.eu/>



Ils sont nombreux sur scène pour ce projet : 19 musiciens, huit enfants et une danseuse, dans *Drawing on Steve Reich*



Aux Rotondes, Stéphane Ghislain Roussel, Annick Pütz, l’ensemble Lucilin et huit enfants engagés peignent la musique de Steve Reich et dansent la couleur



Les grandes sculptures installées au Wandhaff nous rappellent l'engouement mathématicien de Bernar Venet

Art moderne et contemporain

Lignes droites et indéterminées

Lucien Kayser

Il y a de l'espace au Wandhaff, en l'occurrence du vide à l'intérieur de la halle, de la succession des vastes salles. Il y a les murs, les cimaises, des mètres et des mètres, des dizaines. L'espace, le vide, c'est pour l'accueil des sculptures, monumentales, qui y trouvent de quoi créer leur propre lieu, comme préservé autour. Et les murs offrent la possibilité aux papiers, dessins, collages, gravures, de s'aligner les unes à côté des autres, des séries se forment de la sorte, avec leurs traces de la ligne dont Bernar Venet dit ailleurs qu'elles sont comme la mémoire tangible du geste pictural. Et comme pour contredire leur auteur sur un autre point, qui voulait voir dans les années soixante dans le noir une sorte de rejet de la communication facile, si elle ne l'est certes pas non plus aujourd'hui, la communication cependant n'a pas de peine à s'établir, tant l'entraînement des lignes est fort.

La halle du Wandhaff, de la galerie Ceysson & Bénétière, s'avère l'endroit idéal pour réunir les sculptures et les papiers de Bernar Venet. Lui n'est pas un inconnu dans le pays, et quel que soit le moyen de locomotion avenue de la Liberté, devant le bâtiment de l'Arbed, si les conditions du moment sont exécrables, deux œuvres retiennent quand même. Et donnent dans une certaine pureté deux des constantes de la manière de l'artiste, les angles, les arcs.

Au Wandhaff, pour les sculptures, c'est en contraste un côté plus baroque qui saisit, le plus sans doute dans *Indeterminate Line*, de 2007, tournoyant (c'est le cas de le dire) autour de 2,5 à trois mètres. Ailleurs, les lignes s'enroulent plus régulièrement, sentassent dans les mêmes dimensions. Ou alors les arcs en acier corten se suivent, font comme une carcasse d'animal géant, voire une armature de navire. Cela avec une indication précise de la mesure en degrés, pour nous rappeler l'engouement mathématicien de Bernar Venet.

Il est donc ces enroulements, ces bouts d'acier qui poussent, ils peuvent se dresser comme pour faire ce qui se rapproche d'une tente, multipliée, dans un impressionnant ensemble d'angles inégaux, expression comme si souvent de cette tension qui porte l'art de Bernar Venet, dialectique non résolue (et d'autant plus passionnante) de l'ordre et du désordre. Telle elle est encore dans les *Effondrements* où l'exposition, entre autres, réserve trois exemplaires de moindre dimension, allant pourtant pour l'un au-delà du mètre, très variés, les arcs présentant plus d'équilibre, les angles tout logiquement un caractère plus agressif. Au repos des uns s'oppose la hargne des autres.

Tout cela se retrouve, réduit aux murs, dans les papiers, où l'on est particulièrement séduit par les effets du bâton à l'huile, du crayon gras, du graphite. Cela dit, à côté de la vigueur du matériau rencontré autour, avec leur finesse propre. Et les deux font qu'il n'est aucun mal pour le regard de prolonger et de donner au dessin la profondeur qu'il suggère.

On connaît trop les sculptures de Bernar Venet pour ne pas savoir combien elles s'approprient toutes sortes d'environnements. Il y a des années déjà, ses arcs encadraient le Roi-Soleil à Versailles ; placés à l'extérieur des grilles d'entrée, sur la place d'armes, ils enchâssaient sa statue équestre. Mais le plus grand arc dans l'œuvre de Bernar Venet est à venir, bien que projeté dès les années 80. Prévu au départ pour l'A6, en Bourgogne, passé ensuite en Moselle, à l'A31, près de Thionville, il n'a pas été réalisé dans les deux cas ; il le sera, de l'autre côté du Luxembourg, sur l'A4, en Belgique, près de Rochefort : arc de 205,5°, pesant 200 tonnes et faisant 60 mètres de hauteur, la sculpture sera inaugurée en octobre prochain. Et sur le chemin de Namur, elle fera portail monumental ouvert aux automobilistes.

Les sculptures et les dessins de Bernar Venet, leurs lignes dans tous leurs états, font vivre le Wandhaff, la galerie Ceysson & Bénétière

À l'opposé de pareil gigantisme minimaliste, il faut inviter à la visite, lors de tout séjour dans le sud de la France, de la Fondation, à Muy, dans le Var, et surtout de la chapelle, à Château-Arnoux, lieu de naissance de Bernar Venet, dans les Alpes de Haute-Provence. Ce que l'art moderne ou contemporain peut faire de plus prenant, pour le croyant ou le non-croyant, avec les réussites de Buraglio (à Saint-Germain-des-Prés) et Uecker (au Bundestag). Pour Bernar Venet, pour la chapelle Saint Jean-Baptiste, la mémoire reste gravée à jamais des vitraux blancs dépolis avec leur calligraphie noire, de la croix appuyée obliquement au mur de l'abside semi-circulaire.

L'exposition Bernar Venet chez Ceysson & Bénétière au 13-15, rue d'Arlon à L-8399 Wandhaff dure encore jusqu'au 27 juillet ; ouvert du mercredi au samedi de midi à 18 heures ; pour plus d'informations : téléphone 26 20 20 95 ou site Internet : www.ceyssonbenetiere.com.

Luxemburgensia

Die Übersetzung der Mondphasen

Jeff Thoss

Gedichte kann man nur in seiner Muttersprache schreiben. An dieser Losung Paul Celans reiben sich im Nachwort von *In Wirklichkeit/En réalité* Pierre Joris und Jean Portante. Beide haben ihre Muttersprache nur als gesprochene Sprache erlernt, beide haben sich für eine Fremdsprache als Literatursprache entschieden, lassen jedoch auch noch andere in ihr Schreiben miteinfließen. In ihrem Plädoyer für eine mehrsprachige Poesie kommen sie auch auf das unheimliche Gefühl zu sprechen, das sie befällt, wenn sie ihre Lyrik in Übersetzung hören oder gar selbst vortragen sollen. „Es kam mir vor, als läse ich die nicht besonders guten und ziemlich plumpen Verse von jemand anderem“, erklärt Joris, während Portante feststellt, „dass [s]eine Arbeiten in der Übersetzung auf ihren Inhalt reduziert werden und so nicht mehr als Schreiben funktionieren“.

Das Vorhaben dieses Buchs erscheint somit in mehrfacher Hinsicht frevelhaft: Jean Portantes Gedichte, die viel mit dem Gleichklang französischer und italienischer Wörter spielen, stehen neben ihren deutschsprachigen Übertragungen. Ähnlich wie die Einfügung des Nachworts kann man den Abdruck der Originale (erstmal 2008 bei Phi erschienen) als Geste des Selbstbewusstseins oder der Demut verstehen. Sind die Übersetzungen von Michael Speier und Brigida Bezzenberger trotz aller Vorbehalte so gelungen, dass sie es mit den Ausgangstexten aufnehmen können? Oder werden uns Letztere mitgereicht, weil an Robert Frosts Sentenz „Poetry is what is lost in translation“ am Ende nicht zu rütteln ist? Die Präsentationsform lädt jedenfalls zum Vergleich ein.

In Wirklichkeit/En réalité erschafft mit stark reduzierten Mitteln Gedichte, die wie Teil eines überzeitlichen Naturschauspiels wirken, das sich Außenstehenden nicht immer erschließt. Dem

Das Vorhaben dieses Buchs erscheint in mehrfacher Hinsicht frevelhaft: zu Jean Portantes *In Wirklichkeit/En réalité*

Sprecher steht in der Regel ein weibliches „Du“ gegenüber, das in den abstrakten Landschaften der Texte allerdings nie zur klassischen Dichtergeliebten ausgeformt wird. Der Wortschatz ist auf ein überschaubares Maß begrenzt und kreist um Ausdrücke, die zwischen Naturlyrik und Naturwissenschaft oszillieren. Wichtigstes Gestaltungsprinzip ist der Rhythmus: Portantes zyklische Strukturen richten sich nach den Mondphasen. Die Sprache nimmt ab und wieder zu. Auf kurze Verse folgen längere Strophen ohne Interpunktion und umgekehrt.

Dazwischen finden sich fast immer der Einschub „je veux dire“ – von Speier und Bez-

zenberger mit „will sagen“ übersetzt –, der die einzelnen Segmente verbindet und Präzisionen ankündigt, die sich gerne als Neuansätze entpuppen. In seinem Ringen mit der Sprache, in seinem Kampf um den passenden Ausdruck weist der Dichter zurück, stellt richtig und formuliert um. Ob er am Ende die Dinge so beschreibt, wie sie „in Wirklichkeit“ sind, ist Nebensache. Die Wörter mögen stocken, besitzen aber ihre eigene Wahrheit. Dieser spüren auch die beiden Übersetzer in ihrer Suche nach dem richtigen Wort nach. Die gedrungene Form von Jean Portantes Texten und ihre Tendenz zum Aperçu machen es ihnen nicht leicht (dass das Italienische nicht mehr durchscheint, ist geschenkt).

Aus „ce qui ne revient plus n'est pas / forcément la face cachée de ce qui manque déjà“ wird „was nicht mehr wiederkehrt ist nicht schon / unbedingt die verborgene Seite dessen was fehlt“. Die Wortstellung auf Deutsch ist unnatürlich und von der Eleganz des Originals weit entfernt. Gelegentlich fehlt der Übertragung auch die Konsequenz: Wo Portante Sätze leicht variiert, bleiben sie bei Speier und Bezzenberger gleich, wo er im Französischen den gleichen Ausdruck wiederholt, entscheiden sie sich im Deutschen für unterschiedliche. In guten Momenten allerdings – und davon gibt es genug – gelingt dem Übersetzer-Duo mehr als die bloße Reproduktion des Inhalts. Dann treffen sie den Ton und Sprachduktus des Originals mit ebenso mühe-losen Konstruktionen. So heißt es in der deutschen Version zum Beispiel: „Fragte man mich was ich von der rundheit / der erde halte würde ich wahrscheinlich wieder / den spion von der eingangstür zu rate ziehen“. Das steht dem französischen Pendant in nichts nach: „Si l'on me demandait ce que je pense de la rondeur / du monde j'invoquerais sans doute à nouveau / l'espion de la porte d'entrée“. Das Unbehagen an

der Übersetzung, das die beiden Luxemburger Autoren im Nachwort thematisieren, überträgt sich bei *In Wirklichkeit/En réalité* nur bedingt auf die Leserinnen und Leser.

Jean Portante: *In Wirklichkeit/En réalité*. Aus dem Französischen von Michael Speier und Brigida Bezzenberger; Verlag Hans Schiler, Berlin, 2018; 120 Seiten; 16,80 Euro; ISBN 978-3-89930-187-8.



„Si l'on me demandait ce que je pense de la rondeur / du monde j'invoquerais sans doute à nouveau / l'espion de la porte d'entrée“ (hier: in der Bert-Theis-Ausstellung im Mudam)

Biennale d’art contemporain de Venise

May you live ... and see deep art

Sofia Eliza Bouratsis

Premier vaporetto Il est recouvert d’une publicité pour la Biennale : « May You Live In Interesting Times ». Ce titre s’adresse immédiatement et personnellement à vous ; il porte en lui la judicieuse ambigüité des réponses de l’Oracle de Delphes. L’on ne sait pas si cette phrase a existé : selon Ralph Rudolph, le curateur de la 58^e Biennale de Venise, elle n’a pas existé : « C’est un proverbe fictif avec une histoire étrangement persistante¹ [...] Et malgré son statut fictif, il a eu des effets rhétoriques réels lors d’échanges publics signifiants »². Entre ironie, abstraction et malédiction, cette phrase devient ainsi un défi qui s’installe dans l’esprit du visiteur de la Sérénissime bien avant qu’il n’entre dans la Biennale – et qui y reste en lui, bien après – en posant de manière persistante la question de l’art, la question du rôle de la Biennale, celle du « public » (qu’il soit professionnel ou pas) et qui, tentant de se distancier de notre époque, essaye de concevoir le monde tel qu’on le connaît mais sous un œil différent.

La Biennale de Venise est comme une promesse dont la réalisation est longtemps attendue. Lorsqu’elle arrive, elle est accompagnée d’éblouissement, de déception et d’impatience. Il faut laisser passer un certain temps, afin de voir ce qui de ces « choses vues, non, même [parfois] pas vues jusqu’au bout »³, ce qui de ces « aperçues », reste... ou, plutôt, afin de comprendre comment les choses vues s’installent en nous. L’on sait pertinemment que certaines œuvres ou pavillons sombreront dans un oubli sans fond, alors que d’autres feront leur entrée dans une nouvelle sphère et que tout d’un coup nous les verrons (ou y penserons) de plus en plus souvent. L’on sait aussi (ou espère profondément) que l’on y fera des rencontres – au sens d’André Breton : qui scindent la vie en un avant et un après – des rencontres avec des œuvres d’art bien entendu (et avec des types de connaissance inspirants ou potentiellement sauveurs).

Plutôt donc que d’être une critique, cet article est un recueil de surprises, d’émotions et de réflexions, qu’a suscitées notre passage à Venise, lors des journées d’ouverture de la Biennale. Il est impossible dans le dispositif du journal, comme il est impossible de tout voir en quelques jours à la Biennale,

Le commissaire général Ralph Rudolph a travaillé sur la complexité du monde à partir de la multiplicité de toute pratique artistique

le corps, l’écologie, les migrations et les questions de genre) qui, lorsqu’elle est libérée par le poids de l’époque, réussit à susciter une grande beauté. Quatre choix parmi les 70 artistes exposés.

Andreas Lolis L’artiste d’origine albanaise qui vit à Athènes crée des trompe-l’œil en marbre par



Haris Epaminonda : VOL. XXVII, 2019

des restes géologiques sont élégamment incorporés dans des stations de métro, et de l’autre le métro s’impose de la manière la plus irrespectueuse possible comme une couche géologique de l’Anthropocène dans les fonds marins. Et, paradoxalement, les images d’archives utilisées par l’artiste sont belles – insupportablement jouissives.

Venise avait été offert à Peggy Guggenheim qui y montra pour la première fois en Europe sa collection d’art moderne. Simultanément, en Grèce, dans la prison militaire de Makronisos, les détenus politiques sont forcés de « recréer » l’image esthétique parfaite de la Grèce en fabriquant des miniatures du Parthénon et d’autres vestiges de l’Antiquité. L’exposition conceptuelle renvoie également aux petites histoires des non-héros de l’époque et de nos jours (*Only men* par Eva Stefani), au silence des femmes et au pouvoir sauveur et généreux de la magie musicale en toute situation difficile.

Deep See Blue Surrounding you/Vois ce bleu profond te fondre (France). Il est des œuvres que l’on n’oublie jamais. Liquide, fluide, bleue, lumineuse, onirique, exaltante, généreuse, puissante, l’œuvre de Laure Prouvost nous embarque, avant même que nous ne nous en rendions compte, dans un voyage intérieur qui rappelle la liberté des bandes d’amis qui se créent dans les phases de la vie où, malgré tout, tout est possible... Ceci tout en interrogeant des problématiques fondamentales de notre monde globalisé et inégal, mais aussi le désir, la nature, le trésor inouï que sont les liens intergénérationnels... Voyage initiatique, entrée dans le ventre d’une pieuvre, l’œuvre filmique co-écrite par l’artiste et plusieurs contributeurs, retrace un *roadtrip* d’une douzaine de comédiens d’horizons et d’âges divers qui commence dans la banlieue parisienne pour arriver à la Sérénissime.

C’est une célébration humaniste, élégiaque, déconcertante, merveilleuse, profonde, de la vie ; c’est aussi un portrait de la France saisie par ses marges et par les lignes de fuite et de déploiement des possibles que seule l’imagination peut créer. Trop magique pour être définie, cette Odyssée est une joie, une euphorie, une chance, ... un vrai cadeau comme ceux que l’art seul sait (parfois) en faire.

¹ Depuis plus de 80 ans, des auteurs et politiciens occidentaux ont fait référence à cette phrase comme étant un « ancien blasphème Chinois ». Mais il n’y a jamais eu de telle malédiction en Chine.

² Ralph Rudolph, *May You Live In Interesting Times*, Biennale Arte 2019, p. 36.

³ Georges Didi-Huberman, *Aperçues*, Les Éditions de Minuit, Paris, 2018.

⁴ Rappel : la Biennale de Venise est l’occasion de voir une grande exposition internationale, les pavillons nationaux et des événements collatéraux. Avec pour lieux principaux les Giardini et l’Arsenale, les expositions s’étendent dans toute la ville et chaque année dans plus de lieux inédits, ainsi que sur les îles autour de la ville.

⁵ Élément qui inévitablement renvoie au pavillon du Venezuela qui pendant les journées d’ouverture était à l’abandon pour les mêmes raisons...

La 58^e Biennale d’art contemporain de Venise dure encore jusqu’au 24 novembre ; www.labiennale.org



Swinguerra de Bárbara Wagner et Benjamin de Burca au pavillon brésilien

de nommer tout le monde. Cette condition impose un choix (une forme de censure non-voulue aussi) et une direction.

L’exposition internationale C’est toujours un défi en raison de sa taille. D’habitude cette exposition est deux expositions (l’une dans le long Arsenale et l’autre dans le bâtiment central des Giardini). Ce furent probablement ces circonstances difficiles qui ont inspiré Ralph Rudolph : il a fait une exposition (simplement dénommée *Proposition A* et *Proposition B* pour chacun des lieux respectifs) avec seulement quelques 70 artistes (c’est souvent le double) et où chaque artiste a apporté une proposition différente pour chaque lieu. Judicieux choix qui, partant d’un titre qui évoque le pouvoir de la rhétorique et le malheur de la simplification des choses, travaille au contraire sur la complexité du monde à partir de la multiplicité de toute pratique artistique. Prise de position qui met au centre de ses préoccupations les artistes. La carrière curatoriale de Ralph Rudolph a commencé par l’écriture, cela est immédiatement perceptible dans son commissariat conçu comme des phrases, des paragraphes, des notes de bas de page et des espaces (rares) presque vides dédiés à un artiste. C’est une sorte d’éclatement, un trop plein, une tension parfois dramatique (les grandes thématiques sont évidemment actuelles : la guerre,

tir d’objets qu’il voit dans les rues de la capitale grecque (sacs poubelle, coussins, couvertures...). En reproduisant les déchets dans la matière la plus précieuse à niveau symbolique en Grèce, il suscite un décalage si discret qu’il peut passer inaperçu, puis il provoque un regard attentif sur ce que d’habitude l’on feint de ne pas voir...

Haris Epaminonda La jeune artiste chypriote (qui a bien mérité le Lion d’argent) a un travail qui a la capacité rare de se situer en position « méta- » tout en créant une poétique inédite. *VOL. XXVII*, est une composition spatiale réalisée à partir d’éléments trouvés et créés (sculptures, objets, pages de livres, cadres, un fauteuil). Précision, minutie, beauté, intensité : l’artiste provoque un transport immédiat dans un univers à la fois dense, surprenant et dont les références nous portent à la Grèce Antique et au Japon simultanément, tout en nous ouvrant à une contemplation si étrangement paisible et stimulante que l’on voudrait qu’elle dure toujours...

Cyprien Gaillard *Ocean//Ocean*, à la toute fin de l’Arsenal (il faut aller jusqu’au bout du bout) : combine des images de détail du marbre qui habille le métro des pays de l’ex-Union Soviétique avec des images où d’anciens wagons du métropolitain newyorkais sont jetés dans l’océan. Il installe ainsi une dialectique subtile au sein de laquelle d’un côté



Les pavillons nationaux Un choix de trois pavillons qui sortent du politiquement correct et des évidences et qui, tout en gardant un propos engagé sur le réel, font... de l’Art. Étrange coïncidence, les trois pavillons choisis sont des œuvres collectives ou les modes de penser mis en œuvre sont multiples, complémentaires et où la création se fait – bizarrement – à plusieurs :

– *Swinguerra* (Brésil) Parce que l’art peut être éminemment sexy tout en parlant d’un débat social violent. L’installation vidéo de Bárbara Wagner et Benjamin de Burca travaille sur la beauté de corps pas parfaits, dont le sexe n’est pas forcément identifiable, sur le désir, la discipline, la solitude, la beauté du mouvement, la difficulté de la transformation, la question de la représentation du Soi et du rapport au groupe, sur le pouvoir, les droits humains, la force de la collectivité, avec une douceur et une perspicacité inouïes... Des personnes dansent, ce sont des élèves d’une école de danse populaire, « le caractère qu’elles jouent c’est elles-mêmes, puisque cette connaissance inscrite dans le corps est ce que nous analysons avec elles », expliquent les artistes.

– *Mr Stigl* (Grèce), la coexistence d’œuvres de trois artistes (Panos Charalambous, Eva Stefani & Zafos Xagorakis) autour d’une même année : 1948. En pleine guerre civile⁵ grecque, le pavillon national à

À ne surtout pas rater

Fondazione Prada : quelle que soit votre rapport à l’arte povera, il faut aller à la première rétrospective de Jannis Kounellis après son décès, dont le curateur Germano Celant a fait un commissariat des plus inspirants, précis et respectueux qui soient (www.fondazioneprada.org)

Palazzo Grassi (Pinault Collection) : L’exposition extraordinaire *La Pelle* (la peau) du maître Luc Tuymans (www.palazzograssi.it).

Le Lion d’Or : le pavillon lituanien *Sun and Sea (Marina)*, œuvre d’une jeune équipe de trois femmes – Rugilė Barzdziukaitė, Vaiva Grainytė et Lina Lapelytė – qui parle de catastrophe écologique, ceci en écoutant une musique chantée par des performeurs en maillots de bain sur une plage artificielle. À noter : la performance aura lieu (uniquement) les samedis de la durée de l’exposition (www.sunandsea.lt).

Punta della Dogana (Pinault Collection) : l’exposition *Luogo e Segni*, notamment pour un magnifique geste d’une simplicité et d’une poésie saisissantes par Ann Veronica Janssens [*Untitled (White Glitter)*, 2016] et pour la beauté infinie du travail sur l’eau de Roni Horn (*Well and Truly*, 2009-2010) (www.palazzograssi.it/fr/about/les-lieux/punta-della-dogana)

Written by Water, le pavillon luxembourgeois par Marco Godinho à l’Arsenale (lire *Land* du 17 mai 2019 ; www.luxembourgpavilion.lu). seb

Theatre in London

Hope and hurt



Leah Harvey in *Small Island*

Janine Goedert

Arthur Miller's plays are famous for deconstructing key myths such as Puritan morality, going out west or the ideology of the self-made man. Not surprisingly, he has often been dubbed "the conscience of America". Now Marianne Elliott stages *Death of a Salesman*, which is seen by many as his most intrigu-

ing play. Beautifully balanced, oscillating between flashbacks, dream encounters and a harsh present, the plot drives towards tragedy. It is moral without ever becoming moralising. This production, though, comes with a difference since it stages the Lomans as an African American family.

Colourful and heartfelt, *Small Island* offers an epic adaptation and truly moving stories about World War II and its aftermath

Willy, a travelling salesman, is 63 and feels like a complete failure. He is "tired to the death" after a life of hard work and has become a burden to his employer. Still, he must keep earning money in order to pay for various insurance policies and for the constant repairs both the family fridge and the car seem to need. Linda, his wife, sees what is happening but cannot get through to him. Their sons, Biff and Happy, are lost in their own ways, while Willy's guilt at never having been a role model for them adds to his pain and to their confusion. As the play moves backwards and forwards in time, as it dips into Willy's dreams and into his encounters on the road, we sense his complete isolation. "Riding on a smile and a shoeshine" is no longer an option. Once he starts seeing himself through the eyes of others, all hope vanishes.

Wendell Pierce is a superb Willy, while Sharon D. Clarke is a very moving loyal wife who desper-

ately tries to keep the family together, though it is quite clear that neither Biff (Arinzé Kene), the once adored sports star, nor Happy (Martins Imhangbe), an inveterate ladies' man, will ever live up to anyone's expectations. The music, which is a mix of gospel, jazz and blues, adds a fresh note to the 1949 play. Atmospheres are conjured up only to be swiftly dropped when yet another crisis looms. The stage designed by Anna Fleischle has window frames and lights hang from the ceiling and furniture appear out of nowhere, as if by magic.

Small Island is an altogether different experience. Andrea Levy's 533-page-long novel, which draws a gripping portrait of the Windrush generation, has been turned into a three-hour-long play by Helen Edmundson. Rufus Norris directs. It is the kind of production only the National Theatre can do – with a 40-person strong cast appearing on the huge Olivier stage. Youngish men and women came to the mother country from the West Indies to seek a better future for themselves only to routinely face racism and exploitation. Levy creates a mix of drama and humour, of cultural misunderstandings and rather naïve expectations. We might think that we have moved on from the late 1940s but then the recent scandal around the way the Home Office has been treating the Windrush generation over the years reveals a much darker reality.

Colourful and heartfelt, *Small Island* offers an epic adaptation and truly moving stories about World

War II and its aftermath. It suggests that individuals can make a huge difference to the lives of others and celebrates the fight put up by Queenie (a stunning Aisling Loftus), a Lincolnshire farmer's daughter who marries a London bank clerk and turns into one of the rare landladies ready to take in coloured lodgers. Her warmth and determination seem to extend to anyone in need. Coping with a shell-shocked father-in-law is a duty she takes in her stride, and, even when she faces a difficult personal choice at the very end of the play, she puts the interests of others first.

Meanwhile, in Jamaica Hortense (Leah Harvey), an ambitious schoolteacher, decides to join Gilbert (Gershwyn Eustache Jnr), her rather hapless husband, in England. As it happens, he is one of Queenie's lodgers, so the various strands and back stories are drawn together. *Small Island* truly enriches the theatre landscape with its pin-sharp characters and beautifully staged encounters. A slice of history examined from multiple perspectives. Again, the stage design needs mentioning as Katrina Lindsay makes enticing use of projections on a huge screen: a tropical storm, Jamaican street scenes, 1940s newsreels and those famous Windrush pictures literally become part of the action. All in all, a stunning treat.

Death of a Salesman, Young Vic, SE1, to July 13; *Small Island*, National Theatre, SE1, now booking to July 31, coming to Utopia cinema on June 27 as part of *NLive*

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 09.07.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Gestion d'un centre de tri des déchets dans l'intérêt de la construction du Lycée technique pour Professions de Santé et hall des sports Logopédie à Strassen.

Description succincte du marché :
– installation d'un centre de tri
– mise à disposition de conteneurs de diverses tailles : 40 mois
La durée des travaux est de 40 mois à débuter en fin 2019.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés

publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
06.06.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900886 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :

Date : 04.07.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de façades à exécuter dans l'intérêt de l'assainissement et mise en conformité du foyer pour demandeurs de protection internationale «Héliar» à Weilerbach

Description succincte du marché :
– Échafaudages : ca. 4 400 m²
– Réparation crépi, encadrements, socles, etc. : ca. 625 m²
– Nouvelle façade avec enduit minéral : ca. 320 m²
– Mise en peinture toutes surfaces : ca. 3 000 m²

La durée prévisible du marché est de 258 jours ouvrables à débuter pour le mois d'octobre 2019.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
La remise électronique est obligatoire. Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). Les soumissionnaires ne pourront pas assister à l'ouverture des offres.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
03.06.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900852 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Mitteilung

Start des Aufrufs zur Interessenbekundung für die Finanzierung von kurzfristigen Pilotprojekten im Rahmen des Nationalen Aktionsplans für Integration (PAN Integration)

Das Ministerium für Familie, Integration und die Großregion startet einen Aufruf zur Interessenbekundung für die Finanzierung von Pilot- und innovativen Kurzzeitprojekten für das Jahr 2019.

Der Aufruf ist Teil der Umsetzung des PAN Integration, der einen allgemeinen, strategischen und nachhaltigen Rahmen sowohl für die Aufnahme und Begleitung von Personen, die internationalen Schutz beantragen, als auch für die Integration aller ausländischen Einwohner bietet.

Die Projekte, an die sich der Aufruf richtet, müssen daher darauf abzielen, Maßnahmen zur Förderung der Integration aller nicht-luxemburgischen Einwohner im Großherzogtum Luxemburg zu konzipieren und zu entwickeln.

Ziel ist es:
– die Informationen und das Bewusstsein der verschiedenen Zielgruppen in Bezug auf Integrationsthemen auszubauen;
– interkulturelle Projekte, die den Schwerpunkt auf die Integration, den Austausch im täglichen Leben und auf Vernetzungsmaßnahmen legen, zu fördern.

Der vorliegende Aufruf sieht die Finanzierung von Projekten ab einer Größenordnung von 25 000 Euro pro Projekt vor.

Die Frist zur Einreichung von Finanzierungsanträgen für Projekte endet am 17. Juni 2019 um 8 Uhr.

Interessierte Verbände, private Organisationen, öffentliche Einrichtungen, Berufskammern sowie Ausbildungs- und Forschungseinrichtungen können die Details des Aufrufs zur Einreichung von Projekten auf der Internetseite www.olai.public.lu einsehen.



Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel

Appel à candidature

Directeur de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel

L'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, établissement public à caractère administratif créé par la loi du 27 août 2013 modifiant entre autres la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, recrute son directeur.

L'Autorité exerce en toute indépendance les missions qui lui sont confiées par la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques.

La mission du directeur consiste à surveiller le respect de la législation relative au secteur des médias électroniques. À cet effet, il instruit les plaintes recevables qui sont adressées à l'Autorité et soumet le dossier pour décision au Conseil d'administration. Il accomplit tous les actes de gestion administrative et exécute les décisions du Conseil d'administration.

Le directeur est nommé pour une période renouvelable de 5 ans et bénéficie du statut de fonctionnaire. Il ne peut être membre du Gouvernement, de la Chambre des Députés, du Conseil d'État ou du Parlement européen, ni exercer un mandat communal, exercer une activité incompatible avec sa fonction ou détenir directement ou indirectement des intérêts dans une entreprise ou tout autre organisme relevant de la compétence de l'Autorité.

Les candidat(e)s devront :

- Être détenteur/trice d'un diplôme d'études universitaires sanctionnant un cycle complet d'études universitaires au niveau d'un master ou d'un diplôme reconnu équivalent ;
- Disposer des compétences juridiques nécessaires à l'accomplissement des missions du directeur ;
- Disposer des compétences dans le domaine des services et médias audiovisuels nécessaires à l'accomplissement des missions du directeur ;
- Avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ainsi que de l'anglais ;
- Disposer d'une expérience dans la gestion d'équipe ;
- Faire preuve de très bonnes capacités d'organisation, de planification, de communication, d'analyse et de rédaction confirmées.

Les compétences visées aux deuxième et troisième tirets devront être attestées par un diplôme ou titre équivalent ou résulter d'une expérience professionnelle dûment documentée.

Les actes de candidature, comprenant une lettre de motivation, un CV détaillé et les pièces justificatives sont à adresser pour le 24 juin 2019 à :

M. Thierry Hoscheit
Président de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel
Cité judiciaire, Bâtiment TL
L-2080 Luxembourg

d'LëtzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32 ; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELLULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Kino

Aus dem Osten nichts Neues

Marc Trappendreher

Mit *Aladdin* ist die Neuverfilmung eines weiteren bekannten Disney-Klassikers in den Kinos gestartet. Die Geschichte hier nochmal zusammengefasst: Straßenjunge Aladdin schlägt sich als Taschendieb durch die Straßen Agrabahs. Als er eines Tages die Prinzessin Jasmin kennenlernt, ist es gleich um ihn geschehen und er will nun um jeden Preis ihr Herz gewinnen, doch der Klassenunterschied wird schnell zum Problem. Derweil will der Großwesir Jafar dem Sultan die Herrschaft entreißen, dafür braucht er eine magische Lampe, die ihm zur Macht verhelfen soll. Der Haken: Sie liegt verborgen und ist von gefährlichen Zaubern umgeben. Als sich die Wege von Aladdin und Jafar im Königspalast kreuzen, sieht dieser in dem jungen Taschendieb die Möglichkeit, sich die Wunderlampe zu besorgen ...

Guy Ritchie, der durch Filme wie *Lock, Stock and Two Smoking Barrels* (1998) und *Snatch* (2000) oftmals als der britische Tarantino bezeichnet wird, zeichnet für die Neuinterpretation dieses Disney-Zeichentrickfilm-Klassikers von 1992 verantwortlich. Dabei trifft lauwarmer Aufguss es besser: Der Film wirkt über weite Strecken so uninspiriert, dass man sich fragen kann, ob da tatsächlich Guy Ritchie auf dem Regiestuhl saß. Stellt man eingedenk dessen in Rechnung, dass Ritchie noch zuvor mit *King Arthur – Legend of the Sword* (2017) eine zwar viel kritisierte, aber vor allem mutige, unkonventionelle Neuerzählung des Sagenstoffes um den britischen König vorlegte, dann verwundert seine Verpflichtung für einen Disney-Klassiker umso mehr.

Wie auch bei *Beauty and the Beast* (1991) lag der Zauber dieser Animationsfilme besonders in den Musikkompositionen von Alan Menken, die es ihm ermöglichten, in der Zeit von 1990 bis 1996 ganze acht Oscars zu erlangen. Gerne spricht man in diesem Zusammenhang gemeinhin von der so genannten „Disney-Renaissance“. Hier allerdings wirkt dieser einstige Zauber verblasst, jede Musiknummer wirkt nostalgiehalber lustlos abgehackt. Das



Mena Massoud als Aladdin und Will Smith als Genie

mag zum Teil an dem rasanten Erzähltempo liegen: Guy Ritchie ist bekannt dafür, dass er mit hektischer Montage und spritzigen Dialogen – zumindest hier scheint die Signatur des Filmemachers etwas durchzuscheinen – den Erzählfluss antreibt. Dieser Film hat kaum ruhige Momente, kann deshalb nicht aufatmen, sodass die Charakterentwicklungen darunter erheblich zu leiden haben. Ja, die aufwändigen Dekors und die farbenprächtige Inszenierung haben ihre Momente, aber das Ganze ist vielleicht mit übergroßer Zuckerwatte zu vergleichen: groß, bunt, süß, aber ohne wirkliche Substanz.

Will Smith als Genie ist sicherlich eine der Stärken des Films, reicht jedoch kaum an Robin Williams heran. Williams hatte der Zeichentrickfigur einst seine Stimme geliehen und in ihr nicht weniger als zweiundfünfzig Figuren vereint. Diesen Druck hat womöglich auch Will Smith gespürt, der so stark aufspielt, dass er die gesamte Leinwand einzunehmen scheint. Das ist humorvolle Unterhaltung, allerdings drängt seine Präsenz Mena Massoud als Aladdin und Naomi Scott als Jasmin punktuell in den Hintergrund, wo doch beide die Hauptfiguren des Films sein sollten. Marwan Kenzari als Jafar

Guy Ritchies Neuverfilmung des Disney-Klassikers Aladdin ist bloß ein lauwarmer Aufguss

geht allerdings vollkommen unter. Da, wo der Zeichentrickfilm noch eine überexplizit-offene Charakterisierung des Großwesirs als *larger-than-life*-Bösewicht erreichte, interpretiert Kenzari diesen machthungrigen Intriganten viel zurückgenommener, ja es wird unsinnigerweise versucht, ihm ein psychologisches Profil zu verleihen – das ist schwach und tendiert zur Lächerlichkeit. Was da noch mit dem Zeichenstift funktionierte, lässt sich so in der Realverfilmung nicht verwirklichen. Das ist bezüglich einer Adaptation zwar per se keine Anforderung, wenngleich dieser Version damit das affektiert-theatralische Moment entzogen wird.

Wie schon bei der Neuverfilmung von *Beauty and the Beast* (2017) oder *Dumbo* (2019) wird hier versucht, den Stoff den Gender-Anforderungen des 21. Jahrhunderts zuzuführen. So weisen auch hier die Zeichen der Zeit in dieselbe Richtung: Prinzessin Jasmin muss sich als emanzipierte Frau über die Zwangsehe empören und beugt sich den vorherrschenden Geschlechterrollen nicht. So unbeholfen diese Bemühungen wirken, so offensichtlich verfällt der Film in der Darstellung dieses Orients den Stereotypen, westlich geprägten Vorstellungen eines mythisch-exotischen Morgenlandes. Für die jüngeren Zuschauer mag all das funktionieren. Das sollte aber kaum verwundern: Optisch hat dieser Film ohnehin mehr zu bieten als inhaltlich.

Ausstellung

Knallbunte Afronauten

Martin Ebner

Unglück allein reicht nicht, es braucht auch Pech. Ein beliebtes Motiv kongolesischer Maler ist „Inakale“, eine Verbalhornung von „ça a calé“: Ein Mann flüchtet vor einem Krokodil auf einen Baum, wo ihn eine Schlange bedroht. Der Ast, auf dem er Asyl sucht, bricht auch gerade ab. Auf dem Boden aber wartet bereits ein Löwe. Das hungrige Raubtier steht für den Staat, die Schlange für Sünde, das Krokodil für böse Nachbarn und Hexerei. Selbst wer mit den Symbolen nichts anfangen kann, erkennt: Idylle sind die Tropen keine.

Für die Ausstellung *Congo Stars* haben das Kunsthaus Graz und die Kunsthalle Tübingen zusammen mit dem Iwalewahauss Bayreuth und der kongolesischen Künstlervereinigung Picha rund 150 Werke zusammengestellt. Die 70 Künstler kommen aus der Region, die derzeit Demokratische Republik Kongo heißt. Günther Hollerschuster, einer der Kuratoren, nennt den Kongo lieber einen „fiktionalen Zustand“: ein umkämpftes Territorium, eine Projektionsfläche für Imaginationen.

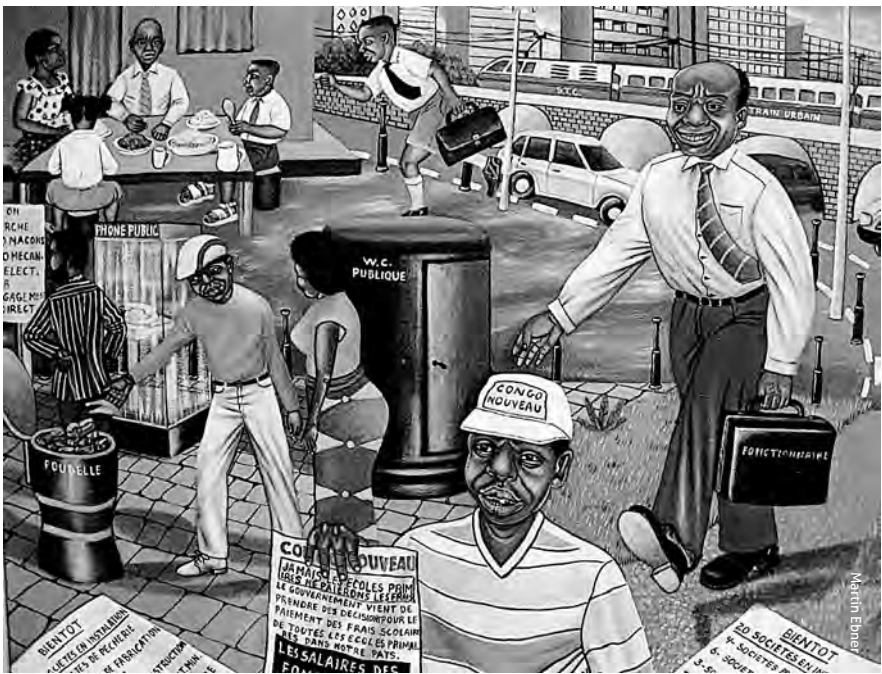
Der Schwerpunkt der Schau liegt auf „populärer Malerei“, die sich ab 1960 von der akademischen Kunst der Kolonialzeit absetzte: realistische Plakate, übermütige Alltagsszenen, oft mit kritischen Comic-Sprechblasen zu aktuellen Desastern. Ergänzt werden sie von Skulpturen, Videos und Installationen. Die meisten Exponate gehören zur Sammlung des kanadischen Historikers Bogumil Jewsiewicki, die 2013 vom belgischen Afrika-Museum Tervuren gekauft wurde.

Gegliedert ist die Ausstellung in sechs Kapitel, die ineinander übergehen: Straße, Bar, Zuhause, Mythologie, Stars und Ausbeutung. Durch alle Räume zieht sich eine große Zeitleiste zur Geschichte des Kongos ab 1876: von der Ausplünderung unter belgischer Herrschaft über Raub und „Zairisierung“ unter Diktator Mobutu bis zum Zweiten Kongokrieg mit über sechs Millionen Toten und schließlich dem Ebola-Ausbruch im vergangenen Jahr. Von Not über Korruption bis Elend. Dass die Besucher dabei von erschreckenden Informationen und exotischen Eindrücken schier

erschlagen werden, ist Absicht: Das Gewimmel soll „die Dichte und Spannung einer kongolesischen Großstadt vermitteln“.

Manche der Kunstwerke sind für Europäer gar nicht so fremdartig. Die Fotoserie *An Imaginary Trip* von Gosette Lubondo dürfte zum Beispiel Opfer der Deutschen oder Französischen Bahn unmittelbar ansprechen: In einem abgestellten, verrotteten Waggon sitzen Passagiere und tun so, als ob sie fahren würden. Scharlatane gibt es auch überall: Ein Gemälde von Aundu Kiala heißt *La crise et le chômage font pousser des églises*. Und Desindustrialisierung betrifft mittlerweile sogar *Emerging Markets*: Für seine beeindruckende Serie *Perte de repères* übermalte Eddy Kamuanga Ilunga Fotos stillgelegter Fabriken mit Darstellungen von Arbeitern.

Klischees afrikanischer Kunst widersprechen auch die Weltraumfahrer, die häufig auftauchen. Sie erinnern daran, dass Mobutu nicht nur US-Astronauten mit Orden behängte, sondern auch eigene Raumfahrtambitionen verfolgte. In der ehemaligen Provinz Katanga betrieb die deutsche Firma Otrag ein 100 000 Quadratkilometer großes Gelände für Raketentests. Die dritte Rakete stürzte allerdings 1978, in An-



Zukunftsvision: Le Congo de demain von Maître Syms (2006, Sammlung Horvath)

Die Kunsthalle Tübingen zeigt Träume und Katastrophen aus dem Kongo

Jazz made in Luxembourg

Un jeu d'enfants



Michel Reis, Marc Demuth et Paul Wiltgen avec leur invité de marque Joshua Redman, sur la scène du Opderschmelz

Il y a maintenant un an de ça, Michel Reis, Marc Demuth et Paul Wiltgen publiaient leur troisième album commun, *Once in a blue moon*, sur le label italien Cam Jazz. L'introduction du projet *Freedom Trail* a par ailleurs été récemment clipée. Dans le court film signé Emile V. Schlesser, très réussi au demeurant et publié sur *Youtube*, on retrouve les trois compères, dédoublés. Déambulant dans le quartier du Grund et ses alentours, le trio et leurs doubles finissent par se retrouver au Café des Artistes, pour y découvrir encore d'autres clones deux-mêmes en train de jouer de la musique avec malice. Neuf musiciens pour le prix de trois en somme. Plus de vingt ans après leur tout premier concert commun, ils se réunissent une fois de plus, à Opderschmelz, en ce dimanche 2 juin. Ils ne sont pas seuls, ils partagent la scène avec un invité d'exception, le saxophoniste américain Joshua Redman, ami et énième admirateur du trio. Le quatuor ponctuel était en Suisse la veille, un passage par Dudelange semblait obligatoire.

Le grand auditoire est plein. Plus de 300 personnes sont annoncées. C'est qu'on a affaire ici avec le haut du panier du jazz, non pas simplement autochtone, mais européen, voire mondial avec Redman. Après une introduction en douceur et pleine de moments contenus, c'est justement *Freedom Trail* qui suit pour un premier moment qui en impose. Il y en aura d'autres. Des solos à répétition se suivent, avec toujours autant de brio. Paul Wiltgen tient le rythme, ou plutôt le contrôle. Sur un solo chaudement applaudi, son jeu est saccadé, plein de coupures pour autant de gros coups assénés, qui raisonnent avec fracas. Marc Demuth, force tranquille, explose parfois. Cette imprévisibilité détone autant qu'elle étonne. Ses grands élans quasiment lyriques en font frémir plus d'un sur la scène. C'est justement sur les planches que tout se joue. Outre la complicité vieille de vingt ans que renvoient les trois musiciens à l'assemblée, la symbiose du quatuor ne fait aucun doute.

Alors que le trio Reis Demuth Wiltgen se lance dans des envolées virtuoses, Joshua Redman se fait tout petit

Tandis que le trio Reis Demuth Wiltgen se lance dans les envolées virtuoses qu'on lui connaît, Redman se fait tout petit, suit le cours de la musique sur sa partition, grimace et hoche frénétiquement la tête lorsque Michel Reis débute un solo des plus flamboyants. Un dialogue jouissif entre le piano et le saxophone fait bondir la salle. « Ces types-là marchent sur l'eau ! », lâche un spectateur à l'étagé, visiblement charmé. On lui donne raison. Le quatuor entere sur place toute la scène autochtone avec une aisance folle. C'est que leur naturel donne l'impression que ce qu'ils effectuent là est un jeu d'enfants pour eux, mais la quête de toute une vie pour les autres. Leur jeu est multiple, romantique ou désarticulé, droit comme un i ou bien aussi plié que les genoux du saxophoniste ou le dos du pianiste lorsqu'ils sont lancés dans de formidables improvisations. Deux rappels sont donnés. Et alors qu'ailleurs, un pet dans un micro suffirait à se voir lever toute l'audience, la *standing ovation* n'est ici que partielle. Le public d'Opderschmelz est décidément difficile à convaincre mais pourra difficilement dire qu'il a passé un mauvais moment. *Kévin Kroczeł*

wesenheit des Diktators, unmittelbar nach dem Start in den Busch – und Otrag flog aus dem Land. Auf Gemälden von Monsengo Shula tragen fröhliche „Afronauten“ Raumanzüge aus bunten Waxstoffen. Schließlich hatte Mobutu seinen Untertanen westliche Kleidung verboten.

Die meisten Visionen für den „Kongo der Zukunft“ sind aber bodenständiger: Genug zu essen. Kinder, die zur Schule gehen. Vor dem Haus ein Auto. Asphaltierte Straßen und schnelle TGV-Züge. Städte mit Mülleimern und öffentlichen Toiletten. Mehrfach erwähnt werden auch Beamte, die tatsächlich ein Gehalt bekommen. Wenn Kongolesen vom Paradies träumen, schwebt ihnen eine Art Luxemburg vor. Was sie bekommen werden, sind asiatische Hochhäuser: Auf dem Gemälde *Le Congo à la croisée des chemins* von Sapinart hat ein verschlagen lächelnder Entwicklungshelfer aus China zwei ratlos dreinblickende Eurokraten an den Rand verdrängt.

Immerhin haben die bekanntesten Vertreter der „populären Malerei“ es bereits aus der Misere geschafft. Im Kongo werden ihre Werke an Hauptstraßen gezeigt und leidenschaftlich diskutiert; die Künstler werden wie Fußballhelden gefeiert. Seit ein paar Jahren machen sie auch auf dem internationalen Kunstmarkt Furore – so dass sie nun schon mal in Paris oder Brüssel leben. Stolz porträtierte JP Mika sich selbst und andere Stars der Szene: In seinem Bild *Le goût de la réussite* treten die Maler provokant als Sapeurs auf, als extravagante Dandys. Hoffentlich stört das keinen Löwen.

Die Ausstellung *Congo Stars* ist noch bis zum 30. Juni in Tübingen zu sehen. Der umfangreiche Katalog dazu ist im Verlag der Buchhandlung Walther König in Köln erschienen: www.kunsthalle-tuebingen.de

Das Iwalewahauss in Bayreuth zeigt vom 7. Juni bis 7. September 2019 die Ausstellung *Barber Pop*: www.iwalewahauss.uni-bayreuth.de

STIL

Cyril B.

Si vous craignez les amoureux qui se tiennent par la main dans les allées du parc municipal, les personnes qui promènent leur chien au bout d'une laisse de quatre mètres et, par-dessus tout, les distraits qui marchent au milieu des trottoirs en écoutant du Rammstein à fond dans leurs écouteurs, c'est à n'en pas douter que vous faites partie des lovers du vélo.

C'est un vieux truc de cirque : l'acrobate manque sa première tentative afin de susciter l'admiration du public lorsqu'il réussit un peu plus tard. Pour le système des Vel'oh, la tactique semble avoir porté ses fruits après le démarrage plutôt chaotique de la version 2.0, débloable depuis son smartphone et, surtout, dotée d'une assistance électrique mais qui a connu quelques

dysfonctionnements jusqu'à la fin de l'hiver. Au premier rayon de soleil, les adeptes de la bicyclette sont désormais de plus en plus nombreux. Les chantiers et la circulation pour le moins congestionnée de ces derniers mois constituent certainement un facteur de motivation supplémentaire pour éviter tout moyen de locomotion motorisé aux abords de la capitale.



L'endroit

Vous avoir annoncé la semaine passée que les douceurs du Windsor sont désormais servies en plein centre-ville au rez-de-chaussée de « Honey Mustard » n'était qu'un menu détail. La nouvelle de taille concernant les enseignes du Chef Jan Schneidewind étant que les **Ateliers du Windsor** viennent de désertier la zone industrielle de Bourmicht à Bertrange pour s'installer en toute élégance à la Place de l'Étoile. Ceux qui travaillent à Bertrange ne doivent cependant pas s'inquiéter, le service traiteur reste installé à l'ancien endroit et on continuera à y servir des petits plats simples à midi, les soirées restant réservées aux banquets en groupes. Quant à ce nouveau lieu en ville, il s'agit de l'ancienne Brasserie de l'étoile qui jadis hébergeait un des clubs coquins les plus courus de la ville. Métamorphose du lieu, car celui-ci peut maintenant vraiment se vanter d'un bel intérieur de brasserie parisienne, avec grands carrelages à motifs au sol, banquettes bleues et coussins verts, plus mezzanine un peu plus feutrée pour les déjeuners ou dîners confidentiels (photo : GD). La carte, encore très réduite, affiche de belles propositions qui sont adaptées selon le marché, et cela à des prix raisonnables. La cuisson juste comme il faut reste une des spécialités du chef germanique dont la méticulosité de la préparation ne laisse rien au hasard. De l'œuf parfait au baba arrosé et flambé en salle, en passant par le rognon entier, tout y est juste comme il faut, belle présentation printanière des assiettes en prime. Ensemble avec l'Opéra, il est certain que ce coin de la ville enfin revivra. GD



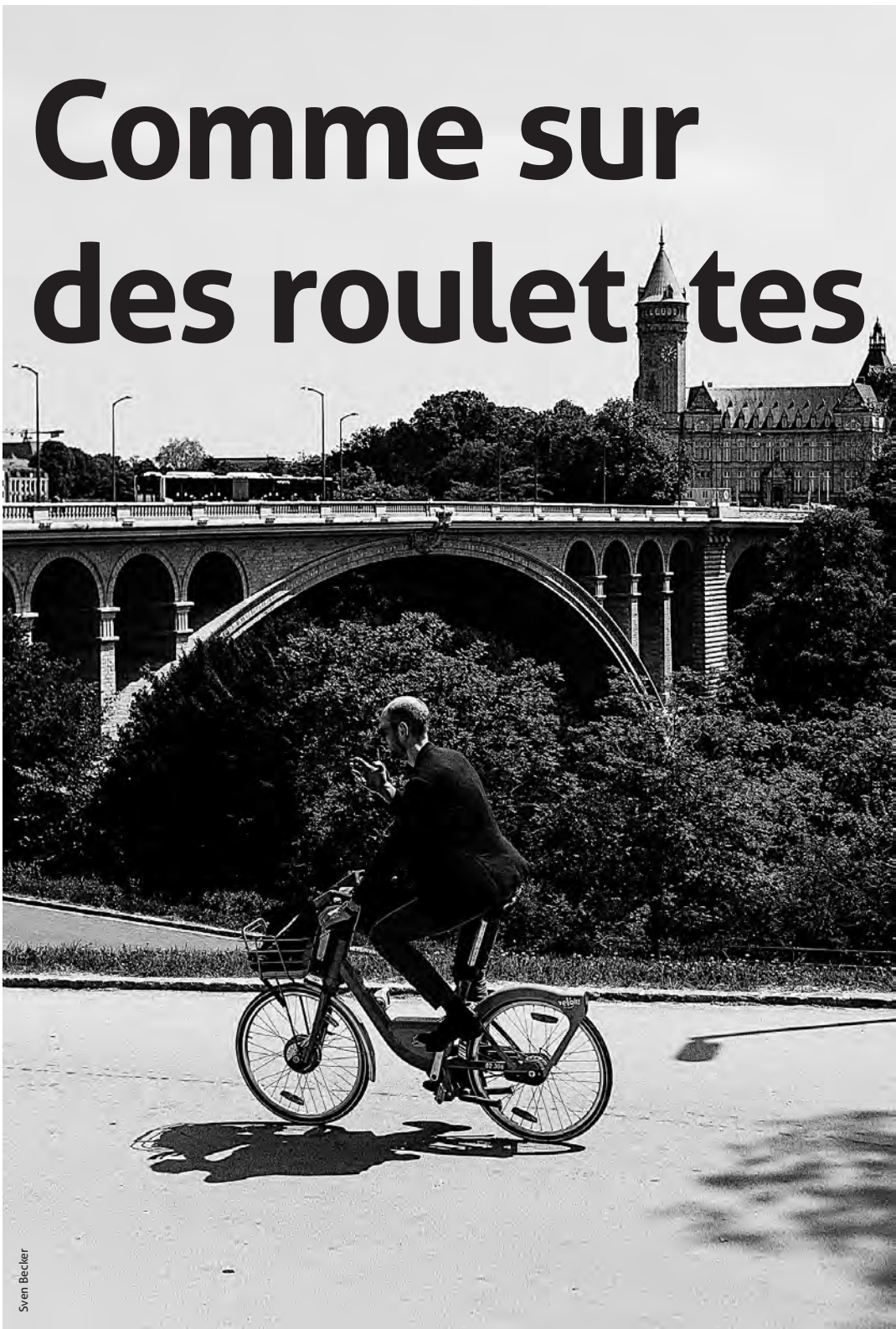
L'endroit

Il y a des endroits qui joignent plus vite leur cible parce que gérés par des gens de la place qui se sont au préalable fait un nom pour une raison ou une autre. Et puis il y a ceux qui viennent de l'extérieur et qui peinent un peu plus à atteindre leur but, soit parce qu'ils sont de parfaits inconnus de la place, soit qu'ils n'en connaissent pas vraiment les règles culturelles ou qu'ils ne sont pas très transparents au niveau de leur concept. Ainsi, rue de Strasbourg, un peu plus bas que la place du même nom, a ouvert il y a peu un restaurant répondant au nom de **L'Orient**. Au départ on y proposait surtout des spécialités marocaines. Ensuite le rideau resta baissé pendant un certain temps. Quand il rouvrit, le nom était resté le même et on nous dit qu'il y avait eu des problèmes techniques en cuisine, raison pour laquelle on dut fermer pendant un certain temps. Mais des changements, il y en a surtout eu au niveau de la carte, car les couscous et méchouis y ont disparus pour faire place à des spécialités exclusivement syriennes. Si l'on cherche un local de taille généreuse et pour lequel fut choisi une déco des plus traditionnelles, l'Orient fera l'affaire avec son comptoir rétro-éclairé et sa grande fresque au mur (photo : GD). Et ça ne dérangera pas que le gérant, malgré son physique oriental, avoue être allemand. Le houmous est servi avec générosité, le shawarma aussi, avec de l'émincé de poulet bien épicé dans une pâte croustillante. À part la grillade mixte, les prix sont tous en-dessous de 20 euros. GD



L'endroit

Cela a été annoncé en fanfare dans la presse commerciale. Vincent Verlainne, le roi de la pompe de luxe et du vêtement pour dandys, a plié bagage rue du Marché aux Herbes pour s'installer dans un plus confortable loft situé coin Grand-rue et Côte d'Eich (photo : GD). Sur deux étages, l'homme luxembourgeois va-t-il enfin trouver un choix plus diversifié en plein centre-ville, dans un immeuble mythique auquel même un jeune empire de presse dédia son nom, à savoir la légendaire Maison Moderne de Pierre Brahms ? D'aucuns se mirent à espérer qu'allait naître ce mix ingénieux qui fit le succès de l'ancien temple de la mode citadine. Et qui consistait à vendre des marques prestigieuses à côté de petites griffes originales, importées du Sentier parisien ou de maisons de jeunes créateurs londoniens. Nourrir cet espoir s'avèrerait finalement trompeur. Chez **Vincent Verlainne** on ne semble vouloir prendre aucun risque. C'est le banquier ou l'avocat *middle-class* qui ne désire pas se faire remarquer que semble cibler la maison. Genre *sporty* au rez-de-chaussée avec des espadrilles à cent euros et des baskets à 350, des polos qui semblent rivaliser dans leurs pastels pour remporter le prix de la plus belle dragée. En haut, des costards bien taillés, dont seules l'une ou l'autre veste en laine annonce un peu de culot par son carreau géant. Sinon, c'est de l'uniforme standard pour amateurs de jumping et de golf. Pour des tenues moins stéréotypées, ce ne sera pas l'endroit rêvé. GD



La première fois que vous passez en dessous des quinze minutes pour faire votre parcours Kirchberg-Bonnevoie, vous vous prenez pour un champion

Les Contador de Cents ou les Lance Armstrong du Limpertsberg sont également encouragés par les pouvoirs publics à participer à l'initiative Mam Vélo op d'Schaff. Ce n'est pas vraiment un concours, dans le sens où ce n'est pas ceux qui font le plus de kilomètres ou qui roulent le plus vite qui seront récompensés, mais plutôt une initiative participative, où chacun renseigne ses parcours de la journée, sans doute plus pour le plaisir d'y prendre part avec famille ou collègues que dans la perspective de battre des records. Heureusement qu'il ne s'agit pas d'une compétition, car il ne faudrait pas grand-chose pour raviver les penchants les plus obscurs de l'être humain qui se cache derrière tout cycliste.

Premièrement, l'application Vel'oh – qui n'est pas indispensable à l'utilisation du système mais vous permet d'en tirer pleinement parti – vous indique le temps qu'a duré votre trajet. Si vous êtes un cycliste plus régulier, équipé de votre propre matériel, vous faites peut-être partie des utilisateurs de Strava, qui vous permet de partager et analyser tous vos parcours. La première fois que vous passez en dessous des quinze minutes pour faire votre parcours Kirchberg-Bonnevoie, vous vous prenez pour un champion. Vous enflez votre gilet jaune comme si c'était le maillot de la même couleur. Bon, OK, vous bénéficiez de l'assistance électrique. Mais, vous, vous n'êtes pas dopé, si ce n'est au café. Ceci dit, les pros courent devant ou derrière les voitures de sécurité, pas coincés entre les pelleteuses, les trottinettes électriques et les autobus à double accordéon. Chaque année, et pas plus tard qu'en début de cette semaine, des accidents graves sont à déplorer. Mieux vaut donc oublier les rêves de performance et jouer la carte de la prudence.

Deuxièmement, le succès de la chose en fait un objet de désir et, comme tel, de jalousie et de

convoitise qui va réveiller vos plus bas instincts. Comme les transats à l'ombre au bord de la piscine de l'hôtel, il faut anticiper le comportement de vos congénères si vous voulez conserver une chance d'avoir encore un vélo disponible. La polarisation de la ville en quartier dédiés à une activité principale (dormir, étudier, travailler, faire du shopping, sortir) a pour conséquence que tout le monde part de Belair pour aller au Kirchberg le matin et qu'il ne faut pas trop compter sur un flux inverse avant la fin de la journée. Le gros coup de stress, c'est quand l'application vous annonce qu'il ne reste plus qu'un vélo à la station devant chez vous alors que vous n'avez pas encore brossé vos dents ou, pire, qu'il n'y a plus qu'une dernière place libre à la station de Clausen un samedi soir... Si jamais quelqu'un arrive avant vous, il vous faudra vous garer à plus de 10 minutes ! Dans ce cas, autant passer votre soirée dans le centre-ville, les rives ce n'est plus ce que c'était !

Il faut donc résister à la tentation de passer du côté obscur et profiter, plutôt, des petits plaisirs offerts par les pédales. Vous discutez des meilleurs itinéraires avec les autres cyclistes arrêtés au feu rouge. Vous rencontrez des inconnus et échangez sur les mérites respectifs de vos montures. Vous savourez l'air frais en circulant paisiblement sur la passerelle sous le pont Adolphe, et prenez tranquillement les virages d'accès pour éviter de vous retrouver avec un adepte du selfie en travers du guidon ou, pire, face à une trottinette électrique engagée à contresens. Et, surtout, vous remarquez qui parmi vos collègues a désormais les mêmes défauts que vous : le brushing aplati par le casque, les bas de pantalon noirs ou froissés, la paire de chaussures de rechange dans le tiroir du bureau et, le détail qui tue, les petits moucheron incrustés sur les lunettes (ou pire, collés aux incisives).

d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzebuerger Land sur leurs iPad et iPhone, ainsi que sur leurs portables et tablettes pourvus du système d'exploitation Android. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple ou dans le Play Store de Google.

www.land.lu

